

LE MONDE LIBERTAIRE

LE MENSUEL SANS DIEU NI MAÎTRE DE LA FÉDÉRATION ANARCHISTE

adhérente à l'internationale des fédérations anarchistes

<http://monde-libertaire.org>



NOUS PRÉFÉRONS L'ANARCHISME !



TABLE DES MATIÈRES

3. Edito.

TERRAINS DE LUTTE

- 4. Le Service national, un projet loufoque!
- 5. Ces GJ isolés qui en veulent aux homos!
- 6. Le 1er mai, un anniversaire anarchiste !?
- Nous ne sommes pas Gilets jaunes.

(A)NTRE ANAR

HISTOIRE

- 7. Histoire du 1er mai.
- 10. Prise de parole le 14 avril à la Place de la République pour la commémoration de l'anniversaire de la IIème République espagnole.
- 11. Le Corbusier Antisémitte, pétainiste, pro-hitlérien et architecte.

PASSE-PORTS

- 14. Révolution et contre-révolution en Algérie.
- 15. Congrès mondial des familles à Véronne.
- 17. On a reçu, on a lu, on a aimé : Enciclopedic n°42.
- 18. Le monde comme il va.

RELEXIONS

- 19. "Migrant·es" ou "réfugié·es", trouver le mot juste ?
- 22. La violence sociale est la pire des violences

DOSSIER DU MOIS : Anarchismes

- 24. Stéphane Stéphane, sympathisant anar, et Gilet Jaune
- 25. Les valeurs morales de l'anarchisme et de la pensée libertaire du point de vue de l'anthropologie.
- 28. L'anarchie moderne, une utopie réalisable ?
- 30. Projet : La Cécilia, lieu de vie communautaire.
- 32. L'écologie sociale et libertaire de Bookchin.
- 35. Jemna, un oasis d'économie solidaire et d'autogestion (1)
- 36. Idées noires sous gilets jaunes.
- 38. Un jour nous n'aurons plus ni dieu ni maître.
- 39. Nous, les enfants de Diogène. Devenir anarchiste : Un parcours.

- 41. A propos d'Anarlivres et de bien d'autres choses.
- 43. Les chemins du communisme libertaire en Espagne.
- 47. Fernand Pelloutier et l'entrée des anarchistes dans les syndicats.
- 49. Petite histoire de la Première Internationale (AIT).
- 50. Unité ou ravalement de façade.

(IN)CULTURES

FICHES DE LECTURE

- 52. Eugène Varlin, un ouvrier-relieur de l'AIT à la Commune de Paris.
- 52. Les femmes dans la Commune de Paris.
- 53. Identités, la bombe à retardement.
- 54. De l'esclavage et du colonialisme par Justhom.
- 55. « En mai, lis ce qu'il te plaît ! » Ce mois-ci le ML a lu, le ML a aimé.

57. L'anthologie, Poésies libertaires

MUSIQUE

- 58. Inventons, résistons, chantons. Les Chorâleuses
- 59. Les nouveautés de Publico

Merci à l1SeKte pour la couverture et son «Guetteur»
à Jean Garnier pour les toiles pages 24, 26, 29, 41 et 48
à Denis Lopatin pour la 4e de couverture

Abonnez-vous !

Sans pub, sans concessions, réalisé par une équipe entièrement bénévole, le Monde libertaire existe uniquement grâce à ses lecteurs réguliers.

Comme toute la presse militante, nous sommes extrêmement fragilisés par les coûts énormes de diffusion en kiosque. Les abonnements sont le seul moyen d'atteindre l'équilibre financier qui nous permettra de continuer à diffuser nos idées auprès du plus grand nombre. Il nous manque 300 abonnés pour parvenir à cet équilibre nécessaire.

Soutenez nous, abonnez-vous, abonnez vos amis !

le Monde libertaire mensuel
BULLETIN D'ABONNEMENT
3 formules d'abonnement, 2 possibilités de règlement

Diffusé à raison d'un exemplaire complet à : LES PUBLICATIONS LIBERTAIRES - Services Abonnements, 145 rue Amstel - 75011 Paris

FRANCE METROPOLITAINE ET DOM. COM
Publication de tout nos abonnements en France métropolitaine pour les abonnements réguliers.
Coût par exemplaire : 0,40 €

Abonnement à durée libre
la relation facile et économique !

- Standard : 11,75 €/trimestre
- De soutien : 23,25 €/trimestre
- Réduit : 5,00 €/trimestre

→ Vous pouvez tout les régler en France Libérée à prix réduit !

→ Vous pouvez aussi régler en Suisse romande et en Belgique.

→ Vous pouvez aussi régler en Belgique romande.

→ Vous pouvez aussi régler en Belgique romande.

EN AN :
11 numéros + règlements

- Abonnement standard : 31 €
- Abonnement - soutien : 65 €
- Tarif réduit (Belgique) : 39 €
- Divers : ...

Un an mensuel uniquement

- Abonnement 12 numéros : 34 €
- Abonnement 12 numéros : 34 €
- Abonnement 12 numéros : 34 €

FRANÇOIS

Pour les abonnés en France métropolitaine et en DOM. COM, les abonnements sont envoyés par voie postale. Les abonnements en Suisse romande et en Belgique romande sont envoyés par voie postale.

FRANÇOIS

Pour les abonnés en France métropolitaine et en DOM. COM, les abonnements sont envoyés par voie postale. Les abonnements en Suisse romande et en Belgique romande sont envoyés par voie postale.

FRANÇOIS

Pour les abonnés en France métropolitaine et en DOM. COM, les abonnements sont envoyés par voie postale. Les abonnements en Suisse romande et en Belgique romande sont envoyés par voie postale.

Le Monde Libertaire. Direction de la publication : Claudine Annereau. Imprimé sur les presses du Ravin bleu. 7, rue Marie Pia. 91480 Quincy-sous-Sénart. Commission paritaire: 0614 C 80740 Dépot légal 44145 1^{er} trimestre 1977 - Routage 205

Éditorial

Halte à la publicité mensongère ! La couverture de ce Monde Libertaire laisserait sous-entendre au lecteur amateur de sensations fortes qu'il allait trouver dans ces pages de quoi ricaner sarcastiquement du vieux monde abattu par quelques cocktails Molotov. Que nenni... Relisez le titre « On préfère l'anarchisme ! », théorie politique qui a pour but de créer une société dans laquelle les individus participent librement et à égalité ; donc de créer l'anarchie, c'est-à-dire l'absence de maître, de souverain (dixit Proudhon).

Mais l'imagerie populaire préfère caricaturer : il y a eu les bolchéviques représentés un couteau entre les dents et les anarchistes une bombe à la main. Certes, durant une courte période de l'histoire sociale, vers 1890, des anarchistes ont usé de la bombe. Ils étaient minoritaires et pensaient changer le système. Il y eut des morts, toujours ciblés. Mais difficile de trouver une idéologie, une religion ayant moins de sang sur les mains.

Inutile de nous croire responsables de l'incendie de Notre-Dame-du-Fouquet's. L'anarchisme que nous revendiquons, loin de prôner la destruction pour la destruction, loin de prôner l'absence d'accords ou de contrats entre les individus (ce qui reviendrait à prôner la loi de la jungle), fédère ces individus dans un but d'émancipation et d'égalité sociale. Être

dans la marge, c'est être dans le cahier en se contentant de la part étriquée de la page. Comme il n'est pas question de réfléchir à un projet en marge de la société capitaliste, il va de soi qu'il faudra la disparition de celle-ci.

Projet ambitieux ? Certainement mais va-t-on dire aux Algériens, dans la rue pour un autre futur, que leur projet est ambitieux ? Sommes-nous des utopistes ? Bien sûr puisque nous voulons que les enfants aillent à l'école plutôt qu'au fond des mines, nous voulons des journées de labeur qui ne dépassent pas huit heures, nous voulons des congés payés... Ok, ces trois exemples sont déjà réalisés mais lorsqu'en amont, des travailleurs, anarchistes ou non, avaient de telles revendications, ils étaient traités d'utopistes. Après, on les virait, on les embastillait ou on les tuait pour leur apprendre à vivre...

L'anarchisme aujourd'hui ? Certainement la seule théorie crédible pour ne pas foncer dans le mur. Revenir aux sources de l'humanité, c'est-à-dire s'unir pour satisfaire nos besoins, le plus économiquement possible, que ce soit dans l'utilisation des ressources ou dans la somme d'heures de travail à effectuer pour y parvenir. Vous allez dire, et vous aurez raison, que le dossier traite beaucoup plus du passé que du présent. Le

présent est en construction, des expérimentations apparaissent çà et là et il est difficile de toujours trouver le temps d'écrire. Que cela ne vous empêche pas de prendre le temps de lire.

Bernard (pour le CRML)

LA LIBRAIRIE L'INSOUMISE EN DANGER MORTEL !

Un pignon de l'immeuble (128 rue Saint-Hilaire 76000 Rouen) dont elle est copropriétaire, via une Association loi de 1901 possédant le local, le Cercle d'Études Sociales, menace de s'effondrer pour des raisons encore indéterminées. Si nous n'arrivons pas à faire jouer l'assurance de la copropriété, c'est 21 000 euros que la librairie devra déboursier au titre de sa quote-part de remise en état !

En attendant les résultats des expertises et de nos recours, nous devons commencer à payer les frais de remise en sécurité provisoire et certainement des frais de dossier (avocat, etc.)

Nous avons donc plus que jamais besoin de votre solidarité !



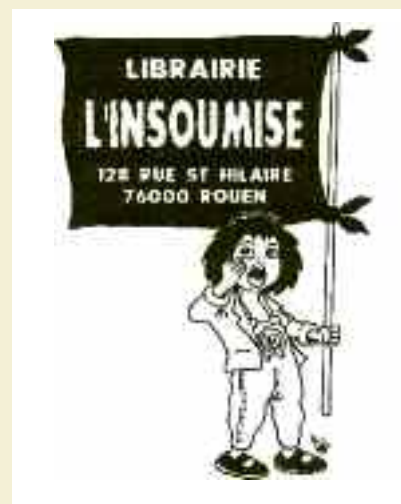
LE MONDE LIBERTAIRE.NET
LE JOURNAL EN LIGNE SANS DIEU NI MAÎTRE DE LA FÉDÉRATION ANARCHISTE

Pour une information plus réactive, rejoignez-nous également sur le Monde libertaire en ligne.

<https://www.monde-libertaire.fr/>

Vous pouvez également vous tenir informer de la vie de la Fédération anarchiste sur

<https://www.federation-anarchiste.org/>



Le Service national, un projet loufoque !

Ce projet loufoque de Service national universel (SNU) obligatoire est sorti d'un cerveau plutôt étriqué, celui de Macron, autoproclamé empereur de France. Voilà un tire-au-flanc qui n'a pas fait son service militaire et qui, aujourd'hui, voudrait imposer à la jeunesse du pays l'obligation d'effectuer un service national, sous le prétexte que les jeunes d'aujourd'hui ne respectent plus rien, n'obéissent pas aux ordres... Il voudrait imposer aux autres ce que lui n'a pas fait, alors qu'il appartenait aux toutes dernières classes d'âge encore soumises à l'obligation de la conscription, puisque la dernière a été suspendue en 1996, pour tous les Français nés après le 31 décembre 1978. Or, ce président loufoque est né le 21 décembre 1977. De quel droit aurait-il échappé à la conscription ? Même s'il était sursitaire, ses études terminées il aurait dû intégrer un régiment... Apparemment, le bélièvre ne s'est pas manifesté. Il a préféré aller pantoufler comme fonctionnaire à l'Inspection des finances de 2004 à 2007. Puis ensuite, il est passé dans le privé sans état d'âme, comme banquier d'affaires chez Rothschild de 2008 à 2011 et toujours chez Rothschild, mais cette fois comme associé-gérant de 2011 à 2012. C'est bien plus jouissif et lucratif que de perdre son temps à l'armée et de se coltiner les marches à pied ou le parcours du combattant, et la bêtise crasse des militaires !

Voilà-t'y pas que maintenant, qu'il est président de la République, roi de France, Empereur, il veut imposer aux jeunes Français et Françaises, le service militaire. Il ne cesse de vanter les vertus que l'armée inculque : la discipline, l'obéissance, le respect des institutions. Serait-il frustré de pas l'avoir fait, au point d'en faire une fixation ? Ce n'est pas une raison de vouloir, maintenant qu'il est Président, l'imposer. A-t-il peur

à ce point de la jeunesse qu'il maltraite, lui, le plus jeune président de France aux idées vieillottes, passésistes, rétrogrades et pour le moins nauséabondes ?

A ce que l'on sait de ce projet loufoque, il s'agirait de militariser un peu plus le système éducatif car ce projet s'appuierait sur l'Éducation nationale, d'où le danger de faire pénétrer encore plus l'armée au sein des collèges, des lycées et à l'Université. Ce n'est pas impossible tant ce frustré de Président en pince pour les militaires et la police. C'est un petit homme qui aime l'ordre. Son autoritarisme voudrait que le peuple ait en permanence le petit doigt sur la couture du pantalon.

Ses sectateurs et ses alliés, eux, sont aux ordres

Concrètement, les membres de la commission « Service national » sont en osmose avec le chef des armées et ont concocté un « parcours citoyen » pour la jeunesse. Ainsi, de la tranche d'âge 11-16 ans, les collégien(ne)s, sont-ils jugé(e)s plus « malléables » que les lycéen(ne)s ou les étudiant(e)s. En fait, il s'agirait pour les années collège, de reprendre et de renforcer les principes de l'éducation militaire.

L'enseignement comporterait « des ateliers pratiques » (entraînement au lancer de grenades ?), chants militaires et guerriers, visites de sites militaires, participation aux cérémonies patriotiques... En langage politiquement correct, ces Messieurs et ces Dames du gouvernement appellent cela un : « lissage des pratiques pédagogiques » (sic). Qui plus est, une semaine annuelle de « défense et de citoyenneté » serait obligatoire, au cours de laquelle l'on verrait débouler dans les collèges des militaires, des gendarmes, des anciens combattants missionnés, des pompiers pour apprendre aux collé-

gien(ne)s comment devenir des citoyen(ne)s...

Pour la seconde étape, certains membres de la commission envisagent pour les 16 ans une semaine en internat, consacrée à faire du sport, des exercices de confinement, à évaluer la maîtrise de la langue française, etc. Oui, ce passionnant programme a bien été élaboré dans les hautes sphères du pouvoir. D'autres seraient partisans d'« une semaine d'immersion au sein d'une structure à choisir parmi une liste d'acteurs publics et associatifs » agréés, cela va de soi ! Seulement, il y a au moins deux « hics », il reste à trouver les acteurs susceptibles d'accueillir 800 000 jeunes et aussi à obtenir l'accord des parents, car ces jeunes sont mineur(e)s.

Pour les membres de cette commission, la dernière étape est pour les 16-25 ans, elle doit être « incitative », c'est-à-dire que les jeunes seraient incités à s'engager dans « des préparations militaires », le service civique, ou encore la



Garde nationale, voire les engagements dans le secteur associatif ou chez les sapeurs-pompiers. Compte tenu de l'âge des jeunes, la commission est « convaincue que les contraintes seraient contre-productives », c'est pourquoi dans leur grande mansuétude, elle leur laisse le libre choix. Par contre, cette référence au libre choix est totalement écartée pour les plus jeunes, le collègue est d'office réquisitionné pour faire passer un message principalement militaire. C'est la confirmation d'un endoctrinement rampant du cursus scolaire, en germe depuis de nombreuses années dans l'éducation.

Au plus militariste...

Pour loufoque et surtout brutal que paraisse ce projet, son idéologie sous-jacente repose sur la militarisation du pays, sur une société autoritaire, fascisante et approuvée par l'ensemble des membres de la commission avec, toutefois, une réserve partagée : ces jeunes, ne pourrait-on pas les enfermer davantage ? Par exemple, pour « faire renaître le sens du devoir et de l'autorité », Christophe Blanchet (LREM) propose : « Il faut

donc instaurer un service national obligatoire en deux temps, reposant d'une part sur une période de douze jours en internat, sous encadrement militaire », ce que le député appelle un service « émancipateur », afin de développer chez les intéressés : « cohésion, courage, bienveillance, liberté, respect, devoir de mémoire, exemplarité, humilité, probité, dévouement, solidarité, responsabilité, sens du devoir, résilience, goût de l'effort » Bref, un endoctrinement et une dépersonnalisation des jeunes.

Jean-Christophe Lagarde (UDI), lui, voudrait voir se multiplier des interventions militaires dans les lycées ainsi qu'un service militaire obligatoire de deux mois. Jean-Michel Jacques (LREM), « une imprégnation militaire dès le début du parcours paraît indispensable ». Sous forme de bataillons scolaires, ou encore d'enfants-soldats ? Louis Aliot (RN), regrette de son côté « un déficit d'aspect militaire » et demande un service militaire obligatoire. Enfin, le représentant de la France dite *insoumise*, Bastien Lachaud, fait également très fort en rappelant la préférence de son parti pour un service obligatoire d'une durée de 9

mois, destiné à rappeler « le lien indissoluble entre l'armée et la nation » Insoumis ? Voilà des insoumis qui rêvent de voir la jeunesse soumise et obéissante !

Le danger est grand de voir le pays basculer dans une véritable dictature. Il convient d'en appeler à la vigilance des parents d'élèves, de la population, afin que ce projet loufoque ne puisse pas voir le jour, et de rappeler le droit de refuser cet endoctrinement. D'autant que le 21 décembre 1963, la loi sur l'objection de conscience a été promulguée et que je sache, elle n'a pas été abrogée. Cette loi, Monsieur le Président, Monsieur le Roi-Soleil, Monsieur Jupiter, Monsieur Napoléon, ne vous autorise surtout pas à imposer votre diktat. Elle permet le refus de se soumettre à l'autorité de l'État ou d'accomplir des actes allant à l'encontre des convictions personnelles. Il serait bien, Jupiter, que vous reveniez sur terre, car vous n'êtes surtout pas un président de droit divin.

Justhom (Groupe de Rouen)

Ces GJ isolés qui en veulent aux homos !

Il m'est arrivé une histoire fin novembre sur un rond-point de l'entrée d'Auxerre que je pense nécessaire d'envoyer au *Monde libertaire* pour contrebalancer, hélas, l'élan parfois trop euphorique de certaines personnes sur le mouvement des Gilets Jaunes.

Avant donc de me rendre à Auxerre, ce jour-là, j'avais lu dans la presse que des homos avaient été agressés par des gilets jaunes. Tel par exemple Raphaël Duret, conseiller municipal de Bourg-en-Bresse qui a été victime d'une violente agression le 17 novembre tandis qu'il se rendait à

l'hypermarché Leclerc de la ville. Ayant été reconnu par un manifestant, ce dernier avait lancé, « *C'est un pédé, je le reconnais* » et d'autres gilets jaunes avaient alors tenté de l'arracher ainsi que son ami, de leur siège de voiture (coups de poings, coups de pieds...). Sur les conseils de SOS Homophobie, Raphaël Duret a décidé de porter plainte.

Je me suis dit, à peu près comme tout à un chacun, « *Bon, après tout c'est une exception.* » Et je continuais à penser que le mouvement des gilets jaunes avait l'avantage de rassembler pour une fois à peu

près toutes les composantes sociales, tous ceux qui en ont ras-le-bol de la précarité et surtout d'être pris pour des derniers de cordée... A penser que sur certains rassemblements, les échanges étaient plus que positifs et que les initiatives d'autogestion et d'organisation non pyramidales étaient des plus prometteuses. Mais, la presse indépendante a rapporté d'autres débordements racistes et sexistes. Là, j'étais encore perplexe et je me disais que lorsque ce serait le cas, les personnes témoins de tels agissements feraient comme les gilets jaunes d'Avallon (Bourgogne) et foutraient dehors les élé-

ments racistes, sexistes et plus ou moins ouvertement d'extrême-droite. Et cela s'est très bien passé à Avallon : les infiltrés du GUD et du Bastion social se sont fait sortir.

Quelques jours plus tard, donc, je me rendais justement en Bourgogne, à Auxerre en voiture de location pour aller rendre visite à une personne en EHPAD. Au rond-point à la sortie de l'autoroute, nous sommes arrêtés, mon compagnon, sa sœur et moi par des gilets jaunes. Ils étaient une dizaine. Une seule femme et le reste de gros bras au look particulièrement agressif, mais comme je n'ai jamais jugé personne sur son apparence physique, je m'arrête, quand même un peu dubitatif de par le drapeau bleu-blanc-rouge qu'ils agitaient sous notre nez. Je baisse la vitre et leur dit très gentiment que je me rends à l'EHPAD à la sortie de la ville. Je m'attendais à tout sauf à ce que l'un d'eux m'apostrophe agressivement : « Vous venez de Paris » et jetant un œil sur ma boucle d'oreille et mon compagnon (ils n'avaient pas vu sa sœur à

l'arrière) d'enchaîner : « Encore un couple de pédés de parisiens qui vient faire du tourisme. » Je lui réplique « Et vous, encore un hétéro qui veut casser du pédé ? »... Alors que je ne m'y attendais pas du tout, il balance un grand coup de pied dans la portière. Premier réflexe, appuyer sur l'accélérateur. Bonne pioche, sauf que j'ai failli m'emplafonner dans une autre voiture qui arrivait à toute blinde de la gauche sur le rond-point. Klaxons, frayeurs, insultes et... fuite en avant ! Juste le temps de voir dans le rétro que deux gilets jaunes qui m'avaient sans doute entendu lui gueuler dessus avaient foncé sur lui (dont la jeune femme...) et étaient visiblement en train de le calmer et de l'engueuler sévère.

On pourra me dire ce qu'on voudra, et me faire lire toutes les meilleures remontrances des ronds-points, je ne pourrais plus oublier pour autant ce type et surtout ses yeux de dingue. Des yeux qui me rappelaient ceux du facho qui m'avait agressé il y a plusieurs années devant le planning familial, place de la Bourse lors d'une

manif pro-IVG et voulait me crever un œil (heureusement, un copain de NoPa l'en a empêché, mais pas, cela dit, de m'exploser la tête)... Et ces choses-là ne s'oublient jamais. Toutes les personnes victimes de violences racistes ou sexistes le savent aussi bien que moi.

Je ne veux ici que témoigner de ce que je ne supporte plus qu'on qualifie d'un autre « épiphénomène ». Un « épiphénomène » qui n'a pas eu le temps de dégénérer, mais si on additionne tous ces épiphénomènes les uns aux autres, ça commence à faire un drôle de paquet ! Beaucoup trop pour que je ne me pose pas la question de savoir s'il ne faudrait pas sur les ronds-points, imaginer en amont une espèce d'engagement à respecter des principes de bases (pourquoi pas similaires à ceux de la FA), à minima, antiracistes, antisexistes et anti-homophobes. Un minimum, quoi !...

Patrick Schindler,
groupe Botul de la FA

Le 1^{er} mai, un anniversaire anarchiste !?

Nous ne sommes pas Gilets jaunes

«Le groupe Gaston Couté de la FA, se positionne très fermement contre les Gilets Jaunes. Il nous demande de publier sa position pour son "anniversaire du 1er Mai". C'est le premier article radicalement anti-Gilets Jaunes que nous recevons, peut-être sera-t-il utile au débat (le texte fait référence à un texte controversé du livre Les Gilets Jaunes : points de Vue anarchistes des EdML édité par un membre de ce groupe, et référencé dans le Monde libertaire

Un anniversaire anarchiste, ou un anniversaire "Gilets jaunes" républicain, nationaliste et anti-solidarité ?

La Fédération Anarchiste n'est pas une organisation "plateformiste". Elle garan-

tit à chacun de ses fédéré.e.s la libre parole et ce qui va avec, la responsabilité individuelle. Elle fournit à chacun et chacune la possibilité de proclamer ses choix au travers de ses œuvres. Librement.

La Fédération Anarchiste n'a pas de ligne politique à imposer à toutes et tous. Elle n'est pas l'avant-garde du "peuple" et ne lorgne pas sur lui. La liberté de ton et d'opinion est non seulement congénitale à notre organisation mais est aussi la meilleure image que l'on peut donner de nous et de notre attachement radical à la liberté. C'est cette image qui nous servira aujourd'hui et à terme. Comme toujours. Notre ton libre et irrévérencieux atavique nous caracté-

rise et nous identifie à coup sûr. Mais le pamphlet* n'est-il plus supportable, même pour des anarchistes ? Dans le livre publié par nos éditions "Les Gilets jaunes : Points de vue anarchistes" (Editions du Monde Libertaire), tous les regards sont exprimés sans fard et sans censure. Le groupe Gaston Couté revendique le droit de proclamer sa position en faveur de ce livre et adhère sans réserve aux principes de liberté de ton et d'opinion, principes de base de notre engagement. Le groupe Gaston Couté revendique le droit de ne pas défilier aux côtés des drapeaux tricolores et nationalistes au son de la Marseillaise. Le groupe Gaston Couté revendique le droit de ne pas partager un uniforme avec des opinions politiques opposées aux principes de bases de la Fédération Anarchiste.

Le groupe Gaston Couté revendique le droit de fêter notre anniversaire avec nos drapeaux noirs et sans gilet jaune.

Groupe Gaston Couté de la Fédération Anarchiste

* "Un philosophe, Justin Smith, donne une tribune dans le New York Times... Ce que dit ce philosophe en substance, c'est qu'une forme de satire est désormais incompréhensible - et de situer l'un des jalons dramatiques de cette incompréhension en 2015, avec l'attentat contre Charlie Hebdo. Pour Smith, la satire n'est plus possible à l'heure des réseaux sociaux. La satire fonctionne souvent en empruntant le regard de l'autre, parfois le regard de l'autre raciste, en utilisant des propos rapportés. Quand on dit d'une satire qu'elle va trop

loin, ajoute ce philosophe, c'est qu'il (l'auteur.e de la satire) fait seulement son métier." "En fait ce qui est en train de se perdre, c'est le sens de l'ironie, la capacité de décrypter l'ironie, l'ironie qui consiste bien souvent à résumer certains propos pour mieux les ridiculiser, avec une frontière qui sépare la satire, la caricature, et l'objet de la satire ou de la caricature... L'habitude des réseaux sociaux nous coupe paradoxalement du contexte social, c'est cela le paradoxe, nous étions finalement plus connectés, avant la connexion." Guillaume Erner, France Culture 09/04/2019

Histoire du 1^{er} mai

Années 1880, États-Unis, c'est le temps des luttes ouvrières.

Années 1880, outre Atlantique, les *businessmen*, souvent appelés à juste raison les barons voleurs (*robber barons*) sont en train de se bâtir des fortunes colossales dans l'industrie, les affaires et les finances sur le dos des cohortes de travailleurs. Des barons voleurs qui ignorent le Droit du travail et ne font aucun sentiment avec la vie des travailleurs.

Années 1880, les États-Unis traversent une période de crise économique sévère, les grèves se succèdent, impulsées notamment par des organisations ouvrières de plus en plus puissantes, comme les Chevaliers du travail ou la Fédération américaine du travail. Les migrants européens, allemands notamment, sont légion parmi eux. Dans de nombreuses villes, des groupes anarchistes organisés sont engagés dans les luttes sociales en cours. Chicago - ville phare du mouvement ouvrier étasunien, où les journaux socialistes et révolutionnaires sont nombreux, les syndicats, puissants et actifs - ne fait pas exception à la règle.

Année 1886, le mouvement ouvrier étasunien combat pour la journée de huit heures. Bien que luttant pour l'abolition définitive du salariat, les anarchistes se sont joints aux autres travailleurs. Les organisations ouvrières décident de faire du 1^{er} mai 1886 la date à partir de laquelle la revendication des huit heures de travail quotidiennes doit entrer en application. Comme arme, ils en appellent à la grève générale.

1^{er} mai 1886. À Chicago, ils sont donc 80 000 à se croiser les bras. Touchés dans leur suffisance, les patrons mettent en route la machine à licenciement. Parmi eux, les boss de l'entreprise MacCormick...

3 mai, rassemblement ouvrier devant l'usine de machines agricoles, histoire d'insulter patrons, alliés et ouvriers « jaunes » - « scabs » - non-grévistes venus remplacer les grévistes licenciés. August Spies - militant anarchiste très influent au point d'avoir organisé la marche des 80 000 ouvriers tout au long de Michigan Avenue deux jours plus tôt - est l'un

des derniers à prendre la parole. La police et surtout les détectives de l'agence Pinkerton (tristement connue pour fournir provocateurs et tueurs à gage au patronat) font feu sur les manifestants, tuant deux d'entre eux et en blessant des dizaines. Spies file et rédige un appel à un rassemblement de protestation, à Haymarket Square, contre la violence policière. Beaucoup de travailleurs d'origine allemande parmi les victimes. Leur journal *Arbeiter Zeitung* lance l'appel suivant : « Esclaves, debout ! La guerre de classes est commencée. Des ouvriers ont été fusillés hier devant l'établissement Mac Cormick. Leur sang crie vengeance. Le doute n'est plus possible. Les bêtes fauves qui nous gouvernent sont avides du sang des travailleurs, mais les travailleurs ne sont pas du bétail d'abattoir. A la terreur blanche, ils répondront par la terreur rouge. Mieux vaut mourir que de vivre dans la misère. Puisqu'on nous mitraille, répondons de manière que nos maîtres en gardent longtemps le souvenir. La situation nous fait un devoir de prendre les armes. »



4 mai. Haymarket Square, devant 3 000 personnes, les intervenants se succèdent pour défendre les revendications ouvrières et dénoncer les violences policières.

À la fin d'un discours, les forces de police interviennent pour mettre fin au meeting. C'est alors qu'une bombe est lancée dans les rangs policiers. Aussitôt, c'est la panique et l'affrontement. Quand le calme revient sur Haymarket Square, on relève treize cadavres : six ouvriers et sept policiers.

5 mai. La presse, aux mains des industriels, se déchaîne contre les syndicalistes et principalement les anarchistes qu'elle rend responsables de l'attentat. Une rafle est effectuée dans les milieux révolutionnaires et débouche sur l'arrestation de 7 hommes. Des meneurs de grévistes et des rédacteurs de *l'Arbeiter Zeitung*. Un huitième homme, Albert Parsons, se livre à la police, persuadé qu'on ne pourra le condamner à quoi que ce soit puisqu'il

est innocent, comme les autres. Seuls trois d'entre eux étaient présents au meeting dont deux à la tribune.

Mais tous sont anarchistes (1) ...

Mois de juin 1886. Le procès. C'est un procès politique, évidemment truqué, le genre de procès forts utiles quand les « démocraties » se sentent menacées : juge et jurés appartiennent tous aux milieux bourgeois et réactionnaires de la ville. Le procureur, Julius Grinnel, déclare ainsi lors de ses instructions au jury : « Il n'y a qu'un pas de la République à l'anarchie. Ces huit hommes ont été choisis parce qu'ils sont des meneurs. Ils ne sont pas plus coupables que les milliers de personnes qui les suivent. Messieurs du jury : condamnez ces hommes, faites d'eux un exemple, faites-les pendre et vous sauvez nos institutions et notre société. C'est vous qui déciderez si nous allons faire ce pas vers l'anarchie, ou non. »

L'issue du procès ne fait donc aucun doute : un seul échappe à la peine de

mort. Durant l'année qui suit, les campagnes internationales de solidarité se succèdent pour essayer d'arracher à la potence les sept anarchistes.

10 novembre 1887. Louis Lingg se suicide. Le même jour, le gouverneur confirme les peines de mort pour quatre des prisonniers : Adolf Fischer, George Engel et August Spies et Albert Parsons. Justice de classe, justice expéditive... Vingt-quatre heures plus tard, 11 novembre 1887, les quatre anarchistes condamnés sont pendus.

Pas moins de 250 000 personnes accompagneront le cortège funéraire de ceux que l'on appelle dès lors les « martyrs de Chicago ».

1889, à Paris le congrès de l'Internationale socialiste décide de consacrer chaque 1^{er} mai journée internationale de lutte des travailleurs.

1^{er} mai 1891. Première célébration fran-

çaise de cette Journée internationale des travailleurs. À Fourmies, cité industrielle du Nord, la troupe tire sur les grévistes pacifiques : neuf morts, dont huit manifestants de moins de 21 ans, parmi lesquels une jeune ouvrière qui restera comme un symbole, Marie Blondeau, le p'tit Émile qui n'avait que 11 ans. 35 manifestants seront blessés, l'un d'eux décédera le lendemain des suites de ses blessures.

Cette fusillade provoque une vive émotion dans la France entière. Elle est considérée aujourd'hui comme l'un des événements fondateurs du mouvement ouvrier.

1893. États-Unis, la révision du procès permet d'établir l'innocence des huit inculpés ainsi que la machination policière et judiciaire mise en place pour criminaliser et casser le mouvement anarchiste et, plus largement, le mouvement ouvrier naissant.

Depuis, les politiciens de tous bords, conscients du caractère subversif du 1^{er} mai, se sont échinés à détourner de sa signification ouvrière et révolutionnaire la journée du 1^{er} mai.

Des bolcheviks aux pétainistes, le 1^{er} mai ne doit plus être un symbole de lutte et d'émancipation, mais la fête des travailleurs et la glorification du travail, de la productivité et de la paix sociale !

1920. La Russie bolchevique décide que le 1^{er} mai sera chômé et deviendra la fête du travail (la propagande stalinienne glorifiera ensuite la productivité en inventant le stakhanovisme).

1933. C'est par les urnes en Allemagne qu'Hitler arrive au pouvoir aux élections législatives de mars. Aussitôt, il institue le 1^{er} mai comme jour chômé célébrant la fête du travail. Les manifestations du 1^{er} mai sont interdites, les syndicats sont dissous et déclarés illégaux le lendemain...

1941. En France, pendant l'occupation allemande, le 1^{er} mai est officiellement désigné par René Belin, ministre du Travail de Pétain, comme la fête du travail et de la concorde sociale et devient chômé. Et c'est encore sous Pétain qu'apparaît le fameux brin de muguet si cher à certains militants devenus vendeurs... Le muguet

blanc comme le lys monarchiste ou la sainteté... Le muguet venu remplacer les églantines rouges (symbole révolutionnaire depuis la première commune de 1793 et repris comme symbole des luttes ouvrières) ou l'aubépine (en hommage à la jeune ouvrière Maria Blondeau tuée un bouquet de ces fleurs à la main le 1^{er} mai 1891 à Fourmies).

1947. le 1^{er} mai est inscrit dans le Code du travail comme journée fériée, chômée et payée, le gouvernement reprend et officialise l'année suivante la dénomination vichyste de « fête du travail ».

Nestor Makhno l'écrivait dans le journal *Diélo Trouda*, (2) n°36, 1928 :

« Il y a plus de quarante ans les travailleurs américains de Chicago et des environs se rassemblaient le premier Mai. Ils écoutèrent là des discours de nombreux orateurs socialistes, et plus particulièrement ceux des orateurs anarchistes, car ils assimilaient parfaitement les idées libertaires et se mettaient franchement du côté des anarchistes.

Les travailleurs américains tentèrent ce jour-là, en s'organisant, d'exprimer leur protestation contre l'infâme ordre de l'État et du Capital des possédants. C'est sur cela qu'interviennent les libertaires

américains Spiess, Parsons et d'autres. C'est alors que ce meeting fut interrompu par des provocations de mercenaires du Capital et s'acheva par le massacre de travailleurs désarmés, suivi de l'arrestation et de l'assassinat de Spiess, Parsons et d'autres camarades. Les travailleurs de Chicago et des environs ne se rassemblaient pas pour fêter la journée du premier Mai. Ils s'étaient rassemblés pour résoudre en commun les problèmes de leur vie et de leurs luttes. »

Non, le 1^{er} mai n'est pas une journée de fête. Le 1^{er} mai est une journée inscrite dans l'histoire du mouvement ouvrier avec le sang d'ouvriers, de militants syndicalistes, anarchistes. Elle appartient à celles et à ceux qui se battent pour leur émancipation et qui ne sont pas là pour célébrer le salariat, l'exploitation et la souffrance au travail.

Biscotte

(1) Auguste Spies, né à Hesse (Allemagne) en 1855 administrateur de l'*Arbeiter Zeitung*; Samuel Fielden, sujet anglais né en 1846, le dernier orateur avant la bombe ; Oscar Neebe né à Philadelphie en 1846, ouvrier étameur; Michel Schwab né à Mannheim (Allemagne), en 1853, travaille à l'*Arbeiter Zeitung*; Louis Lingg, né en Allemagne, en 1864, il parviendra à confectionner une bombe en prison et se suicida la veille de son exécution; Adolphe Fischer, né en Allemagne en 1856, travaille à l'*Arbeiter Zeitung* ; Georges Engel, né en Allemagne en 1835, marchand de tabac ; Albert Parsons, Américain, né en 1847, édita *The Alarm*, la version anglaise de l'*Arbeiter Zeitung*.

(2) *Diélo Trouda*, en français *Cause ouvrière* : journal fondé en 1925 par des anarchistes russes et ukrainiens réfugiés à Paris. C'est dans ce journal que fut publiée en 1926 la « ».



Prise de parole

Le 14 avril à la Place de la République pour la commémoration de l'anniversaire de la IIème République espagnole par le groupe Salvador- Seguí

Après le départ en exil du roi Alphonse XII, la proclamation de la IIème République espagnole le 14 avril suscita une formidable liesse populaire. Le nouveau gouvernement provisoire comprenait des progressistes de gauche comme le socialiste Largo Caballero au poste de ministre du Travail et de Manuel Azaña comme responsable du portefeuille de la Guerre.

Le nouvel exécutif décida de convoquer des élections aux Cortès Constituentes pour mettre en marche un ambitieux programme de réformes (bien trop lentes), le Premier Bienio 1931-33, (Première biennale) des réformes. Largo Caballero impulsa une importante législation sociale agraire (qui était le thème majeur des républicains. Une loi de redistribution des terres inoccupées est bien votée en 1932, mais qui restera lettre morte, L'État en restant propriétaire). La réforme ouvrière continue avec les mêmes méthodes. L'État intervient ; la production, et l'augmentation du coût de la vie, résultat de la crise économique mondiale, annulent l'effet des augmentations des salaires.

Il fut décrété l'interdiction de d'expulser, la création de juges mixtes comme médiateurs entre patrons et journaliers, l'extension de la culture aux classes les plus défavorisées pour en finir avec le retard éducatif et renforcer la modernisation de la société espagnole, créer des Missions Pédagogiques, l'objectif était de porter la culture dans les lieux les plus reculés à travers les livres, reproductions de tableaux, le cinéma, les gramophones, etc.

De cette même impulsion naîtra le théâtre ambulante « La Barraca » dans lequel participèrent Federico Garcia Lorca et

Alejandro Casona. Il s'organisera aussi beaucoup d'Universités Populaires, Athénées, des Ecoles Rationalistes, etc. il y eut une véritable réforme pédagogique qui implanta la coéducation de garçons et filles, alors qu'avant l'éducation était séparée. Il y eut une intention particulière à la formation des professeurs et des instituteurs/trices, il s'agissait de donner un enseignement laïc. Les écoles normales de magistratures seront réformées et il se créera l'Inspection de l'Enseignement Primaire. Il y eut d'autres mesures comme la construction d'écoles et d'instituts, l'augmentation des salaires des professeurs jusqu'à 50% et l'augmentation du nombre de bourses afin que les étudiants puissent poursuivre leurs études.

La baisse de l'âge du droit de vote passera à 23 ans. En 1931 les femmes elles, ne pouvaient pas voter, mais elles seront éligibles. Tout cela fera partie de la Constitution de la République espagnole de 1931 qui obtiendra le vote favorable des socialistes et des républicains de tous

groupes. Le 9 décembre 1931 le texte constitutionnel fut approuvé après avoir été débattu pendant plus de trois mois, déclarant que « l'Espagne était une république démocratique de travailleurs de toutes classes qui s'organise en régime de liberté et de justice ».

Si la République semblait être la solution à tous les problèmes de la société espagnole, les ouvriers et les paysans étaient las d'attendre la réalisation de promesses qui ne n'arrivaient pas. Les syndicats et l'ordre public sont en constant affrontement. Des grèves répétées s'amplifient. Nombre d'ouvriers et paysans, mécontents et déçus, passeront à l'anarcho-sindicalisme. En réalité le nouveau régime ne satisfait aucune des aspirations populaires. Largo Caballero commencera par publier un décret reconduisant les comités paritaires corporatistes de la dictature. Il avertira les ouvriers et les paysans « Pas de grèves, pas de plaintes, pas de protestations ! L'important aujourd'hui est de consolider le régime ! ». Le 27 mai le ministre de l'intérieur fit tirer sur un cortège de manifestants pacifiques à San Sébastian provoquant la mort de 17 travailleurs et il réprimera féroce des soulèvements de l'été en Andalousie. Le bras de fer allait s'intensifier entre le gouvernement de juristes et la rue. C'est en 1927 que la FAI (Fédération Anarchiste Ibérique) est créée. Elle deviendra l'un des foyers d'accueil des libertaires opposants au réformisme et une organisation qui entretiendra un climat révolutionnaire pour que la classe ouvrière ne ramollisse pas pendant les rares périodes d'expansion économique et de plein-emploi.

La République pour les anarchistes s'apparentait à un régime bourgeois. Il s'agissait pour eux d'implanter le communisme libertaire le plus rapidement. De fait la FAI dirigera les actions libertaires et défendra la pureté des idéaux de l'anarchisme. Ce qui amènera à des opérations de sabotage dans les installations des entreprises, en même temps que des attaques aux biens du Clergé et provoquera



des affrontements continus avec les forces républicaines de l'ordre. La FAI imposera une lutte frontale basée sur la tactique insurrectionnelle partisane d'une pression continue nommée par quelques-uns une « gymnastique révolutionnaire » dans un environnement rural dans le but d'accélérer le processus de la révolution sociale. Les faïstes défendaient un modèle de révolution rurale et utopique. Ils apparaîtront comme les plus grands responsables de l'exacerbation des méthodes de « l'action directe » qui cherchaient dans les luttes sociales et l'insurrection paysanne, la création des communes libertaires, l'effondrement de l'ordre bourgeois et la réalisation d'une société sans classe ni État.

Le 8 janvier 1933, la CNT - FAI lança un appel à l'insurrection générale suivi en Catalogne, en Aragon, dans la région de Valence qui provoqua de graves incidents notamment en Andalousie sévèrement réprimé par les forces gouvernementales envoyées par Manuel Azaña qui selon les dires de certains officiers ordonna « Ni blessés, ni prisonniers, des balles dans le ventre » causant un nombre important de morts, notamment lors des événements dans la localité de Cadix de « Casas Viejas » entre le 10 et le 12 janvier, 22 villageois-es mourront brûlés-es vifs.ves ou fusillés-es dont plusieurs anar-

chistes de la CNT (Francisco Cruz Gutiérrez surnommé « Seisdedos », Manuela Largo, Jeronimo et Juan Silva Gonzalez, etc.), sous les balles de la Garde Civil et de la Garde d'Assaut après avoir brûlé les cabanes, le gouvernement de la République niera les faits. « Républicains et socialistes furent incapables de porter remède à ces violences, et jamais plus le régime ne se relèvera moralement d'avoir permis le massacre de « Casas Viejas », un véritable crime contre l'humanité. Au lieu de faire des concessions opportunes, de réaliser des réformes sociales urgentes, de s'attaquer aux causes profondes du mécontentement, ils ne surent répondre à la colère des ouvriers catalans et des paysans andalous que par une répression implacable ».

La majorité parlementaire qui soutient Manuel Azaña se lézarde. Elle perd les élections en novembre 1933. Ce sera la période du second bienio negro deux années noires) 1933 - 35 de la IIème République espagnole dirigé par les partis de centre-droit, jusqu'à l'élection du Front Populaire en 1936.

Il est nécessaire de rappeler ces quelques épisodes historiques marquants pour bien saisir les enjeux des pouvoirs politiques et marquer l'importance qu'a joué la IIème République espagnole contre tout le mouvement révolutionnaire qui se met-

tait en place depuis des décennies. La République espagnole sur ses bons sentiments et ses grandes promesses face au monde ouvrier et paysan entamera seulement des réformes de structures, qu'elle n'a ni les moyens, ni sans doute le désir d'achever. Elle n'a su qu'utiliser la force militaire pour se faire entendre, ayant recours à la répression et à la contrainte comme seul moyen de faire triompher les revendications sociales, ou d'assurer l'ordre.

Les anarchistes d'hier et d'aujourd'hui se méfient toujours des pouvoirs en place, leur position est claire, il n'y a pas d'émancipation sans anarchisme, il n'y pas de changement social sans anarchisme, c'est en cela qu'aspire tout anarchiste qui se respecte et c'est pourquoi aujourd'hui plus que jamais, notre groupe anarchiste Salvador- Seguí, *juge indispensable – et c'est l'une des raisons de son existence – le maintien et le développement d'une activité anarchiste sociale spécifique visant à diffuser les idées et les pratiques libertaires dans la société, à les débattre, à les questionner, voire à les repenser à la lumière du passé et, bien sûr, de l'actualité.*

Juan Chica Ventura
Groupe anarchiste Salvador- Seguí

Le Corbusier.

Antisémitisme, pétainisme, pro-hitlérien et architecte

Marc Perelman

Dans une récente tribune du *Monde*, ses neuf signataires demandaient au ministre de la Culture et de la Communication qu'il cesse toute aide financière aux projets et institutions liés à l'antisémitisme et vichyste Le Corbusier. Et en particulier : de retirer une statue de l'architecte inaugurée en place publique à Poissy, de se retirer d'un projet de musée Le Corbusier, de ne plus participer à la direction

de la Fondation Le Corbusier dans le cadre de son Conseil d'administration. Le rédacteur en chef du *Monde* leur répondait dans une chronique où il combinait l'excuse de la « complexité de l'entre-deux guerres » et une grande mauvaise foi, prêtant aux signataires des intentions qui ne sont pas les leurs, par exemple : supprimer l'artiste des enseignements, fermer les bâtiments à la visite... ; il insistait sur la « compromission » quasi naturelle des architectes du fait de

leur « opportunisme » foncier. De son côté, le ministère de la Culture publiait un communiqué précisant qu'il « n'a à se prononcer ni sur le degré de fascination de Le Corbusier pour le totalitarisme ni sur l'ampleur de son engagement en faveur du régime de Vichy ». Enfin, La Fondation Le Corbusier maintenait dans deux « Mises au point » peu diffusées, le thème du « contexte historique » de l'entre-deux guerres ou encore du « contexte particulier » de la Suisse des années 30 ; d'autre

part, la Fondation faisait appel à un historien pour le moins controversé, M. Amouroux, auteur d'un livre intitulé *40 millions de pétainistes...* laissant croire que tous les Français avaient adhéré à la doctrine maréchaliste.

Toutes ces prises de position en réponse à notre tribune relativisent les documents accessibles et les faits pourtant avérés relatifs aux positions politiques et idéologiques de Le Corbusier. Elles tendent ainsi vers une forme de néo-révisionnisme bon teint chez certains des protagonistes de la controverse qui, parfois, en arrivent à nier la réalité.

Les mailles du filet percé de l'Épuration

Le parcours de Le Corbusier avant, pendant et après la Seconde Guerre mondiale, est celui d'un architecte baignant dans le milieu de l'extrême droite française, même s'il n'a peut-être jamais été en possession à l'époque d'une carte d'adhérent à une quelconque organisation de cette obédience politique. Restent que tous les amis les plus proches de Le Corbusier, les intimes (Lamour, Lagardelle, Pierrefeu, Winter...), ceux avec qui il partageait la même vision politique du monde, ils militaient ensemble, faisaient partie de groupes ou de groupuscules fascistes voire fascistes : le Faisceau de Georges Valois, le Parti fasciste révolutionnaire dirigé par Pierre Winter, son meilleur ami et son médecin, les Croix de feu puis le PSF... Le Corbusier a lui-même créé et participé par de nombreux articles à des revues fascistes ou fascisantes de 1920 à 1938 : *L'Esprit nouveau*, *Le Nouveau siècle*, *Plans*, *Prélude* et même *l'Homme réel* avec ses amis. On ne lui a pas connu ou reconnu d'amis de gauche même s'il a pu, ici et là, rencontrer et serrer les mains de ses différents représentants (socialistes et communistes) en 1936 (Front populaire) et juste après la Seconde Guerre mondiale, écrire à tel ou tel ministre à l'instar de Jean Zay ou Léon Blum, participer à des concours d'architecture en l'occurrence dans l'URSS déjà sous la férule de Staline. Alors qu'il a fait l'apologie de Pétain, de Hitler (« *Une lueur de bien : Hitler* » (1941)), de Mussolini (« *l'Italie a mis au monde un style fasciste vivant et séduisant* » (1939)), de Primo de Rivera, etc., on ne

lui connaît par contre aucun éloge et encore moins d'apologie de Blum, Thorez, Lénine, Trotsky ou encore de Bakounine pour l'arc ouvert de quelques figures de gauche connues de l'époque.

D'une manière générale, la plupart des thèmes des nombreux livres que publie Le Corbusier suintent les leitmotivs de l'ordre, du respect scrupuleux de la hiérarchie et de l'autorité, des « lois de la nature » que l'on doit intégrer à l'urbanisme, des thèmes par ailleurs liés à une vision biologiste déterministe de la ville, à l'eugénisme et à l'épuration, aux théories de l'éducation des enfants dans des « *haras* », à l'hygiène sociale, au développement d'un corps sain dans une âme saine, au sport rédempteur, etc. Tous ces thèmes associés entre eux qui se retrouvent sous la plume de Le Corbusier participent de l'idéologie typique de l'extrême droite et des divers courants de fascisme, nazisme compris. Et cela, la plupart de ses confrères le savaient parfaitement après-guerre, y compris Eugène Claudius-Petit (ministre de la Reconstruction et de l'Urbanisme en 1948), pourtant résistant, qui fit son possible pour que l'architecte construise son Unité d'habitation de grandeur conforme à Marseille. À la fin de la guerre, Le Corbusier parvenait même à devenir l'un des principaux protagonistes du FNA (Front national des architectes) auquel il adhère, très tardivement, le 26 septembre 1944. Cette organisation fut fondée au printemps 1942 par André Lurçat, architecte, résistant et communiste, mis en prison pendant plusieurs mois et qui, mitrailleuse à la main, prit d'assaut à Paris l'Ordre des architectes créé par Vichy –, la création d'un Ordre des architectes que Le Corbusier avait d'ailleurs d'emblée soutenue dès sa création en 1940... On retrouvait aussi au FNA le communiste Pierre Villon (le pseudonyme de Roger Salomon Ginsburger) qui fut sans aucun doute l'un des principaux résistants de l'époque avec Irénée Cros, Marcel Douphy, Serge Lana, Jacques Woog et encore Pierre Jeanneret, le cousin de Le Corbusier, son associé et co-auteur de l'œuvre complète.

Alors, sachant tout cela, comment apprécier que Le Corbusier soit passé si facilement à travers les mailles du filet de l'Épuration ? Il faut savoir que l'Épuration a principalement atteint les collaborationnistes les plus en vue, soit dans le domaine politique (Pucheu, Darnand, Laval), soit dans le domaine du journalisme et de la littérature (Brasillach). Il y eut ceux-ci qui furent exécutés à la suite d'un procès, ceux frappés d'indignité nationale, ceux condamnés à des peines de prison ou à des travaux forcés. Dans leur ensemble, les architectes n'ont de leur côté que très peu subi l'Épuration. Les édiles politiques, souvent passés en un tournemain de Vichy à de Gaulle, avaient besoin d'eux pour reconstruire le pays. Ce sont donc les mêmes architectes d'avant-guerre qui se retrouvent à la tête de l'Ordre des architectes après l'Épuration (Auguste Perret, son premier Président, participe en tant qu'entrepreneur à la construction du mur de l'Atlantique pour les nazis)... Rappelons que Le Corbusier, toujours très opportuniste, s'inscrit à l'Ordre des architectes le 13 avril 1944 après avoir fait sa déclaration de pureté raciale (les Juifs jusqu'à 2 % de leur nombre, les Francs-maçons et les communistes étaient interdits), mais juste avant le Débarquement et la Libération... C'est surtout l'entente politique de l'après-guerre entre les communistes et les gaullistes qui a permis d'exonérer



les architectes de toute idée de compromission ou de collaboration puisqu'elle s'est faite sur un partage politico-territorial : aux seconds l'État, Paris, le ralliement *in extremis* de la bourgeoisie ; aux premiers, les banlieues, son prolétariat et les usines. Les architectes prenaient en charge toute la mise en œuvre de la reconstruction. Cette entente se réalise en contrepartie du dépôt des armes (nombreuses) malgré, ici et là, quelques résistances au sein même du Parti communiste. Bref, tout cela pour dire, que l'époque de l'après-guerre était, avant tout, celle de la Reconstruction – « Un seul État, une seule armée, une seule police » (M. Thorez) ; et qu'il fallait donc accueillir tous ceux qui voulaient y participer ; ne pas trop regarder en arrière... Le Corbusier, génial opportuniste, s'est donc appuyé sur les communistes et les gaullistes pour passer un cap difficile de quelques mois. Il avait aussi sans doute fait le tri dans ses propres archives qu'il déposera plus tard, bien épurées, et ce pour constituer le fonds de la future Fondation Le Corbusier.

Le mythe Le Corbusier

Il y a eu, pendant de très nombreuses années, une adhésion massive du monde de l'architecture aux théories, aux projets et aux œuvres de Le Corbusier. Cette adhésion pourrait être qualifiée de planétaire tant la figure de cet architecte était connue bien au-delà des seuls professionnels de l'architecture ou de l'urbanisme. Un très large public s'est en effet intéressé à des édifices comme l'Unité d'habitation de Marseille, la chapelle de Ronchamp ou encore la villa Savoye, édifices, parmi tant d'autres, visités par des milliers de touristes venus apprécier la modernité en acte. Car Le Corbusier a, sans conteste, représenté la modernité en architecture. Il est même vite devenu cette figure-écran de l'architecture suscitant fascination, ravissement, amour et parfois, plus rarement, le rejet, et encore plus rarement la haine. Chez les architectes, il a été adulé par nombre de ses collègues alors que quelques-uns, peu nombreux, le vouaient aux gémonies. L'amour ou le rejet de Le Corbusier a transcendé toutes les positions idéologiques allant de la droite à la gauche. On

peut toutefois remarquer que la gauche, et en particulier le Parti communiste français, l'a plutôt apprécié – après la Seconde Guerre mondiale – voyant en lui celui qui allait créer la ville idéale d'un homme idéal dans un monde idéal... Seuls le sociologue Henri Lefebvre, les philosophes Theodor W. Adorno et Ernst Bloch, les historiens de l'art Pierre Francastel et Giulio Carlo Argan, sans parler des situationnistes avec Guy Debord ont critiqué Le Corbusier et ses thèmes de prédilection sociaux : l'ordre, l'autorité, ses immeubles-caserne... une vision du monde totalitaire.

Qu'en est-il aujourd'hui ? Le Corbusier n'est certes pas passé de mode bien que les jeunes générations d'architectes soient passées à d'autres gourous à l'instar d'un Rem Koolhaas. Son prestige a certes un peu souffert des révélations autour de son antisémitisme récurrent (« *Le monde entier est en eux. Les groupements nouveaux sont encore à venir. L'argent, les Juifs (en partie responsables), la Franc-maçonnerie, tout subira la loi juste. Ces forteresses honteuses seront démantelées. Elles dominaient tout* » (1940)). Son « séjour prolongé à Vichy » comme le qualifie par un magnifique euphémisme la Fondation Le Corbusier sur son site, qui s'est étalé du 15 janvier 1941 au 1^{er} juillet 1942, n'est pas relatif à une cure thermale bien méritée mais pour se mettre au service du Maréchal. Le Corbusier n'est pas un adolescent égaré, il a 54 ans.

Alors d'où vient cette fascination toujours aussi vivace pour Le Corbusier et encore largement partagée aujourd'hui ? quels en sont les ressorts ? La figure de demiurge de l'architecte est restée intacte malgré les révélations récentes. Le Corbusier a créé *ex nihilo* des objets qui transforment avec violence le paysage, modifient en substance l'espace comme aucun autre objet d'aucun autre architecte moderne. C'est là que se trouve l'origine de sa vraie puissance de fascination : le chamboulement visuel, la révolution formelle, le choc commotionnel. À cette figure demiurgique, autoritaire, s'associe, plus intime, un narcissisme foncier lié au statut d'artiste complet que l'architecte Le Corbusier a toujours revendiqué. Il est donc architecte, bien qu'officiellement « homme de lettres » et tout autant peintre, sculpteur. Dès les années 20-30, il se déplace dans le monde entier en avion ce qui lui confère un pou-

voir particulier : voir d'en haut, posséder une vue élevée sur les choses d'en bas. Il est l'œil du demiurge, l'architecte-demiurge. Par ailleurs, Le Corbusier concoctait dans ses nombreux livres des formules très simples, et lançait presque des slogans, compréhensibles de tous : les cinq points de l'architecture moderne (les pilotis, le toit-terrasse, le plan libre, la fenêtre en bandeau, la façade libre), les quatre fonctions de l'urbanisme (habiter, travailler, se récréer (dans les heures libres), circuler), des formules qui font système et qui rassurent.

Sous des apparences de grande liberté retrouvée, de promotion du bonheur et des « *joies essentielles* », son livre-manifeste intitulé *La Ville radiieuse* est un ouvrage dont le fond politico-idéologique est cryptonazi, ou si l'on préfère une variante nazie de l'urbanisme mais « à la française ». Dans cet ouvrage, il est surtout question de : la table rase de la ville historique, la suppression de la rue associée à la haine des pauvres, des ouvriers et des paysans, l'eugénisme, l'organisation rigide non seulement des loisirs mais aussi de la vie entière sous l'ordre du sport omniprésent (dans les « immeubles de grandeur conforme » et à leurs pieds) en tant que principal cadre de la structure urbaine, la reconnaissance de l'autorité et de la loi du plus fort, la virilité et son spectacle à nouveau dans le sport, la fascination pour la vitesse, pour des « lois de la nature » qui s'imposeraient à la ville, la massification des individus, l'idéal de la transparence, la « révolution biologique » associée à la « révolution architecturale », une vision archaïque du corps, le culte du chef...

Bibliographie succincte (avec de très nombreuses citations de Le Corbusier)

- François Chaslin, *Un Corbusier*, Paris, Éditions du Seuil, 2015
- Xavier de Jarcy, *Le Corbusier. Un fascisme français*, Paris, Albin Michel, 2015
- Marc Perelman, *Le Corbusier. Une vision froide de l'architecture*, Paris, Michalon éditeur, 2015
- Xavier de Jarcy et Marc Perelman (sous la direct.), *Le Corbusier, zones d'ombre*, Paris, Éditions Non Standard, 2018
- (février 2019)
- (avril 2019)

Révolution et contre-révolution en Algérie

On ne le répètera sans doute jamais assez. La dynamique enclenchée dans toute l'Algérie par le surgissement populaire du vendredi 22 février est historique tant par son ampleur que par ses potentialités subversives.

Mais réaffirmer cette évidence ne doit pas empêcher les camarades et compagnons, de tous les pays, de toutes les sensibilités, de mesurer les nombreux obstacles qui se dressent devant les protestataires.

Ces derniers ont certes connu une première victoire puisque le président sortant, Abdelaziz Bouteflika, a démissionné avant la fin de son quatrième mandat, alors que les tenants du « régime » faisaient campagne pour un cinquième. Refusant cette nouvelle provocation, la rue a décidé de mettre un terme à cette mascarade. Sauf que les observateurs les plus cyniques ne verront dans ce recul qu'une ruse du « système » afin de gagner du temps pour mieux étouffer la contestation. Ce scepticisme se retrouve encore chez celles et ceux qui, subjugués ou tétanisés par le mouvement populaire, ont refusé de parler de révolution parce qu'ils ont décrété que celle-ci n'était ni possible ni souhaitable à notre époque. Pourtant, la question n'est plus de savoir si la révolution a commencé mais plutôt de faire en sorte que la contre-révolution, qui se présente de nos jours sous plusieurs visages (civil ou militaire, modéré ou intégriste, démocrate ou autoritaire), ne prenne le dessus.

Ces observations pourraient sembler déplacées ou prématurées pour celles et



"douna gas c'est ga" ("ne pas de gaz, c'est du gaz")

ceux qui, chantant les louanges du « printemps algérien » ou de la « révolution du sourire », cèdent trop facilement aux discours stéréotypés. Il convient donc de signaler qu'en dépit de la popularité du slogan « silmya ! silmya ! » (« pacifique ! pacifique ! »), la répression a commencé dès les premiers jours de la contestation en ciblant les jeunes hommes des quartiers populaires pour s'étendre ensuite. Si la bienveillance à l'égard des femmes est une réalité indiscutable dans la plupart des cortèges, des attouchements et agressions se sont également produits mais ils ont été passés sous silence afin de ne pas « ternir » l'image d'un mouvement consensuel. L'enthousiasme suscité par les réseaux sociaux, perçus comme des vecteurs de discussion voire d'auto-organisation, empêche de mesurer les limites de ces outils propagateurs d'intoxication et exposant leurs utilisateurs à la surveillance ou à l'intimidation.

La grande timidité des « démocrates » que l'on présente pourtant comme laïques, à défendre la perspective de la séparation de la religion et de l'État, ou, à tout le moins, à assumer cette position de principe, illustre encore les inhibitions dans cette conjoncture. L'omniprésence des drapeaux vert-blanc-rouge dans les cortèges participe de l'entretien d'un climat unanime où toute revendication catégorielle ou aspiration spécifique doit être tue au risque de « diviser » un mouvement à forte tonalité patriotique voire nationaliste. La convocation des symboles de la révolution anticolonialiste dans la dynamique en cours permet de lier les deux séquences historiques mais cela doit aussi attirer l'attention sur l'incapacité à se libérer du « roman national » et à inventer de nouvelles références.

Les appels à la « grève générale » lancés de manière anonyme ou par des syndicats autonomes illustrent cette tendance puisqu'il ne s'agit pas de faire intervenir

les travailleurs avec leur propre agenda mais de les désarmer pour leur imposer des schémas politiques. Si le mot d'ordre visant à créer des « comités populaires » a bénéficié d'une grande sympathie, il a néanmoins pris la forme, en certains points, de « comités de vigilance » organisés sur des préoccupations sécuritaires. Enfin, les partis d'opposition, y compris à la « gauche de la gauche », demeurent enfermés dans leurs schémas hérités de la social-démocratie ou du léninisme, et sont incapables de penser une alternative sans représentants, « transition » ou Constituante.

C'est donc en voyant le mouvement tel qu'il est, sans travestir la réalité, sans céder à la désinformation, sans faire confiance aux médias dirigés par les capitalistes ou l'État, qu'il sera possible de dépasser ses contradictions et libérer toutes ses forces. Toutes les questions sont à l'ordre du jour : politiques, économiques, sociales, sexuelles, religieuses, culturelles, environnementales, technologiques, etc. Aucune ne peut aujourd'hui être minorée au prétexte de priorités stratégiques ou de considérations tactiques. Il existe une très grande disponibilité au sein de la population, en particulier chez les jeunes et les travailleurs dont l'audace est pour l'heure cadencée par les idéologies nationalistes, conservatrices ou néolibérales relayées par des appareils bureaucratiques discrédités.

Il s'agit désormais de soutenir les individus ou collectifs les plus déterminés à mettre fin au « régime », au « système » ou au « pouvoir » mais en sortant des incantations et en ouvrant des perspectives authentiquement émancipatrices, pour l'Algérie et tous les pays.

Nedjib SIDI MOUSSA
Paris, le 16 avril 2019

Congrès mondial des familles à Vérone

Manifestation massive

Une analyse de la décennie 2008-2017 des flux de *monnaie noire*¹ traversant l'Atlantique pour promouvoir des programmes ultra conservateurs en Europe met à jour ce que les fondamentalistes de la droite chrétienne américaine, liés au gouvernement Trump et Steve Bannon, ont financé : plus de 50 millions de dollars au cours de ces dix ans sont ainsi révélés dans le cadre de *OpenDemocracy* : ce n'est que la partie visible de l'iceber !

Des armées d'avocats et de militants ultra conservateurs sont soutenus afin de développer les valeurs familiales contre les droits LGBT, contre l'éducation sexuelle et contre l'avortement. Ils se lient en force avec l'extrême droite européenne, se connectent avec le Congrès mondial des familles, entretiennent des relations étroites avec des politiciens et mouvements notamment en Italie, Hongrie, Pologne, Espagne et Serbie. Parmi ces groupes américains, les plus en vue, les frères Koch d'une part ont aidé à financer le *Tea Party Movement*, et la famille du secrétaire à l'éducation de Trump d'autre part.

En fait l'analyse montre que plusieurs organisations chrétiennes américaines - exonérées d'impôt car à but non lucratif - avaient considérablement augmenté leurs dépenses en Europe au cours des dernières années. L'aspiration à ce que l'Europe rejoigne la politique de Trump est sous-jacente : il faut y diffuser très largement les messages de valeurs traditionnelles. Déjà, certaines de ces organisations sont accusées d'avoir soutenu des campagnes criminalisant l'homosexualité en Afrique, des lois anti-avortement draconiennes en Amérique latine et des projets visant à encourager les homosexuels aux Etats-Unis à sortir de leur homosexualité. Deux

groupes américains liés à Trump sont des institutions juridiques de droit chrétien : l'*Alliance Defending Freedom* (ADF) créée par Alan Sears, dirigeant de la droite chrétienne américaine, et le Centre américain pour le droit et la justice, fondé en 1990 par le télévangéliste américain Pat Robertson pour s'opposer à l'Union américaine des libertés civiles. Ensemble, ils ont dépensé plus de 20 millions de dollars en Europe depuis 2008, dont 1 million versé à la société de mercenaires *Blackwater*. Ces deux groupes ont des bureaux en Europe : Belgique, France, Autriche, Suisse et Royaume-Uni pour l'ADF, au moins une grosse équipe à Strasbourg pour le Centre américain pour le droit et la justice. Un autre gros investisseur repéré, c'est la *Billy Graham Evangelistic Association*, dirigé par Franklin Graham qui décrit l'islam comme une « religion perverse et très perverse ». Il a versé plus de 23 millions de dollars en Europe entre 2008 et 2014 et détient des bureaux au Royaume Uni, en Allemagne, France et Espagne. D'autres groupes ont accru leurs activités en Europe : l'Institut Action pour l'étude de la religion et de la liberté reçoit des subsides des fondations de la famille Koch ; l'Institut *Dignitatis Humanae*, dont Steve Bannon est administrateur, souhaite créer un monastère près de Rome comme école de gladiateurs pour les guerriers de la culture ; *Tradition, Family and Property* (TFP) est un mouvement catholique transnational ultra-conservateur, en première ligne de la guerre de la culture, il sévit en Pologne pour une politique d'extrême droite en matière de droit et de justice.

L'analyse révèle à ce jour que ces groupes ont envoyé par exemple des lobbyistes à Bruxelles pour influencer les fonctionnaires de l'Union européenne, ont contesté toutes les lois contre la discrimi-



nation et les discours de haine devant les tribunaux européens, ont soutenu les campagnes contre les droits des LGBT en République tchèque et en Roumanie, ont financé un réseau de campagnes anti-avortement en Italie et en Espagne. Aux Etats-Unis, le *Southern Poverty Law Center* (SPLC) explique que « considérer l'homosexualité comme non biblique » ou s'opposer au mariage homosexuel ne suffit pas pour être qualifié de « groupe haineux » : les groupes dénoncés vont plus loin car ils affirment « que l'homosexualité est dangereuse, liée à la pédophilie et devrait être criminalisée, en diffusant des faits dénigrants sur des personnes LGBT qui sont tout simplement fausses. » Et finalement, ce « n'est pas différent de la façon dont les suprémacistes blancs et les extrémistes nativistes propagent des mensonges sur les Noirs et les immigrés pour faire de ces communautés un danger pour la société. »

Les présidents du Conseil européen, ceux de la Commission européenne et du Parlement européen, ainsi que le groupe de députés multipartites ont demandé que des mesures soient prises pour protéger la démocratie européenne contre les influences néfastes de l'extérieur. Ils jugent opportune cette analyse de *OpenDemocracy* face à ce défi majeur pour l'Europe, à quelques semaines des élections de fin mai. Alyn Smith, eurodéputé

d'Écosse, a déclaré : « *Aucun groupe, de quelque nature que ce soit, ne devrait être en mesure d'utiliser l'argent noir pour fausser le débat et renverser la démocratie en Europe, et encore moins pour ceux dont les causes sont profondément régressives.* »

« *Dans la nuit de samedi à dimanche, les Italiens devront avancer leurs montres d'une heure. Ceux qui se réunissent à Vérone, en revanche, veulent les faire reculer de cinq siècles* »

Revenons au Congrès mondial des familles (WCF) qui s'est tenu à Vérone, en Italie, fin mars dernier, pour sa treizième édition. Son credo : « *affirmer, célébrer et défendre la famille naturelle comme seule unité fondamentale et durable de la société* ». Inauguré en 1997 par l'Américain Brian Brown, président de l'Organisation internationale de la famille, le congrès mondial réunit chaque année, depuis 2012, les défenseurs de la famille traditionnelle. Les précédentes éditions ont eu lieu l'an dernier en Moldavie, sous le patronage du président moldave Igor Dodon, présent à Vérone, et en 2017 à Budapest avec la participation du Premier ministre hongrois, Viktor Orban. Le Congrès constitue un projet de l'Organisation internationale pour la famille et du Centre Howard pour la famille, la religion et la société, basé dans l'Illinois dont les directeurs influent un activiste espagnol ultra-conservateur lié au chef du parti d'extrême droite *Vox*. Parmi les directeurs, on remarque un proche collaborateur d'un oligarque russe ayant parrainé une réunion à Vienne en 2014 avec les principaux dirigeants d'extrême droite français et autrichiens. Ainsi des centaines de militants de la droite religieuse et de la politique d'extrême droite s'y sont rencontrés. Le groupe italien anti-avortement lié à *Fuerza Nuova* fait partie de ceux qui ont convoqué le Congrès.

A l'occasion du Congrès, de nombreux politiciens de droite extrême y ont assisté : l'un d'entre eux, particulièrement remarqué, le vice-Premier ministre italien, Matteo Salvini, estime que le WCF est une vitrine de « *l'Europe que nous aimons* ». Présence très controversée : le congrès mondial des familles a divisé jusqu'au gouvernement italien. Sous la pression, la présidence du Conseil des ministres italien a retiré son patronage, accordé néanmoins par le ministère de la Famille, dirigé par Lorenzo Fontana,

membre de la Ligue et ardent défenseur de la famille traditionnelle, et soutien apporté par le ministre de l'instruction, de l'université et de la recherche, Marco Bussetti.

Durant trois jours, l'opulente ville de Vénétie, fief historique des ultra-conservateurs italiens, a accueilli les « *pro-life* » attachés à la « *défense de la vie* » et de la « *famille naturelle* », autrement dit opposés à l'avortement, à l'homosexualité, à l'égalité de genre, la révolution du bon sens en quelque sorte ! Mais s'il s'agit d'une constellation hétéroclite entre les chrétiens, les évangélistes, la droite populiste et l'extrême droite - religieux et non religieux - il y a une « *accélération de la mise en réseau de ces acteurs*² ». Au nombre des participants cette année figurent, outre le président moldave, la ministre ultra-conservatrice hongroise de la Famille, Katalin Novak, un dirigeant de l'Eglise orthodoxe russe, Dmitri Smirnov³. Chaque congressiste a reçu un petit gadget anti-avortement en caoutchouc remis en cadeau représentant un fœtus de 10 semaines portant la mention « *l'avortement arrête un cœur qui bat* ».

L'intervention de Matteo Salvini, a constitué le point fort de la 2ème journée du Congrès, également marquée par le lancement d'un comité réclamant un référendum pour l'abrogation de la loi dite « *194* », qui a légalisé l'avortement en Italie en 1978. « *Nous ne sommes pas ici pour supprimer des droits à qui que ce soit : il n'y a pas de débat ni sur l'avortement, ni sur le mariage, chacun fait l'amour avec qui il veut et dîne avec qui il veut* », a déclaré Matteo Salvini à la tribune. Pourtant, il a apporté son soutien aux familles « *composées d'un papa et d'une maman* ». Son homologue du gouvernement Luigi Di Maio, chef de file du Mouvement 5 Etoiles a lui clairement pris ses distances : « *La vision défendue par ce congrès à Vérone est une vision du monde appartenant substantiellement au Moyen Âge, qui considère la femme comme soumise*⁴ ».

Mais le véritable point fort, inattendu de surcroît, ce fut cette déferlante multicolore dans les rues de Vérone. « *Dans la nuit de samedi à dimanche, les Italiens devront avancer leurs montres d'une heure. Ceux qui se réunissent à Vérone, en revanche, veulent les faire reculer de cinq siècles* » tel est le slogan qui est devenu, sur les réseaux sociaux, le signal de ralliement. A l'initiative du mouvement féministe

« *Non una di Meno* » (« *Pas une de Moins* »), un flash mob a été lancé à proximité du bâtiment où se tenaient les débats le samedi 30 mars. Puis le cortège, estimé à 40 000 manifestant-es selon la police, a sillonné le centre-ville : des milliers de femmes, venues d'Italie et de toute l'Europe sont descendues dans la rue pour fustiger les thèses défendues par les congressistes, idées anachroniques, discriminatoires, rétrogrades et homophobes. Certaines brandissaient une banderole sur laquelle était écrit : « *Pour nos corps et nos désirs, c'est nous qui décidons* ». « *Ici à Vérone, des lobbies internationaux comme ce Congrès mondial et des groupes néolibéraux veulent imposer le modèle selon lequel chaque homme doit avoir une femme* », a déclaré à l'AFP l'Argentine Marta Dillon, fondatrice de « *Pas une de Moins* ». « *C'est pourquoi ils se battent pour une famille fermée qui est une machine à violence* », a-t-elle ajouté. Quant à Maddalena Saccone, activiste pro-IVG : « *En Italie, il y a actuellement une attaque très grave contre tous les droits et libertés qui ont été conquis par les femmes. On parle de revenir sur la liberté de l'avortement, sur le divorce. Ce sont des luttes que l'on croyait déjà consolidées.* »

Bravo les femmes et hommes italiennes d'avoir chanté nombreuses et nombreux *Bella Ciao*⁵ face aux saluts romains des nervis de la famille !

Hélène Hernandez
Groupe Pierre Besnard
de la Fédération anarchiste

1-Mary Fitzgerald, Claire Provost, « *Trump-linked Christian fundamentalists are pouring a shocking amount of dark money into Europe's far right* », *www.rawstory.com*, 28 mars 2019.

2-David Paternotte, « *Les opposants à la théorie du genre disposent de relais politiques puissants* », *Le Monde*, 28 mars 2019.

3-Source : AFP in *La République des Pyrénées*, 30 mars 2019.

4-lepetitjournal.com de Milan, 31 mars 2019.

5-Jérôme Gautheret, « *A Vérone, le congrès anti-avortement divise la coalition italienne* », *Le Monde*, 31 mars 2019.

On a reçu, on a lu, on a aimé : Enciclopedic n°42

En direct de Catalogne pour celles et ceux qui comprennent le castillan et le catalan : le camarade Manel Aisa Pampòls nous fait parvenir le numéro 42 de *Enciclopedic*, revue de l'Athénée Encyclopédique Populaire de Barcelone. Superbe numéro qui devrait en intéresser plus d'un (une). Avant d'en détailler le contenu, un petit rappel s'impose. Manel, Aisa Pampòls est le principal animateur de l'Athénée Encyclopédique Populaire (AEP) depuis la fin de la dictature de Franco.

Hier

L'AEP fut fondé en 1902 par des libertaires ouvriers et intellectuels sur la base suivante : « *Le premier but de l'AEP est l'instruction de ceux qui en sont le plus privé : ceux qui travaillent de leurs mains, ensuite il doit se transformer en véritable université populaire* ». Durant les trente premières années l'AEP eut un rôle prépondérant dans les luttes urbaines des travailleurs et abrita groupes clandestins et syndicats de la CNT. Le 26 janvier 1939, quand Barcelone tomba et fut envahie par les troupes franquistes, le premier bâtiment non institutionnel occupé, saccagé puis incendié par les fascistes fut l'AEP ; ainsi s'appliquait la consigne du général Mola : « *Il faut en finir avec la culture ouvrière* ». C'était parti pour une longue période de silence imposé durant toute la dictature de Franco. Il faudra attendre 1977 pour qu'un groupe de vieux athénéistes et de jeunes rebelles (parmi lesquels, Manel) créent le Centre de Documentation et d'Histoire Sociale (CDHS), puis l'année suivante fassent renaître l'AEP dont le fonds actuel se compose de 28 000 livres, 12 000 journaux (dont une collection du *Monde libertaire*), bulletins, revues, fanzines, affiches, et diverses documentations et archives.

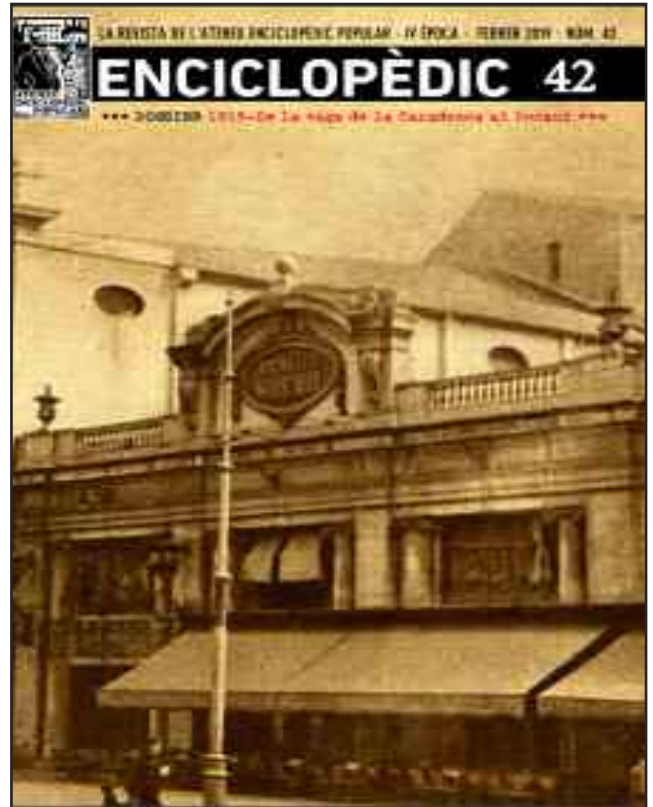
Aujourd'hui

Depuis quatre ans c'est un autre combat qui s'est engagé entre l'AEP et la Municipalité de Barcelone pour conserver tout ce matériau dans un local adéquat et situé dans le quartier historique du Raval. L'édito du numéro 42 d'*Enciclopedic* revient sur les négociations avec la mairie de Barcelone ; tractations qui traînent en longueur malgré un accord de principe donné par la Ville.

Le *Monde libertaire* avait déjà publié une série d'articles sur l'histoire de l'AEP et ses vicissitudes (voir notamment le Hors-série n° 43).

Travail de mémoire

Au fil de ses numéros, *Enciclopedic* poursuit son travail sur la mémoire historique du mouvement libertaire notamment catalan. Ce numéro 42 ne déroge pas à la règle avec une cinquantaine de pages composées d'articles rédigés en catalan, castillan et même en espéranto. Le sommaire est assez alléchant, qu'on en juge : Un éditо intitulé : 40 ans de spoliation, 40 ans d'oubli, 4 ans d'imbécillité. Un article sur la Barcelone de 1914 Le congrès de Sants de la CNT-R (Confédération régionale du travail de Catalogne). Congrès « *pour une nouvelle cohésion de l'anarcho-syndicalisme catalan* » qui réunit 164 délégués représentant 153 organismes ouvriers et regroupant 73 860 travailleurs et travail-



leuses dont 54 572 pour la seule ville de Barcelone. Au cours de ce congrès furent abordés et discutés les thèmes suivants : Conditions de travail : femmes, chômeurs, durée de la journée de travail. Organisation : carte syndicale confédérale-cotisations-*Solidaridad obrera*-Comités de défense des prisonniers. Organisation : question du syndicat d'industrie. Éducation et écoles rationalistes. Possibilité fusion UGT-CNT Réforme du règlement et des statuts de la CRT-C) Position de la CRT-C sur le problème des cheminots licenciés à la suite de la grève d'août 1917. Moyens à utiliser pour le succès des revendications – la journée de 8 heures

Autres articles du numéro 42 :

Les conséquences du congrès de Sants- la grève de la Canadiense (1919) et la réaction patronale : lock-out et pistolérisme.

On poursuit avec : De la création de la CNT à la grève de la Canadiense.

Et on a droit aussi à un long entretien avec Myrtille Gonzalbo (1) et Vincent Roulet (les Giménologues).

Plus ...on arrête là, tous les articles sont intéressants. Si vous comprenez le castillan et le catalan, on ne saurait trop vous conseiller de vous procurer ce numéro d'*Enciclopedic*.

Ramón Pino

Groupe anarchiste Salvador-Seguí

Pour commander ce numéro 42, adresser vos demandes à :

Ateneu Enciclopèdic Popular.
Passeig San Joan, 26, 1^{er}, 1a
08010 – Barcelona
Ou par mail :

1) A lire dans ce même numéro l'article de René Berthier : *Les chemins du communisme libertaire en Espagne* De Myrtille, giminologue (NDLR)

Le monde comme il va - 8

Là-bas une grève !

Bengladesh, janvier 2019. - 5000 ouvriers du textile ont été licenciés car ils avaient rejoint une grève nationale pour une augmentation de salaire. Au cours des manifestations où la police a utilisé les gaz lacrymogènes et des balles en caoutchouc, un manifestant a été tué et 50 blessés.

Inde, janvier 2019. - 200 millions d'ouvriers ont fait grève pour protester contre la politique du premier ministre Modi qui veut introduire l'usage de CDD.

Corée du sud, janvier 2019. - Pour la première fois depuis vingt ans, les employés de la Kookmin Bank, l'une des plus grandes banques du pays, se sont mis en grève. Ils sont 6000 à réclamer une meilleure paye.

Malaisie, janvier 2019. - Des travailleurs immigrés se sont mis en grève pour protester contre le non-paiement de leurs salaires depuis trois mois. Originaires du Népal et du Bangladesh, au nombre de 2000, ils travaillent pour une usine qui fabrique des gants en plastique. La grève s'est arrêtée le jour même, l'entreprise ayant accepté de payer.

Philippines, janvier 2019. - Les employés d'entretien des immeubles Pacific Plaza Towers à Manille se sont mis en grève pour réclamer l'intégration des travail-

leurs contractuels. Certains d'entre eux ont entamé une grève de la faim. Le propriétaire de ces immeubles, interviewé à ce propos, a déclaré « Laissons les mourir ! ».

Février 2019. - L'usine qui fournit des marques célèbres comme Timberland ou Northface avait décidé fin de l'année dernière de résoudre ses problèmes de coût. Elle avait fermé et licencié tous ses employés. Un mois après, elle avait commencé à réengager dans la même usine sur base de contrats de deux mois. Les ouvriers sont maintenant en grève.

Chine, février 2019. - Partout dans le pays, des ouvriers organisent des sit-ins pour demander le versement de leurs salaires. Des chauffeurs de taxi envahissent des bureaux officiels pour demander un meilleur traitement. Sur des chantiers, des ouvriers menacent de sauter s'ils ne sont pas payés. Une ONG, China Labour Bulletin, a enregistré au moins 1700 conflits du travail pendant l'année 2018.

Mars 2019. - Dans une aciérie, un millier d'ouvriers se sont mis en grève pour réclamer des arriérés de salaire et le versement des cotisations sociales.

Dans une agence de travail outremer de Pékin, une centaine d'employés ont fait de même.

Dans l'usine qui fabrique les téléphones mobiles pour Sony, les employés ont ma-

nifestés pour protester contre sa fermeture et le licenciement de tous les ouvriers. Des travailleurs de Walmart sont intervenus pour que le syndicat officiel obtienne des dédommagements pour la fermeture de l'usine de Nanchang

Nouvelle-Zélande, mars 2019. - Près de 80% des internes des hôpitaux néozélandais ont quitté leur travail après la rupture des négociations avec le gouvernement portant sur les salaires et les conditions de travail.

Australie, mars 2019. - Les employés du principal grossiste en produits pharmaceutiques, Chemist Warehouse, se sont mis en grève illimitée pour protester contre les agressions sexuelles tolérées dans cette entreprise et les conditions de travail.

Un seul mot d'ordre : retournez au travail !

Le Guetteur



“Migrant·es” ou “réfugié·es”, trouver le mot juste ?

Nous prenons le parti, dans cet article, d’adopter la forme inclusive pour toutes les catégories qui y apparaissent (“migrant·e”, “réfugié·e”, etc.). Conscient·es que ces catégories sont employées au masculin dans les médias comme les textes juridiques, nous leur préférons une forme qui n’éclipse pas la composante féminine des flux migratoires. Ce choix est motivé par notre volonté de faire apparaître les femmes dans le lexique des migrations, le masculin n’étant pas un genre neutre mais un genre par défaut, c’est-à-dire un genre qui a été choisi par convention, au terme d’une longue masculinisation misogyne de la langue. Seul les occurrences de la section “L’année 2015” qui rentrent dans le cadre d’études de cas et d’analyses du langage médiatique sont exprimées au masculin.

En 2015, lorsque Barry Malone (rédacteur web en chef de la chaîne Al Jazeera) déclare dans un tweet (1) qu’il n’utilisera plus le mot “migrants”, trop péjoratif, mais le mot “refugees” pour parler des individus traversant la Méditerranée, les médias français s’alarment : faut-il qualifier de “migrant·es” ou de “réfugié·es” les personnes arrivant en Europe? Quel terme est le plus juste parmi les deux ? Quelle est leur signification exacte et à quelles connotations renvoient-ils ?

En France, ce n’est pourtant que depuis le début des années 2000 et particulièrement depuis 2013 que “migrant·e” et “réfugié·e” sont utilisés conjointement dans le débat public, soit de façon indifférenciée, comme quasi-synonymes, soit pour les opposer. Ils désignent, presque systématiquement au masculin, les personnes arrivant sur le territoire européen (FIALA, 2018). Si ces termes paraissent aujourd’hui constituer un incontournable couple, leur coexistence n’est en rien évidente et ils furent longtemps indépendants.

L’emploi du mot “réfugié·e” est attesté dès le XV^{ème} siècle, et précisé au XVIII^{ème} siècle pour désigner les Huguenot·te·s ayant fui la France durant les guerres de religion. C’est en 1951, avec la Convention de Genève puis ses modifications (1967 notamment) que le·la réfugié·e devient une catégorie juridique définissant le droit à l’asile pour toute personne qui :

“Craignant avec raison d’être persécutée du fait de sa race, de sa religion, de sa nationalité, de son appartenance à un certain groupe social ou de ses opinions politiques, se trouve hors du pays dont elle a la nationalité et qui ne peut ou, du fait de cette crainte, ne veut se réclamer de la protection de ce pays ; ou qui, si elle n’a pas de nationalité et se trouve hors du pays dans lequel elle avait sa résidence habituelle à la suite de tels événements, ne peut ou, en raison de ladite crainte, ne veut y retourner” (Convention de Genève, 1.1, 1951).

La catégorie de “réfugié·e” permet, selon une conception libérale de l’exil, de protéger des individus victimes de persécutions politiques. En 1951, en contexte de guerre froide, cette vision était portée par les puissances occidentales en opposition au bloc de l’Est qui, lors des négociations de la convention de Genève, défendit une définition économique des réfugié·es, fuyant la pauvreté. L’enjeu était autant idéologique que politique puisque le bloc de l’Ouest cherchait ainsi à se présenter comme une terre de liberté pour les réfugié·es politiques d’URSS ; en retour, l’URSS justifiait la supériorité de son modèle économique (AKOKA, 2012).

En creux de cette définition du·de la réfugié·e comme persécuté·e politique, le terme « immigré·e » a, en France, une connotation plus économique. Depuis le

XIX^{ème} siècle, il désigne directement ou indirectement les travailleur·euses étrangères, ici aussi le plus souvent au masculin. Le mot “migrant·e” était, quant à lui, peu utilisé et était surtout employé comme synonyme d’“immigré·e”. L’absence de préfixe accolé au mot “migrant” rend néanmoins son sens plus générique que le duo “immigré·e” / “émigré·e”, neutralisant la référence au là-bas d’où l’on vient, et à l’ici où l’on arrive en insistant sur l’état de mouvement de la personne. Ce n’est que dans les années 2000 que le terme “migrant·e” se généralise véritablement dans le langage courant. Son aspect générique, englobant l’ensemble des flux migratoires, et sa capacité à désigner l’état de mouvement permettent de l’utiliser pour qualifier les individus pris dans les circulations mondiales contemporaines, dans le contexte de la globalisation et de l’intensification des mobilités qui l’accompagnent. D’autre part, de nombreux·ses chercheur·ses et associatif·ves font dans les années 2000 le choix politique et épistémologique d’utiliser le mot “migrant·e” pour désigner des personnes se déplaçant d’un point vers un autre. Ne correspondant à aucune catégorie juridique ou administrative officielle, ce terme était alors considéré comme plus neutre qu’“immigré·e”, plus employé mais devenue péjorative. Il avait d’autre part une portée générale, regroupant tous les individus en mobilité non touristique, qu’ils se déplacent d’une région à une autre ou d’un État à un autre, titulaires ou non d’un titre de séjour (DUFOIX, 2019)

Cependant, à partir de 2011, et plus encore de 2015, où les naufrages en Méditerranée sont mis sur l’agenda politique, le sens du mot “migrant·e” se restreint pour désigner les populations fuyant guerres, conflits, dictatures et violences, notamment celles venues d’Asie (Syrie, Afghanistan, Irak) ou d’Afrique (Ery-

thrée, Somalie, Soudan). Il se rapproche alors du terme de réfugié·e, dont l'usage est monté en flèche depuis les années 1980 et l'arrivée des boat-people venues d'Asie pour clarifier la situation concrète des individus en exil. L'utilisation conjointe de "migrant·e" et "réfugié·e" pour désigner les victimes de persécutions ou de conflits est donc très récente et n'est pas sans susciter de débat. Ces derniers jouent sur la signification de ces mots l'un par rapport à l'autre, mais aussi sur leurs connotations positives ou négatives variant selon les contextes d'énonciation. "Migrant·e-s" et "réfugié·e-s" sont actuellement utilisés de trois façon distinctes :

Comme synonymes, notamment dans le langage médiatique et courant. Les deux termes désignent alors, on l'a vu, des étranger·es en exil et en mouvement, s'opposant à de "pseudos antonymes" comme "autochtones", "indigènes", "nationaux" ou "de souche" (FIALA, 2018) Dans un rapport hiérarchique : le terme "réfugié·e" serait une sous-catégorie du générique "migrant·e", notamment dans le langage gestionnaire (ONGs, OI, associations) ou la recherche.

Comme antonymes : les réfugié·es fuyant les persécutions sont opposé·es aux migrant·es, sous-entendu non contraint·es et venu·es pour des raisons économiques.

Le jeu sur l'opposition réfugié·e/migrant·e ou au contraire sur l'assimilation de ces deux termes est instable, variable selon la situation d'énonciation, et révélateur de positionnements politiques. Néanmoins on peut constater que l'on retrouve aujourd'hui le plus souvent les mots "migrant·e" et "réfugié·e" dans leur acception antonymique. Le terme "réfugié·e" désignerait la victime de persécutions ou de conflits et celui de "migrant·e" les individus qui ne viendraient que pour des raisons économiques. La suspicion de "fraude" se généralise avec la figure des "faux·s-ses réfugié·es", des "faux·s-ses demandeur·euses d'asile", ou des "migrant·es économiques déguisé·es". Dans un contexte de limitation des visas pour l'espace Schengen et de suspension de l'immigration de travail salarié en Europe, l'asile est en effet de plus en plus présenté comme "une faille" du fait des possibilités de régularisation qu'il offre

(LACROIX, 2016). Cette présentation des deux termes comme opposés est d'abord le fait du discours politique : elle remonte à l'institution de la convention de Genève à la guerre froide. Aujourd'hui, cette distinction entre le "bon" ou le "vrai" réfugié et les autres migrants permet aux acteurs·trices politiques de légitimer leurs politiques de "tri" des "flux" arrivant en Europe. Ainsi en est-il de la déclaration du président Emmanuel Macron au congrès de Versailles le 3 juillet 2017, venant appuyer sa volonté d'ouvrir des centres de tri et de refoulement pour migrant·es :

« Il faut, pour cela, de manière coordonnée en Europe, mener une action efficace et humaine, qui nous permette d'accueillir les réfugiés politiques qui courent un risque réel, sans les confondre avec les migrants économiques et abandonner l'indispensable maîtrise de nos frontières. »



Dans les discours médiatiques, "migrant·es" et "réfugié·es" étaient plutôt confondus dans un cadrage tantôt humanitaire, où les "migrant·es" / "réfugié·es" sont présenté·es comme des figures victimaires, face à une société d'accueil ouverte ; tantôt sécuritaire notamment depuis les années 1980 et la dite "crise des banlieues", aujourd'hui remplacée par la "crise migratoire" et le "risque terroriste" (BENSON, 2018). Cette évolution paradigmatique génère un imaginaire dual, qui correspond selon Rodney Benson à une double exigence commerciale et politique : "spectaculaires, simples, et très visuels, ces deux cadrages [humanitaire et sécuritaire] présentent l'avantage de s'accorder avec le discours des associations et des organismes d'État hostiles ou favorables aux immigrés".

L'évolution est aussi liée aux sources journalistiques, qui sont essentiellement des sources officielles telles que les mi-

nistères, les mairies, les administrations, la police, ou encore les ONGs. Enfin, Christian Le Moëne analyse cette dualité paradigmatique comme l'illustration d'une relative prudence des principaux médias de masse français, ne dénonçant pas totalement le fait migratoire. Leur objectif serait plutôt d'orienter les politiques migratoires vers des contrôles fermes mais limités, refusant de fermer absolument les frontières physiques et administratives, afin qu'elles demeurent poreuses vis à vis des capitaux et des marchandises. Pour l'auteur, ce positionnement politique serait lié au statut même des principaux médias français, appartenant à de grands groupes capitalistes transnationaux (Le MOËNNE, 2018).

L'année 2015 vient cependant ponctuellement contredire cette dernière affirmation et marque une évolution cruciale dans les médias, où domine une vision extrêmement négative du phénomène migratoire. D'un mouvement commun "migrant·es" et "réfugié·es" sont dépréciés et "associés (...) à des termes très négatifs, tels que illégal, vague, flux, morts, ainsi qu'à des images de camps et de naufrages" (CALABRESE & VENIARD, 2018). Le phénomène migratoire est sur-représenté et qualifié de "crise" tandis que le thème devient prioritaire dans l'agenda politique européen. Les nombreux naufrages en Méditerranée, la multiplication des demandes d'asile, la fermeture des frontières européennes, cantonnant de nombreux·ses migrant·es en Grèce et en Italie et la multiplication des sommets européens sont au coeur de l'actualité. Dans les médias, les constructions textuelles, iconographiques et cartographiques tendent à présenter les personnes migrantes essentiellement comme étant en situation irrégulière, en position de vulnérabilité, et en masse. Cette amplification des arrivées irrégulières est en décalage avec la situation statistique des migrations accueillies en Europe : rarement les chiffres d'arrivées annoncés sont-ils mis en lien avec la population totale européenne, avec les chiffres d'accueil des pays en voie de développement, ou avec le pourcentage de migrant·es, toutes catégories confondues, par rapport à la population mondiale, resté quasiment constant depuis les années 1960 autour de 3% (del BIAGGIO, 2017) Les représentations pictu-

rales (bateaux surchargés, queues humaines infinies, figurés cartographiques menaçants) contribuent aussi à nourrir une idée de crise. Une comparaison de 72 photographies de presse identifiant des “migrants” dans Marianne et Valeurs actuelles entre janvier 2015 et janvier 2017 montre que le motif de la “horde” est le plus employé par les deux journaux, appartenant pourtant à deux bords politiques bien distincts. Ce motif montre des hommes, représentés dans des groupes de plus de 10 personnes, et potentiellement dangereux. Photographiés à l’extérieur, ils paraissent “hors de contrôle” et la prise de jour, permet au lecteur de leur plaquer une identité ethnique (MOLINER, VIDAL, & PAYET, 2018).

C’est en réaction à ce cadrage extrêmement dépréciatif et criminalisant de l’immigration que la campagne médiatique de réhabilitation du terme de “réfugié·e” est initiée par Barry Malone (2). Dans un tweet en anglais, publié le 20 août 2015, il explique que la chaîne de télévision refusera désormais d’utiliser le mot “migrant” pour parler des personnes traversant la Méditerranée, mais le mot “refugee”, afin de souligner la violence du déplacement et de l’exil.

Suite à cette annonce, nombre de médias français s’emparent de la polémique et débattent à leur tour du sens des mots utilisés par les journalistes. Nombreux sont ceux qui décident de suivre le sillage d’Al Jazeera et d’opter pour le mot “réfugié”, constatant que bien souvent, les personnes en migration fuient des conflits ou des persécutions politiques. La déclaration de B.Malone vient en effet rappeler que la parole est toujours située, et qu’elle a un effet performatif. En utilisant une définition des réfugié·es plus large que celle, juridique, des réfugié·es statutaires, la chaîne Al Jazeera provoque, et veut rappeler à l’Europe son obligation d’accueillir les persécuté·es au sens large (CANUT, 2016; CALABRESE & VENIARD, 2018).

En France, les réflexions des médias traduisent deux postures : d’une part une posture explicitement militante, cherchant à changer le cadrage sur l’immigration en s’attaquant à la connotation négative du mot “réfugié·e” et, d’autre part, une posture plus réaliste, supposant

une objectivité du langage, et cherchant à choisir le terme le plus juste pour nommer les personnes arrivant sur le territoire européen (CALABRESE & VENIARD, 2018). Des membres du Haut-Commissariat aux Réfugiés, des juristes, mais aussi des linguistes sont alors convoqué·es afin de déterminer les mots justes. Cécile Canut, sociolinguiste, témoigne :

“Ainsi, un jeune journaliste du Nouvel Observateur, après une série de questions sur les mots de la migration, en est venu à la question qu’il brûlait de me poser : quel est le mot qu’il faut utiliser ? Autrement dit : quel est le meilleur mot ? Alors que toute utilisation d’un terme dépend de son contexte, des interlocuteurs en présence, de ses conditions de production sociale, politique voire subjective, la réponse à une telle question est bien entendu impossible. Pour autant, le journaliste ne renonçait pas à cet impératif en intitulant son article : “ (CANUT, 2016).

“Migrant·es” et “Réfugié·es”, qui étaient jusqu’alors plutôt utilisés comme équivalents dans les médias français sont de plus en plus distingués. La définition juridique précise du “réfugié statutaire” est mise en avant, comparée avec l’utilisation courante, plus large, du mot, opposée aux “migrant·es” économiques, qui auraient fait le choix de partir. Ces réflexions sur le sens des deux mots ont donc pour eu conséquence de renforcer l’opposition politique entre “migrant économique” et “réfugié politiques” (AKOKA, 2012; CANUT, 2016). En jouant sur des oppositions communes ce débat n’a donc pas provoqué de changement radical des usages du lexique. Déplaçant, certes, l’attention sur les processus de catégorisation générés par les instances politiques, médiatiques, et associatives, ainsi que par le discours commun (CALABRESE & VENIARD, 2018) les effets politiques du débat qui eut lieu en 2015 et revient de façon lancinante sont extrêmement limités, voire négatifs, puisqu’il a à bien des égards contribué à légitimer les politiques de hiérarchisation, de sélection, de contrôle et de répression des flux migratoires actuellement à l’oeuvre.

Laboratoire Junior Mouvances.

> Retrouvez nos définitions sur <https://mouvances.hypotheses.org>

> Suivez nos événements sur la mailing list (mouvances@ens-lyon.fr ou bien sur notre détestable page facebook : “laboratoire junior mouvances”)

> Suivez nos événements sur la mailing list (ou bien sur notre détestable page facebook : “laboratoire junior mouvances”)

Travaux cités

WITHOL DE WENDEN, C. (2010). “Le glissement des catégories de migrants.” *Migrations, Sociétés* , 128, pp. 190-193.

AKOKA, K. (2012). thèse de doctorat : La fabrique du réfugié à l’Ofpra (1952-1992): du consulat des réfugiés à l’administration des demandeurs d’asile” . Poitiers.

BENSON, R. (2018). L’immigration au prisme des médias. Presses Universitaires de Rennes.

CALABRESE, L., & VENIARD, M. (2018). Penser les mots, dire la migration. L’Harmattan.

CANUT, C. (2016). “Migrants et réfugiés : quand dire c’est faire la politique migratoire”. *Vacarmes* .

DUFOIX, S. (2019, janvier 15). “La migration est aussi une affaire de mots : attention aux chausse-trappes”.

del BIAGGIO, C. (2017). “Déconstruire la “crise” migratoire”. Intervention journée d’étude Mouvances. ENS de LYON.

FIALA, P. (2018). “La famille migr-, champ lexical et affrontements discursifs”. Dans M. V. Laura CALABRESE, Penser les mots, dire la migration. L’Harmattan.

LACROIX, T. (2016). Migrants, l’impasse européenne. Armand Colin.

Le MOËNNE, C. (2018). “Entre dislocation et recomposition: les frontières dans le contexte de la mondialisation et de la mutation numérique”. REFSI-COM .

MOLINER, P., VIDAL, J., & PAYET, J. (2018). “Stéréotypage médiatique et objectivation de la représentation sociale des migrants”. *Les cahiers internationaux de psychologie sociale* , 117-118, 5-23.

REY, A. (2010). Le dictionnaire historique de la langue française. Le Robert.

La violence sociale est la pire des violences

Les couches dominantes de la société d'aujourd'hui — politiques et économiques — ne sont pas tellement différentes des aristocrates de l'Ancien régime. S'il est difficile d'imaginer que Macron et ses complices aient pu ignorer la situation réelle de « leur peuple », comme aurait dit Louis XVI, ils ne peuvent plus l'ignorer aujourd'hui : une partie importante de la population vit dans la terreur de sombrer dans la pauvreté, mais il est vrai que des gens qui n'ont jamais eu à fouiller fébrilement les poches des vêtements accrochés dans la penderie pour trouver la petite monnaie qui permettra d'acheter une baguette, qui n'ont jamais été obligés de trouver des stratégies à la con pour finir le mois ou payer le loyer, ces gens qui n'ont jamais été obligés, lorsqu'ils étaient jeunes, de porter des vêtements défraîchis qui avaient servi à deux frères plus âgés, ces gens-là peuvent bien être surpris qu'on ne puisse pas se payer un resto à 200 euros ou s'étonner qu'on n'ait pas assez d'argent pour envoyer ses enfants voir la mer. Ils ne peuvent pas comprendre cette femme seule, licenciée de son travail, expulsée de chez elle avec deux enfants qui est censée vivre avec le minimum social.

Si ce n'est pas de la violence, ça, je ne sais pas ce que c'est. Simplement c'est de la *violence sociale*, qui n'est pas reconnue comme telle, qui est rarement évoquée dans les médias, et trop rarement évoquée par les gilets jaunes eux-mêmes.

Ni le connard qui pense qu'on a raté sa vie parce qu'on n'a pas une Rolex, ni aucun député macroniste n'ont été empêchés d'aller à l'enterrement de leur mère parce qu'ils n'ont pas assez de sous pour mettre de l'essence dans leur voiture, comme l'a dit en pleurant une femme interviewée.

Pourquoi l'aristocratie néolibérale qui dirige le pays s'obstine-t-elle dans la voie qu'elle a choisie ? C'est à mon avis très simple : ils suivent les directives qu'on

leur donne et sont en position de ne pas pouvoir reculer. Macron ne peut pas revenir en arrière.

Il y a vingt ou trente ans, on pouvait mettre sur le compte de certaines institutions internationales les effets désastreux de la politique ultra-libérale : le Fonds monétaire international, la Banque mondiale, l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), la Commission de Bruxelles et même la Banque centrale européenne (BCE). Mais les choses ont, semble-t-il, un peu changé.

Ces institutions, très pesantes en termes de réactivité, ont fini par se rendre compte, après la crise de 2008, que peut-être elles avaient été trop loin, que les inégalités s'aggravaient, que la dictature des marchés menaçait la croissance et constituait un danger pour la démocratie et l'environnement. Elles en sont venues à reconnaître que l'État devait jouer un rôle de régulateur. Toutes ces idées, qui auraient été considérées comme « communistes » il y a trente ans, ont fini par pénétrer les cerveaux doctrinaires des économistes surpayés qui dominaient les « think tanks » — les groupes de réflexion — néolibéraux.

Depuis quelques années, on peut lire des rapports qui préconisent la hausse des salaires et des investissements publics, la réduction des inégalités, la mise au pas de la finance, la condamnation des paradis fiscaux. Ces rapports préconisent en outre une fiscalité progressive et redistributive, l'abondance des liquidités sans avoir peur de l'inflation. Toutes choses absolument inimaginables il n'y a pas si longtemps.

A la lecture de ces préconisations, on comprend bien que Macron ne suit pas du tout la nouvelle tendance des grandes institutions internationales (mais il n'est pas le seul). La politique de Macron est donc en total décalage avec ce qui est maintenant devenu l'air du temps. Mais il faut dire que chez les politiques et chez

les « experts » médiatiques, ces idées « nouvelles » qui ressemblent étrangement à du keynésianisme, une des doctrines du capitalisme devenue hérétique, ces idées « nouvelles », donc, ne semblent pas encore avoir pénétré les cerveaux des décideurs en politique. C'est qu'on a affaire à un revirement tellement spectaculaire qu'il a du mal à être assimilé par les politiques, pourtant habitués à dire une chose et son contraire.

Edgar Faure, qui occupa d'innombrables fonctions sous l'IV^e et la V^e Républiques, disait : « Ce n'est pas la girouette qui tourne, c'est le vent... » Macron et ses godillots, enfermés dans leurs bureaux, ne sentent pas le vent qui tourne. C'est que dans le cas présent le revirement implique des modifications extrêmement profondes dans des programmes dont les promoteurs avaient fini par oublier qu'il ne s'agissait que d'options parmi d'autres et avaient fini par croire qu'il s'agissait de lois de la nature. Bref, ces braves gens continuent de raisonner avec des concepts qui étaient en vigueur avant la crise de 2008 et de préconiser *les mesures mêmes qui ont conduit à cette crise*.

On voit aujourd'hui que, malgré le changement de cap des institutions internationales qui donnaient le ton en matière de politique économique, c'est toujours la même politique qui est suivie. Ceux qui pensaient que les décideurs politiques prenaient leurs consignes à Bruxelles ou au FMI se trompaient, finalement. Mais alors où ?

Y a-t-il un lieu, innommé, dans lequel s'élaborent les stratégies économiques qu'on impose aux populations laborieuses ? Y aurait-il un quelque chose qui se trouverait au-dessus des institutions internationales, et qui serait capable d'élaborer des politiques économiques pour le plus grand profit d'une minorité d'exploiteurs ?

Ces institutions internationales qui

donnaient le ton en termes d'orientations économiques des États sont financées par les « cotisations » des États membres. Les dirigeants politiques avaient intégré le discours idéologique néolibéral qui s'était imposé à la suite d'une stratégie extrêmement active de communication initiée par les « Chicago Boys » un groupe de pression néolibéral états-unien ; une stratégie que Susan George a très clairement expliquée dans « Comment la pensée devint unique » (1). Pendant un moment, on a cru que ces institutions internationales étaient devenues toutes-puissantes, mais dès lors qu'elles se sont mises à préconiser des mesures contraires aux intérêts des grands groupes financiers internationaux, leurs préconisations n'ont pas été appliquées, à commencer par Macron. Ce qui montre à quel point les groupes financiers contrôlent les gouvernements. Tout ça fait un peu « théorie du complot », mais comme dit ma concierge, ce n'est parce qu'il faut dénoncer les théories du complot qu'il n'y a pas de complots. L'accession de Macron au pouvoir est, je pense, littéralement le résultat d'un complot. Toutes les mesures prétendument sociales qu'il prend visent à préserver à tout prix les intérêts des grandes banques et à faire financer les mesures sociales par les pauvres eux-mêmes : il tond la laine sur le dos des gens ordinaires, et fait payer les mesures sociales en ponctionnant le budget d'autres mesures sociales. Autrement dit, il soutient maigrement les pauvres en faisant les poches des autres pauvres, ou celles des gens simplement modestes, et en permettant aux riches de devenir encore plus riches ; pas question de rétablir l'impôt sur la fortune ou d'imposer plus les revenus actionnariaux.

Arrêtons-nous un instant sur le cas de la France, sachant que le même constat s'applique partout.

Lorsqu'on nous dit que 10% de la population a des revenus supérieurs à 5000 € par mois et un patrimoine supérieur à 500 000 €, on a inconsciemment tendance à se dire : « Finalement, les riches sont riches mais pas tant que ça. » Or dans cette catégorie de « riches », il y en a une qui est particulièrement intéressante, dont on ne parle jamais. Il s'agit de la très petite minorité de cette catégorie qui est en mesure d'orienter les décisions politiques, et qui possède un patri-



moine allant 25 millions d'euros à 35 milliards d'euros, ce qui ne représente que 0,01 % de la population française. Ces personnes n'ont pas acquis leur fortune en travaillant, elles sont pour la plupart nées avec un patrimoine important, en actions notamment, un patrimoine qui s'accroît de manière automatique avec les revenus du capital, c'est-à-dire le revenu des actions. On a ainsi de bonnes raisons de dire que Macron est le président de 0,01 % de la population.

Le capitaliste d'aujourd'hui n'est pas quelqu'un qui est soucieux de réinvestir son capital ; aujourd'hui, 85 % des profits nets vont aux dividendes, c'est-à-dire à payer les actionnaires, tandis que 15 % seulement va à l'investissement : autrement dit, on réinvestit juste assez pour maintenir la machine en fonctionnement, et on évite surtout de mieux payer les salariés. Ce sont les actionnaires — ceux-là, on se garde bien d'en parler — qui sont les bénéficiaires de la valeur produite par le travail en France. Ils ne sont pratiquement jamais évoqués dans les médias. Ils sont invisibles et tiennent à le rester.

Leur invisibilité explique que lorsque les gilets jaunes sont interviewés dans les médias, ils ne peuvent pas répondre de

manière crédible lorsqu'on leur dit : mais si on supprime les taxes sur ceci ou cela, si on réduit les impôts, si on augmente les minima sociaux, etc. *comment va-t-on payer ?* Parce que lorsque les gens comme Macron (mais c'était valable avec Hollande, Sarkozy, etc.) proposent d'augmenter une dépense sociale, ils le font toujours en réduisant une autre dépense sociale, jamais en augmentant les impôts sur les dividendes. Par ailleurs, comment imaginer que Macron remette l'impôt sur la fortune qu'il serait contraint de payer ? Son argument ne consiste évidemment pas à dire : « Je ne vais tout de même pas rétablir un impôt que je serais obligé de payer ! » Non. L'argument de tous les néolibéraux en faveur de la réduction d'impôt des riches consiste à dire que cela favorise l'investissement. Mais on sait depuis longtemps, depuis Thatcher et Reagan, que la réduction d'impôt des riches ne fait que favoriser leur consommation de luxe

René Berthier

1/ A short history of neo-liberalism: twenty years of elite economics and emerging opportunities for structural change". Voir également "Comment la pensée devint unique", le *Monde diplomatique*, août 1996

Stéphane Stéphane, sympathisant anar, et Gilet Jaune.

Putain!

Naître en 67. Grandir en HLM auprès de grands-parents ouvriers s'étant tirés d'une misère crasse à la force du poignet et de la soumission au patron, sachant à peine lire et écrire, pieds-noirs déracinés et furieusement anti gaullistes, anti "France de merde" et j'en passe. Dans le quartier, jouer avec Abdel, David, Juan ou Isabelle.

Ecole et collège publics, d'après 68 mais où l'on n'hésite toujours pas à mettre des baffes, à la joue comme au cœur, à tirer les oreilles et pratiquer l'humiliation publique des moins scolaires, des plus réfractaires, des qu'ont pas la moyenne. T'apprends. A faire le dos rond, te rendre insoupçonnable, obsédé à ne pas te faire remarquer, donc pas emmerder. Et puis le lycée, où t'apprends encore : à compter, coefficienter, argumenter, justifier, bref, t'insérer dans le cadre étroit des 270 points à obtenir, attestation d'une clôture réussie à ce que l'on appelle scolarité. Ensuite la fac bien sûr, comme une oasis entre deux déserts, où les mirages les plus variés t'offrent des routes à prendre pour "l'après", avant que le comptage de points et les murs des concours ne te stipulent à nouveau que tout ne sera que concurrence, course au fric et bien-pensance sine qua noniste afin de ne pas être trop emmerdé par les uns, rejeté par les autres, caricaturé par tout le monde.

T'avances. Tu sais pas dans quoi, t'as pas encore les mots, tu l'as comme sur le bout de la langue mais t'arrives pas à l'exprimer clairement. Tu sais que t'es pas à ta place, que ça ne te correspond pas, mais ta "place", ce sésame, devient une bouffonnerie que tu endosses avec le

sourire (la fameuse "banane" si rassurante aux yeux du troupeau) histoire qu'au moins on te foute la paix. T'essaies les cames, liquides, solides, fluides : tu vérifies que la vérité ne soit pas ailleurs ; t'endosses la rock n'roll attitude... et tu

finis par te convaincre que t'es rebelle, alors que tu ne fais que revêtir des oripeaux piqués à d'autres et pas forcément taillés pour toi. Mais qui t'es, toi ? Tu sais pas, personne t'a jamais vraiment demandé ni appris à y réfléchir et t'évites



au fond de te poser réellement la question, sentant que la réponse ne sera pas simple, ni à comprendre ni à assumer.

T'avances, tantôt locomotive et tantôt wagon de fond, au mépris de rails qui foutent le camp sous tes roues mal assemblées, sans regarder le paysage qui défile trop vite, seulement obstiné à rester accroché à la structure ; surtout ne pas dérailler ! Ne rien risquer qui desserve le bel équilibre de l'ensemble auquel tu t'es accroché et dont t'entends dire que t'es une pièce, un rouage, un collaborateur, vieille valeur française.

Tout devient compromis. T'es le compromis. On te présente ça comme une valeur, certains y voient de la sagesse, alors tu te compromets, encore et encore, acharné à te coupler, enfanter, élever, partir tôt le matin et rentrer vanné le soir, au terme de cette « journée de travail », ce festival de la routine où t'apprends plus, t'attends. L'avancement. La retraite. La mort.

Et ce cœur qui bat, encore et encore, malgré les pelletées de fadeur et le sentiment diffus d'échec, concept terrible, qu'on t'a incessamment invité à éviter, qu'aux yeux du monde tu as su contour-

ner, mais dont tu sais au fond de ce qui te sert d'âme que tu t'y es vautré, comme un porc dans la fange, mais avec moins de gloire.

Défilent les années, les votes, les gouvernements, les guerres, cette ronde sans fin des éternels retours. Tu te dis que c'est foutu, qu'y a plus rien à trouver en ce monde soumis aux réseaux, d'influence, sociaux, où on ne te propose plus que de consommer des clics, t'acoquiner exclusivement à ceux qui te ressemblent, à bouffer ce qu'il te reste de temps au service de GAFÀ, nouvelle hydre cnidaire, polype immortel, dans un grand renoncement à celui que tu fus : l'enfant en devenir auquel t'as renoncé, dont t'as trahi la quête complexe au profit de la tranquillité.

Et puis tout ça t'apparaît, tu sais pas trop pourquoi, peut-être parce que t'as été au bout de ces mots vidés de substance : citoyenneté, démocratie, tolérance, bienveillance et consorts, tous ces noms communs propres à t'étouffer de rire tant nos sociétés les ont vidé de sens. Le cynisme des bourgeois libéraux, leur froideur bienséante, qui nous en prient, et qui ricanent, à n'en plus finir, loups rassasiés d'eux-mêmes, ventripotents cruels,

confiscateurs du beau, du vrai et du réel.

Alors tu sors du rang, histoire de voir ce qui se passe ailleurs que dans ton train-train suspect d'inepties faciles. S'aventurer sur des ronds-points. Y croiser des gueux, des sans dents, des humains. Des qui te rappellent d'un coup d'où tu viens, toi, mais aussi bien d'autres. Du monde de l'espoir. Des lendemains qui chantent. Des combats à mener au nom du plus grand nombre, celui des petits, des cabossés, des méprisés, des exclus, bref, des gens.

Le monde tourne encore autour de ses puissants. Mais des failles apparaissent, des réchauffements, des hypothèses d'ailleurs comme autant de possibles ; des autrement. Et les mots te reviennent, sous les humiliations, les coups de matraques et les gaz de dispersion des foules. Tu souris. Tu les entends. Tu te les répètes à l'envie, conscient qu'a y est ! T'as enfin trouvé et tu te surprends à vivre : « No pasarán! »

Stéphane Stéphane

Les valeurs morales de l'anarchisme et de la pensée libertaire du point de vue de l'anthropologie.

L'anarchisme, avant d'être une théorie politique, est une philosophie sociale très ancienne. Elle repose sur l'idée que les êtres humains ne sont pas faits pour être opprimés et dominés par d'autres et que leur existence collective repose sur une

disposition à l'entraide généreuse. Dans les conditions actuelles de la vie collective mondiale aucune de ces deux conditions n'est satisfaite. La quasi totalité des habitants de notre planète vivent dans des conditions d'asservissement patents

ou déguisés et poursuivent leur intérêt personnel au détriment d'autres personnes. Comment expliquer que des mouvements spontanés de masse apparaissent avec fréquence et régularité dans les sociétés modernes inégalitaires, pour

exiger une complète égalité et une répartition juste des ressources, dans un esprit de partage communautaire et fraternel, et cela en dehors des cadres imposés par l'État ? La France a connu ces dernières années ce phénomène : Gilets Jaunes, ZAD de Notre-Dame des Landes, Indignés, Nuits Debout. En dehors de France, des mouvements de ce type sont fréquents : Occupy Wall Street, Black Blocs, Zapatistes mexicains, Rojava.... Tous ces phénomènes, dont la liste comprend une immense variété de révoltes populaires, de mouvements de contestation et d'expériences communautaires dans l'histoire des deux derniers siècles et bien avant, paraissent hétérogènes et différents mais se rejoignent tous dans le besoin d'une démocratie directe établie hors ou contre les pouvoirs de L'État.

Les théoriciens de l'anarchisme, comme Proudhon, Bakounine, Kropotkine, Makhno, et plus près de nous, Chomsky, pensent que l'anarchisme est inhérent à la « nature humaine ». Emma Goldman écrivait : « Je suis convaincue que l'anarchisme est trop vital et trop proche de la nature humaine pour mourir jamais ». (*A Life Worth Living*, 1934- ma traduction). Des philosophes et les sciences sociales depuis un demi-siècle ignorent ou refusent la notion de « nature humaine » qu'ils jugent fausse ou non pertinente pour leur propos. Or l'anthropologie sociale (autrefois appelée ethnologie) dans ses développements plus récents, alliée à d'autres disciplines (l'évolutionnisme darwinien appuyé par la génétique mendélienne, la primatologie, l'éthologie, la paléanthropologie informée par la génétique des populations, la psychologie cognitive, les neurosciences) vient confirmer certaines des convictions des penseurs de l'anarchisme et notamment que l'anarchisme et l'esprit libertaire sont ancrés dans la nature humaine.

Une brève mise en garde tout d'abord sur la question controversée de la « nature humaine ». Cette notion ne relève pas — ou ne relève plus — de la philosophie mais de la science. Celle-ci tente de distinguer ce qui est génétique, épigénétique et/ou culturel, ce qui est inné et/ou ce qui est acquis, ce qui ressort de la phylogénèse et/ou de l'ontogénèse, ce qui appartient à l'hérédité et/ou ce qui résulte de l'invention consciente, dans le cadre



de ce qu'on appelle la co-évolution. Nous sommes loin de tout savoir à ce sujet.

Homo sapiens est un mammifère qui a une histoire biologique dont les représentants actuels sont le résultat. Cette histoire est enfouie dans un passé de plusieurs centaines de milliers ou même de millions d'années. Nous ne connaissons réellement qu'une infime partie de cette histoire (moins de dix mille ans). Les nouvelles connaissances acquises dans les disciplines que je viens de citer permettent cependant de commencer à construire des hypothèses assez solides sur ce qu'était Homo sapiens avant qu'il ne devienne à une époque extrêmement récente un être urbain, hiérarchisé et soumis aux lois du marché.

Pour reconstruire une partie de cette pré-

histoire sociale, l'archéologie préhistorique ne possède aucune preuve ou indice directs des formes d'organisation collective jusqu'au néolithique. Les peintures de Lascaux ou de la grotte Chauvet ne disent rien des sociétés ou des groupes qui les ont faites : étaient-ils organisés en clans qui se combattaient ? étaient-ils patriarcaux ou matriarcaux ? se livraient-ils à la promiscuité sexuelle ou pratiquaient-ils le mariage monogame ? avaient-ils des chefs aux pouvoirs étendus ou vivaient-ils dans l'égalitarisme le plus strict ? quelques rares indices, assez tardifs, comme des tombes et des restes funéraires accompagnés d'ornements, signalent un début de différenciation sociale. L'évolution de l'outillage lithique permet d'inférer une évolution parallèle de l'appareil cognitif. On a encore d'autres indices mais rien de précis quant à la forme

exacte des organisations qui ont jalonné la préhistoire humaine ancienne.

On sait cependant, grâce à la génétique, plusieurs choses importantes : qu'Homo sapiens ne forme qu'une seule espèce dont l'âge peut remonter jusqu'à 300 000 ans, qu'il a côtoyé, qu'il s'est mélangé à, et qu'il a peut-être éliminé d'autres espèces ou sous-espèces humaines (Neandertal, Denisovan, Homme de Florès), qu'il est passé d'Afrique en Eurasie il y a environ 70 000 ans et que 30 ou 40 000 ans plus tard il s'était répandu sur tous les continents. On sait aussi qu'il était chasseur, cueilleur et charognard et qu'il devait se déplacer fréquemment et sur de longues distances. Ce mode de vie est plus ou moins celui des chasseurs-cueilleurs actuels, certains d'entre eux du moins, et l'on tient là une deuxième source d'information putative. L'ethnologie des chasseurs-cueilleurs modernes (ceux observés au 19^{ème} siècle et jusqu'à maintenant) livre des données qui peuvent être extrapolées avec prudence : On peut ainsi en inférer que durant le paléolithique l'homme se déplaçait en petites bandes nomades de type familial, tendait à être égalitaire et dans l'ensemble pacifique, qu'il exploitait de vastes territoires, qu'il était un chasseur intrépide et bien organisé, avec des armes de jet. On sait qu'il possédait le feu de cuisine, campait ou résidait dans des endroits protégés comme les grottes, ou dans des abris temporaires. Il fabriquait des outils, possédait le langage phonique doublement articulé et des capacités de représentation proches ou identiques aux nôtres dans leur dimension esthétique et symbolique. Tout cela ne donne au final qu'une image très floue de son organisation sociale ou plutôt de ses organisations sociales – car il est vraisemblable qu'il a expérimenté de nombreuses formes de vie collectives qui ont disparu sans laisser aucune trace – et ne permet surtout pas de comprendre comment nos organisations sociales modernes sont apparues.

On s'est contenté de l'hypothèse de la « révolution néolithique » qui constitue en fait une révolution technologique (« invention » de l'agriculture, de l'élevage, de la métallurgie, de la poterie) accompagnée ou suivie de la naissance de concentrations urbaines et de croissance démographique, ainsi que d'institutions

royales et religieuses. Cette séquence qui va de la bande aux royaumes et aux empires, en passant par les tribus et les chefferies, séquence que l'on retrouve indépendamment sur l'ancien et le nouveau monde, reflète bien l'évolution humaine dans sa phase ultime mais n'explique en rien pourquoi et comment cette forme d'organisation extrêmement hiérarchisée, reposant sur une sphère marchande, sur des idéologies de la soumission (abrahamiques par exemple (1)), sur la guerre et la compétition, est apparue et a fini par dominer toutes les autres.

Deux hypothèses sont logiquement possibles. Cette forme moderne de société hiérarchisée et inégalitaire était contenue dès le départ, en germe, dans les organisations primitives. Ou alors il y a eu, en raison de circonstances spéciales, une mutation de la forme égalitaire en une forme inégalitaire qui, en raison de son efficacité adaptative, a pris le dessus et éliminé toutes les autres formes d'organisation. D'une façon comme d'une autre il reste que 95% ou plus de l'existence terrestre d'Homo sapiens s'est déroulé sous le régime de petites bandes multi-mâles multi-femelles de douze à cinquante individus, de type familial et égalitaire, bandes labiles, en processus constant de fission-fusion, en contact les unes avec les autres, changeant de forme et de composition rapidement, sans pouvoir central, sans organisation politique. Ce qu'enseigne l'observation des chasseurs-cueilleurs (chasseurs à pied, nomades, sans surplus, à stockage limité) est qu'un certain nombre de règles, définissant une éthique minimale, sont systématiquement observées dont en particulier la règle de partage et de mutualisme, de solidarité interne de la bande, de soins aux enfants dispensés par l'ensemble du groupe, de consensus, voire d'unanimité dans les décisions, d'absence de toute forme de pouvoir politique (les « chefs » persuadent mais ne commandent pas). En un mot, si ces conditions prévalaient, l'homme a vécu dans un état de pure anarchie durant presque toute son existence. Il a ainsi acquis et fixé des comportements d'entraide et d'égalitarisme qui définissent sa nature sociale. Les quelques milliers d'années durant lesquelles il a plié sous le joug des contraintes hiérarchiques et a été enfermé dans la cage appelée « civili-

sation » l'a peut-être transformé mais n'a pas pu éliminer ce fonds de réflexes, d'aspirations, de valeurs qui lui ont permis de survivre en tant qu'espèce vivante.

Mais comment peut-on être sûr de cela ? A l'ethnologie comparée vient maintenant s'adjoindre une nouvelle source de connaissances dispensées par la biologie et deux de ses branches, l'éthologie et la primatologie. Tout d'abord la biologie renseigne sur certaines contraintes propres à différentes espèces. Il y en a au moins trois qui concernent directement l'espèce humaine. La première est la grégarité, la deuxième la coopération, la troisième la néoténie et la « K-stratégie ». On sait que les humains sont grégaires – vivent en groupes, collectifs, troupes, bandes, tribus ou autre – et non pas solitaires. C'est une donnée prioritaire. Ensuite ils coopèrent efficacement. La coopération existe d'ailleurs à tous les étages du vivant mais l'espèce humaine coopère de façon particulière. Enfin les humains font peu d'enfants (en général un à la fois) et le développement infantile est très long, l'enfant humain n'arrivant à maturité que vers quinze ans et son cerveau à vingt ans ou plus. Enfin, au contraire des insectes sociaux, l'humain est très autonome, sa marge de choix – eu égard principalement à la coopération – est très étendue. Sur cette base les groupes humains se sont formés en tenant compte de ces contraintes : il fallait coopérer avec des sujets très autonomes dans le but de protéger, alimenter et élever une progéniture extrêmement fragile et dépendante sur une longue période de temps. Dans la mesure où le sujet est autonome et où il doit coopérer s'il veut se reproduire, la coopération doit être voulue et ne peut l'être que sur la base d'une répartition équitable des tâches et des produits, du mutualisme (en d'autres termes de l'action altruiste d'intérêt personnel). Le souci de protéger sa famille est peut-être encore le souci le plus fréquemment attesté chez l'adulte. Le groupe familial fondé sur l'entraide et la coopération a été ainsi le creuset de l'évolution sociale. Nous sommes donc restés très coopératifs, très altruistes (mais de façon éclairée et pragmatique), et très profondément pénétrés de la valeur des relations personnelles. L'État moderne en faisant de nous des sujets abstraits a nié notre existence humaine primitive.

Mais celle-ci demeure persistante et s'exprime de mille manières au cours de l'histoire ancienne et moderne. Les manifestations diverses de l'esprit libertaire naissent de notre conscience commune et universelle, comme le foyer au centre de la terre qui jaillit par autant de volcans disséminés à la surface du monde.

On peut ainsi parler d'une grande mouvance libertaire et/ou anarchiste, sans tout confondre sous ce terme, car il est clair qu'un autre courant est apparu du-

rant l'histoire, celui de l'autoritarisme, du culte de la force, du pouvoir absolu, de L'État, celui des croyances à des entités fictives toutes-puissantes (la Nation, la Race, la Religion) et donc de la guerre. Ces deux courants s'entrechoquent toujours au sein des sociétés modernes sans qu'on puisse savoir lequel va l'emporter ou si une synthèse est vraiment possible. Après l'échec des expériences communistes, devant la dégradation morale et physique infligée par l'ordre étatiste et capitaliste, il ne

reste plus qu'à nous retourner vers les origines anarchiques de notre vie collective pour en tirer les enseignements et les convictions dont nous avons besoin pour inventer une autre forme de vie.

Charles Macdonald

(1) NDLR (*pour celles et ceux qui ont raté ou séché les cours d'éducation religieuse*) : Christianisme, Islam et Judaïsme.

L'anarchie moderne, une utopie réalisable ?

Qu'on se le dise : même si cela n'a rien de nouveau, parler d'anarchie en 2019, c'est passer pour un hurluberlu. Les écarts entre les classes sociales n'ont jamais été aussi grands, la Finance aura bientôt atteint le paroxysme de son influence, la pyramide hiérarchique s'étend toujours plus verticalement au sommet, toujours plus horizontalement à la base. Les frontières pourraient rapidement être renforcées par de nouveaux murs. Quant à la direction dans les entreprises, elle se concentre souvent autour d'une poignée d'êtres humains déshumanisés. Les chefs eux-mêmes sont dominés par des institutions, des forces et des règles qui les dépassent, telles que les normes légales, les banques, les lobbies et les obligations européennes ou internationales. Les technologies et les intelligences artificielles se perfectionnent à une vitesse incroyable, et au lieu de nous servir, finissent par nous asservir. Le libéralisme et le capitalisme détruisent l'Homme à petit feu, et dévastent le reste du Vivant à une allure effrayante, des êtres marins aux animaux terrestres en passant par les végétaux. A ce rythme, les humains foncent droit dans le mur.

Pourtant, plus le mur se rapproche, et plus l'instinct de survie se fait ressentir. On veut à tout prix éviter la catastrophe, changer de trajectoire. Et quand c'est trop tard, remettre tout à plat. Trop de hiérarchie tue la hiérarchie. Trop d'injustice génère une volonté d'équité. Et quand la démocratie devient faussée, le peuple implore d'être entendu. Alors que le système actuel s'éloigne toujours plus de l'idéal anarchiste, les exemples de projets libertaires actuels ou récents se citent par centaines, voire milliers.

Un village des Schtroumpfs sans Grand Schtroumpf

2014, au pied du Massif des Trois-Becs, à Saillans dans la Drôme. Tout démarre par un simple désaccord entre le maire et ses habitants. Lui veut construire un supermarché, eux souhaitent préserver les commerces du centre-ville. Le maire restant sur ses positions, la population prend le taureau par les cornes. S'ensuit une lutte sociale, d'abord, qui mène à l'abandon du projet. L'engouement se mue naturellement en un rodéo municipal hors-du-commun. A terre, le maire sortant n'en revient pas : quatorze habitants ont été élus à la tête de la mairie, rebaptisée « maison pour tous » pour

l'occasion. Ici, on ne porte pas de cravate et la porte reste ouverte. Des groupes « actions-projets » sont créés avec d'autres citoyens du village dont le nombre de 250 donne le vertige. Les responsabilités sont partagées et les sujets débattus sous toutes les coutures. Le principe est simple : chaque habitant, par son expérience et son vécu, peut apporter sa pierre à l'édifice au sein d'un système totalement horizontal. Dans cette utopie réalisée, tout n'est malheureusement pas réalisable. L'acceptation d'une partie de la population, par exemple. Parmi les anciens du village, les mentalités ont du mal à évoluer, à s'adapter au changement, et donc à participer aux assemblées citoyennes. Beaucoup critiquent la lenteur de l'avancement des différents projets, ainsi que leur faible degré d'« importance ». Mais c'est le chat qui se mord la queue. Car c'est justement à cause du nombre réduit d'adhérents à ce système innovant que les actions sont limitées. En interne d'abord, mais aussi sur un plan départemental. L'intercommunalité semble décrédibiliser Saillans et lui mettre des bâtons dans les roues. Tant que les autres villages ne franchiront pas le cap, la municipalité anarchique ne pourra devenir ni complètement autonome, ni totalement libre.



De salarié à décisionnaire, il n'y a qu'un pas

Bien d'autres exemples de pratiques libertaires valent le détour, notamment dans le milieu du travail. De plus en plus d'entreprises sont rachetées par leurs employés, qui tentent d'instaurer le principe d'autogestion et d'égalité salariale. Dans les SCOP, s'il existe un gérant, celui-ci

est censé coordonner les troupes et organiser les prises de décision. Pour autant, personne ne le considère comme patron, et chaque nouvelle mesure résulte d'une consultation commune des propriétaires de la société. Dès lors, les témoignages des salariés se suivent et se ressemblent : la motivation remonte, on ne compte plus ses heures. Comme quoi travailler pour soi, récolter ce que l'on sème, déte-

nir un pouvoir de décision : tout cela agit favorablement sur le bien-être au travail.

Art, culture et communautés

Sur le plan culturel, divers associations, festivals, labels de musique et troupes d'artistes ont tenté l'expérience ou continuent de le faire. Et lorsque cela capote, c'est parce qu'il faut répondre à un système, qui lui, n'est pas anarchique du tout.

Au Café de la Gare par exemple, fameux théâtre parisien qui fête cette année ses 50 ans et qui a vu passer Coluche, Dewaere, Miou-Miou, Guybet et bien d'autres, on a connu cette horizontalité. Cette absence de pouvoir. Cette répartition des tâches. Sotha et Romain Bouteille peuvent en témoigner. Le théâtre a été construit par les comédiens eux-mêmes. De 1980 à 1997, on faisait tourner une roue pour attribuer le prix des places aux spectateurs. Le plus chanceux recevait alors 1 franc pour entrer dans la salle. Chaque membre de la troupe était capable de faire la régie un soir, de monter sur scène le lendemain et de préparer la soupe le surlendemain. Lorsqu'un gérant est apparu pour remettre de l'ordre dans la comptabilité et la fiscalité, ce vent d'anarchie a, de fait, rapidement disparu. Il existe également quelques communautés, disséminées çà et là dans les coins reculés de France, œuvrant pour une réelle autonomie et un quotidien sans argent ni chef. Mais ils vivent en autarcie.

La politique dans tout ça ?

L'idée même d'élire un parti, un dirigeant, un président ou un maire ne peut coïncider avec les principes de base de l'anarchisme. Pour autant, on peut noter quelques rares mouvements politiques qui, bien qu'ils s'inscrivent dans un système électoral encadré par la Vème République, encouragent à la démocratie réelle, à la justice sociale et au renouveau. Je pense tout particulièrement au Rev-Parti, qui, quoi qu'on en pense, a au moins le cran d'inclure dans son programme des sujets peu ou jamais évoqués chez leurs concurrents, tels que l'abolition des frontières et la suppression du poste de président de la République. L'organisation, antispéciste de surcroît, fonctionne sur le principe de réunions citoyennes, participatives et régulières.

L'association Mouvement Utopia, qui n'est pas un parti, a pour sa part l'objectif d'élaborer un nouveau projet de société à travers la rédaction commune d'ouvrages ainsi que des rencontres basées sur l'échange et le partage d'idées.

Gilets Jaunes, ou l'insurrection apolitique

Je n'aurais pu citer tous ces exemples de projets anarchistes avérés ou approchants sans nommer celui des Gilets Jaunes. C'est d'ailleurs souvent dans la lutte que naissent les pratiques les mieux construites et les plus abouties. Dans chaque région de France, des assemblées ont été créées de façon totalement spontanée.

Au Puy-en-Velay, par exemple, dès la première réunion à laquelle j'assiste, je suis frappée par ce besoin unanime de démocratie directe. Cette méfiance envers un potentiel chef. La personne qui s'occupe alors de passer le micro le rappelle sans cesse : « ne me regardez pas comme ça, ce n'est pas moi qui prends les décisions, c'est nous tous ». Les participants, bien trop habitués à la hiérarchie oppressante, réapprennent progressivement à faire confiance, à se faire entendre et à bénéficier d'un pouvoir équivalent à

ceux des autres dans les prises de décisions communes. A chaque sujet abordé son débat, ses questions, ses suggestions. Les réunions durent longtemps, mais chaque point est approfondi, discuté en détail. Des commissions à thèmes ont été créées afin de mieux organiser le mouvement et faire entendre les revendications des habitants du coin. Requêtes qui sont relayées au sein d'assemblées régionales, puis nationales, notamment à Commercys.

Des contre-définitions qui nuisent à l'image

L'anarchie, étymologiquement parlant, signifie « absence de pouvoir / commandement / hiérarchie ». Pourtant, un tout autre sens lui est conféré, autant dans les médias que dans certains dictionnaires. L'anarchie est associée à tort au « bordel », au « chaos », au « désordre » ou à la « confusion ». Un système anarchique bien organisé montre pourtant qu'il est tout le contraire et n'est pas fondamentalement violent ! Le terme « utopie » subit le même triste sort. Dans sa définition première, rien ne dit qu'une utopie est impossible, seulement qu'elle « paraît » irréalisable. « Utopiste » est pourtant davantage associé à une insulte qu'à un

compliment...

Où cela va-t-il nous mener ?

Ce qui est certain, c'est que plus les actions anarchistes s'élèvent au grand jour, et plus elles peuvent servir de modèle, voire de tremplin. Chaque mouvement, chaque initiative est un moteur, un levier de vitesse. A nous de passer la seconde et de construire cette utopie dont nous rêvons, pas à pas. Certains projets s'effondrent à cause de ce système qui nous freine. D'autres persistent et signent. L'union fait la force. En tout cas, au regard des différentes pratiques passées et présentes, l'expérience montre toujours une importante implication des personnes concernées dès lors qu'elles se sentent responsabilisées. A chaque fois, le système s'avère efficace, tant qu'il n'est pas affaibli par celui qui lui fait face. L'anarchisme fonctionne de l'intérieur, ce qui est loin d'être le cas pour la hiérarchie, et encore moins pour les régimes monarchiques. L'utopie anarchiste a donc de beaux jours devant elle, à nous de prouver qu'elle est bien réalisable.

Azelma Sigaux

Projet : La Cécilia, lieu de vie communautaire

I. Pourquoi ?

Ce projet est né de l'urgence de réagir face au déferlement fasciste des sociétés quelles qu'elles soient, brésilienne (cf. Eduardo Rébua, *Le Monde Diplomatique Brésil*, n°138), ou des pays dit « développés » ou « sous-développés », pays régis par le capitalisme néolibéral mondial. Le capitalisme a atteint des niveaux insupportables de contrôle de l'imaginaire collectif à un point tel que « aujourd'hui il est plus facile d'imaginer la fin du monde

que la fin du capitalisme » (Jean-Claude Michéa) ; il menace non seulement l'être humain, mais aussi l'écosystème planétaire dans son intégralité. Il est nécessaire, vital d'organiser des relations sociales à travers un autre paradigme. La proposition qui suit ne correspond nullement à une amélioration, à un soin ou à un palliatif du système, ni à une expérience visant le divertissement (cf. Guy Debord, *La société du spectacle*) ni à un lieu de formation écologiste.

Elle se propose d'établir des relations de Vie, Politique et Militante dans l'esprit anti-autoritaire, libertaire, anarchiste.

II. Comment ?

Pour donner vie à ce projet, nous aimerions rencontrer des personnes qui ont le sens de la responsabilité, de l'éthique, de l'honnêteté, de la décence, de l'honneur et une vision de la vie en accord avec les principes d'orientation du projet. Elles doivent être disponibles, capables de s'in-

vestir humainement, posséder un minimum d'expérience pratique du travail, de la résilience et résistance physique, des compétences intellectuelles générales et spécifiques, des conditions économiques basiques pour pouvoir déboucher sur l'autosuffisance collective ; les premiers pas sont déjà donnés mais beaucoup reste encore à réaliser. Si vous désirez commencer avec nous ce projet, entrez en contact avec nous, présentez-vous et formulez vos possibilités de participation au niveau politique, humain, matériel et économique.

III. Orientations du projet.

1) Vivre et travailler ensemble :

- Égalité totale entre les personnes.
- Habitation communautaire, vie quotidienne collective et laïque.
- Organisation autogestionnaire et anti-autoritaire : les propositions sont discutées collectivement et les décisions, qu'elles soient d'ordre économique, social ou politique sont prises par tous à l'unanimité. Cela signifie que chacun soit responsable, capable de s'autogérer individuellement en fonction des décisions collectives, ce qui rend obsolètes les notions de « responsabilisé » et de « responsabilisateur » mais aussi de hiérarchie, de chef et de soumis. Ainsi l'organisation allée à la spontanéité peut enrichir chacun et la communauté.
- Les assemblées devront se dérouler périodiquement. Toute décision peut être rediscutée.
- En cas de délégation de pouvoir, celle-ci ne peut être que ponctuelle et pour un mandat précis. Les mandats doivent suivre l'orientation donnée par la communauté et rendre compte de leur mission.
- L'éducation, le bien-être et l'enseignement des enfants est une priorité, sous la responsabilité de l'ensemble de la communauté.
- Tout le monde travaille et se complète en compagnon, respectant la rotation des tâches surtout dans celles les plus ingrates.
- Chaque personne est responsable de ses mots et de ses actes et capable de tenir les rênes de son destin sans "Seigneur" qu'il soit terrestre ou divin. - Aucune question ou problème interne ne doit être résolu par l'intermédiaire de la justice de l'État.
- La communauté doit faire tout ce qui sera nécessaire pour défendre et protéger



contre les déviances et menaces internes comme externes, les principes anticapitalistes, anti-autoritaires, anarchistes établis dans l'orientation du projet.

2) Activités agricoles et d'élevage

- Recherche d'un équilibre entre travail humain et nature de façon à préserver, enrichir et embellir le milieu ambiant.
- Agriculture et élevage biologiques, écologiques, visant à l'autosuffisance et une production excédentaire (cf. Ana Primavera).

3) Développement de l'autonomie pour lutter contre le capitalisme et ouvrir ainsi une brèche dans sa carapace idéologique

- Production alimentaire abondante et variée.
- Énergies renouvelables (solaire, hydro-électricité, bois de chauffage, production de méthane).
- Préservation des sources d'eau.
- Production agricole et d'élevage indépendante de l'industrie agroalimentaire, tant pour la production (pesticides, fertilisants chimiques, aliments pour animaux,...) que pour la commercialisation (multinationales, grands groupes alimentaires,...).
- Développer le commerce direct de la production sans intermédiaires.
- Pour sortir du commerce et de l'argent promouvoir d'autres manières de faire circuler la production comme le troc, le

don, le contre-don - savoir donner, recevoir et rendre (cf. Marcel Mauss),...

- Collaboration sociale, culturelle et économique avec des structures locales : coopératives, syndicats, associations...

4) Activités militantes et enrichissement humain

- Ouverture et contacts avec d'autres initiatives libertaires au Brésil et d'autres pays.
 - Participer aux mouvements sociaux qui combattent les injustices et inégalités comme le Mouvement des Sans Terres, MPA, MOB, etc..
 - Organisations festives et rencontres culturelles avec une gestion collective.
 - Établir des contacts avec la population locale. (ex : marchés, "mutirões",...)
- Vivre sans Etat n'est pas une utopie !**

IV. Présentation des initiateurs.

Athées et libertaires, nous sommes Olivia, 54 ans, brésilienne et Didier 63 ans d'origine française ; nous habitons en France jusqu'en 2015 et étions respectivement productrice de plantes médicinales en agriculture biologique et professeur d'électronique. Nous avons de multiples compétences et connaissances en agriculture, en élevage, en construction du bâtiment, en électricité, en menuiserie, en artisanat et plus encore. Nous sommes soigneux, aimons le beau et nous avons la volonté d'apprendre chaque fois plus.



V Description du lieu.

L'emplacement que nous avons appelé La Cécilia en hommage à la colonie anarchiste installée à Palmeiras au Parana de 1890 à 1894, a une superficie de 116 hectares de nature préservée. Situé au sud de l'État de Minas Gérais (longitude - 45,203903 et latitude - 22,112426). Ce domaine en forme de bassin (entre 900m et 1200m d'altitude) se divise à 50% entre forêt et prés, il a 3 anciennes retenues d'eau, 2 sources d'eau, 3 cours d'eau et une cascade. Une route en terre de 7 kms mène de la route BR460 jusqu'à La Cécilia.

VI. Proudhon vit toujours : la propriété c est le vol.

Nous sommes propriétaires de la ferme La Cécilia : comme notre projet est anarchiste, c'est-à-dire communiste anti-autoritaire, il n'est pas question pour nous de propriété. Notre idée est donc de trouver une solution juridique qui protège la communauté anarchiste. Il sera

nécessaire d'établir un bail de location avec une valeur symbolique de 1R\$ annuel, stipulant que le propriétaire ainsi que les héritiers sont dans l'obligation de renouveler automatiquement le bail de location tous les siècles à la condition que les membres de la communauté respectent les principes anti-autoritaires et anticapitalistes établis par les fondateurs de la communauté dans le projet initial. À tout moment dans le cas contraire, c'est à dire non-respect des principes précités, la communauté perd ses droits, le bail est dissous et les terres reviennent aux propriétaires ou leurs héritiers.

VII. Ce qui fut réalisé en 2 ans par ces 2 escogriffes seuls.

- Rénovation d'une maisonnette (80m2) avec un fourneau à bois et l'énergie électrique solaire.
- Construction d'un hangar (84m2) pour le tracteur, outils tractés et outils de travail.
- Construction d'un chenil (15m2).

- Construction d'une bergerie (240m2) qui peut abriter 200 moutons.
- Installation d'une centrale électrique solaire (3KW).
- Terrassement pour la construction d'une autre maison (1000m2).
- Terrassement pour la construction d'une serre.
- Construction d'un pont en pierre et rénovation des anciens ponts existants.
- Canalisation de l'eau de 2 sources.
- Ouverture et débroussaillage de chemins.
- Débroussaillage et enrichissement de prés (5ha).
- Jardin de plantes médicinales.
- Jardin de légumes.
- Plantation de Moringa stenopetala, Cajanus cajan, Cratylia argentea, Gliricidia sepium, Leucaena leucocephala pour l'alimentation animale.
- Installation de plusieurs ruches de capture d'essaims sauvages.
- Élevage d'un troupeau de brebis (73 Dorpers et Lacones).
- Dressage de 2 chiens de berger.
- Une poule !

Salutations libertaires
Olivia et Didier

Contact :
Email :
Tel. WhatsApp : +55 35 9 8414 0735
Adresse postale :
Olivia e Didier Laffon Caldeira
Fazenda La Cécilia
Zona rural, caixa postal 18
cep :37472-000 Carmo de Minas
Minas Gerais, Brasil

L'écologie sociale et libertaire de Bookchin

Propos à partir de Murray Bookchin, *Pouvoir de détruire, pouvoir de créer*, publié à L'échappée, Paris, 2019.

Lorsque l'on pense aux grandes figures de l'anarchisme, on pense habituellement

à des penseurs du XIX^{ème} siècle ou du début du XX^{ème} siècle, Proudhon, Bakounine, Kropotkine, Malatesta, Goldman, etc. On pense moins en revanche – même si cela tend à changer heureusement – à Murray Bookchin, décédé en

2006, qui fut à la fois attentif à la théorie et à la pratique anarchiste, en rupture avec les mouvements marxistes avec lesquels il a milité dans sa jeunesse. Je voudrais ici insister sur son écologie sociale et libertaire, à l'occasion de la parution

récente d'un recueil de textes importants à l'Echappée. Bookchin a en effet développé une conception écologiste, fondée sur des connaissances précises – ce que montre l'entretien « la crise de l'énergie, mythe et réalité » – qui constitue un point d'entrée dans un renouvellement de l'anarchisme au XX^{ème} siècle. Le problème écologique devient, par son importance, dès les années 1960, un moyen de réinterroger la structure sociale existante, mais aussi les conditions de cet état de fait, à savoir les relations de pouvoir et de domination qui permettent celui-ci.

En quoi la pensée de Bookchin est-elle actuelle ?

A l'heure où le thème du « réchauffement climatique » est omniprésent, où les marches pour le Climat revendiquent la reconnaissance de l'urgence climatique et où l'environnementalisme tend parfois à la leçon de morale collective – remplaçant le discours politique par le discours moralisant pour tous, niant ainsi la dimension politique de la critique de l'écologie, au profit de « gestes citoyens » aussi nombreux qu'inutiles – Bookchin est rafraîchissant. Écologiste il l'est pourtant. Dès 1969, il annonçait « qu'il ne nous reste guère plus d'une génération avant que la destruction de l'environnement devienne irréversible » (p. 23), mais il se refuse aux alternatives nombreuses qu'on nous glisse aujourd'hui : liberté du marché et responsabilité individuelle, progrès technologique ou primitivisme, statu quo ou contrôle des naissances. Il pointe inlassablement au contraire le fait que la véritable cause du problème écologique réside dans les « racines sociales » de la crise.

Pourtant Bookchin se situe radicalement contre le catastrophisme écologiste. Si la destruction de l'environnement produit des résultats irréversibles, on n'assiste pas à une apocalypse, vendue notamment par la collapsologie aujourd'hui. Certes la domination de l'humain sur la nature est grave et provoque des dégâts importants, mais ceux qui prédisent la fin prochaine et brutale de toute la civilisation le font généralement d'une part en niant le fait que « la dégradation régulière » (p. 53) de l'environnement est bien plus probable

qu'une apocalypse, mais surtout pour défendre un agenda politique et idéologique particulier (prise de pouvoir technocratique et autoritaire, imposition de mesures aux citoyens). Tout cela a par ailleurs un effet pervers pour Bookchin : « *Paniquer face à cette crise, décrire en termes apocalyptiques l'inévitable 'effondrement' de l'environnement d'ici quelques dix ans, cela revient à encourager la passivité, un fatalisme mortel, qui favorisent le pouvoir en place.* » (p. 56). Il faut donc tout autant critiquer le mode de production qui engendre la dégradation de l'environnement que les « alternatives » réactionnaires se cachant derrière un discours révolutionnaire.

L'auteur donne quelques illustrations concrètes de ces pensées réactionnaires. La technologie est un bouc émissaire aisé (bien que Bookchin soit conscient du fait que la technologie a aussi un potentiel aliénant, voir « Les ambiguïtés de la science », p. 91), puisqu'il n'y a pas une technologie unique qui existerait indépendamment des conditions et des relations sociales ; le discours néomalthusien qui se cache derrière l'écologisme est potentiellement totalitaire en ce qu'il impose un contrôle social des naissances ; la responsabilité individuelle est factice lorsque la ville entière est pensée pour la voiture, que l'accès à des technologies est vu comme un moyen d'ascension sociale, qu'il est impossible d'aller travailler sans consommer du carburant ; la « régression mystique » (p. 145) de certains courants comme l'écologie profonde, qui ne mènent qu'à des discours vagues et imprécis sur « l'écospiritualité », revient à nier les conditions sociales du problème écologique.

Bref, Bookchin est un véritable remède contre ceux aujourd'hui qui veulent imposer un contrôle social technocratique à partir du diagnostic de la crise écologique, contre le citoyennisme qui en appelle à la responsabilité individuelle pour ne pas oser une critique structurale, contre les fausses réponses du « capitalisme vert », contre les appels aux « chefs d'État ou aux institutions bureaucratiques nationales et internationales, c'est-à-dire à



des criminels qui contribuent matériellement à la crise écologique actuelle » (p. 35), contre ceux qui fondent l'écologie avec une spiritualité New-Age, poreuse aux récupérations publicitaires du capitalisme.

« Le conflit entre l'humanité et la nature est un prolongement du conflit entre l'homme et l'homme »

Tous ces faux diagnostics manquent le cœur du problème : le pouvoir et la domination. C'est ici que la pensée de Bookchin est profondément anarchiste. En refusant les alternatives figées qu'on nous présente comme faussement évidentes, Bookchin montre que la véritable cause de l'exploitation de la nature – qui n'est pas uniquement un « environnement » qui nous entoure, passivement, mais un milieu avec lequel nous sommes en constante interaction, de ce fait Bookchin oppose constamment « environnementalisme » à « écologie sociale » (p. 80-81) – c'est avant tout le pouvoir, le pouvoir de subordination d'autrui à sa volonté propre.

Il y a donc une origine profonde à l'exploitation de la nature, qui n'est pour l'auteur qu'une forme spécifique d'exploitation : « *la conception selon laquelle l'humanité doit dominer et exploiter la nature découle de la domination et de l'exploitation de l'homme par l'homme, et même, plus loin encore dans le temps, de l'assujettissement de la femme à l'homme au sein de la famille patriarcale.* » (p. 28). C'est à partir du moment où l'humain se trouve être une ressource pour autrui, un moyen pour une fin, qu'il s'est également placé comme « maître et possesseur de la nature », selon l'expression de Descartes.

Bookchin vise ici une même origine à la domination : la hiérarchisation entre des individus exploitants et d'autres exploités, qui a produit l'idéologie productiviste et, finalement, capitaliste.

En effet, Bookchin trace une ligne conceptuelle entre d'un côté la domination de l'humain par l'humain dans le « marché bourgeois » (p. 68) et l'utilisation de la nature comme « ressource » (p. 69), permettant une plus grande productivité et un gain sur le marché, dominé par la concurrence et l'antagonisme entre individus. Cette intuition centrale d'une cause de l'exploitation de la nature dans le développement d'une forme de rationalité instrumentale est le cœur du diagnostic philosophique de l'auteur. Il faudra ainsi substituer l'écologie sociale à l'économie politique.

De ce fait, Bookchin est sceptique de toute solution qui ne passerait pas par une remise en cause radicale du pouvoir, de la domination et de la hiérarchie. Toute solution qui fait l'économie de ce questionnement est condamnée à un combat d'arrière-garde, un combat visant au *ralentissement* des logiques en place plutôt qu'à leur subversion. La radicalité de l'écologisme libertaire est, au sens propre du mot, radicale, à savoir qu'elle prend les choses à leur racine. Il faut ainsi lutter contre tout un univers en place : « Depuis la naissance, nous sommes conditionnés par la famille, la religion, l'école et le travail à accepter la hiérarchie, le renoncement et le pouvoir d'État comme les prémices fondamentales de toutes pensées. S'il ne se situe pas sur des bases entièrement différentes, tout projet de restauration d'un équilibre écologique ne sera qu'un palliatif voué à l'échec. » (p. 30).

L'écologie comme fondement politique stratégique

L'écologisme de Bookchin n'est pas un combat local, axé uniquement sur la défense de « l'environnement », mais une porte d'entrée vers une refonte globale de la société. En cela, le combat écologique étant stratégiquement le plus pressant, doit devenir le cœur de la réflexion pour la rénovation sociale. Du diagnostic bookchinien sur la cause de la dégradation écologique, on peut par exemple

tirer un argument fort contre le capitalisme : la rationalité capitaliste de la concurrence sur le marché, utilisant des « ressources » pour une fin de production et d'enrichissement, est antagoniste avec le respect de la nature, elle participe au contraire – puisqu'elle en descend directement – du type de rationalité qui est la cause du problème écologique. L'écologie sociale de Bookchin est un anticapitalisme radical. En effet, il oppose à l'économie de marché ce qu'il appelle une « économie morale », à savoir une économie qui réalise la sortie des modes de domination de la rationalité instrumentale : « *l'économie de marché et l'économie morale présentent des conceptions fondamentalement opposées de l'accomplissement de l'humanité et des buts qu'elle peut se fixer, conceptions qui définissent le sens même des fondements matériels dont dépend en fin de compte notre épanouissement.* » (p. 141).

L'auteur anarchiste appelle donc, plus positivement, à des réformes majeures de nos modes de vies, non pas pour revenir à une communauté primitive, ou à la « cueillette paléolithique » (p. 73), mais pour aboutir à des « écocommunautés ». Celles-ci ne sont pas un retour aux « communautés de contre-culture », telles qu'il y en avait beaucoup dans les années 1970-1980, mais des communautés d'humains à grande échelle, un « réseau de communautés libres » (p. 83), avec des individus capables de s'autogérer. Bookchin est ainsi parfaitement conscient des limites du discours du retour à la communauté : « *toute communauté autogérée s'efforçant de vivre isolément et de développer son autosuffisance court le risque d'être gagnée par l'esprit de clocher, ou même le racisme. C'est la raison pour laquelle il est nécessaire d'étendre la politique écologique des démocraties directes à des confédérations d'écocommunautés, et d'encourager de saines relations d'interdépendance au lieu d'une indépendance repliée sur soi et abêtissante.* » (p. 175). Le « municipalisme libertaire » (p. 179) qu'on accole au nom de Bookchin découle de cette théorie positive de l'organisation sociale, n'abolissant pas les relations d'interdépendances, constitutives de toute vie humaine, qui se forme dans la relation à autrui, mais qui modifie ces relations pour recouvrer un contrôle

humain sur son milieu. En cela, la multinationale et l'entreprise d'État sont des monstres au même titre, fonctionnant toutes les deux sur le modèle de la hiérarchie et du pouvoir bureaucratique. Le municipalisme libertaire, n'est pas alors le retour aux petites communautés fondées par des individus aux tendances autarciques mais un changement radical de projet de société, fondé plutôt sur la volonté collective d'une abolition, autant que faire se peut, de la hiérarchie et du pouvoir. Le nouveau mode de vie et de pensée que Bookchin appelle de ses vœux n'est donc pas un retour à la petite communauté, un primitivisme ou un retour à une spiritualité empreinte de mysticisme, mais avant tout un projet de renouvellement de nos catégories politiques et sociales, visant une reviviscence de la politique comme auto-organisation de citoyens libres dans les communes.

De son diagnostic à ses conclusions, Bookchin propose donc une théorie absolument soluble dans l'anarchisme. Les causes des problèmes écologiques sont le pouvoir et la domination, qui s'incarnent aussi bien dans le patriarcat que dans le capitalisme et dans l'exploitation de la nature ; les solutions consistent dans le fait de replacer les individus au cœur du système politique, en modifiant les milieux dans lesquels ils évoluent, de façon à permettre un véritable contrôle collectif du politique. On retrouve ici le mot d'ordre central de l'anarchisme, l'autogestion, qu'il faut relier avec un autre concept présent chez Bookchin (p. 177), bien qu'il n'en traite pas nommément dans ce recueil d'articles, celui de fédéralisme, qui constitue la mise en réseau des communautés, distinguant précisément le projet anarchiste d'un repli sur soi isolationniste de *happy few* privilégiés. On aurait tort, alors que l'écologie est plus que jamais un thème central et pressant, de se priver d'une référence aussi importante sur le sujet. Le travail de Bookchin permet à la fois de poser le problème écologique de façon libertaire, mais aussi d'éviter les écueils de l'écologisme contemporain.

NCJ.

Jemna, un oasis d'économie solidaire et d'autogestion (1)

Dans la région de Kébili du sud tunisien, se trouve un oasis du nom de Jemna. Un oasis, enclavé entre les montagnes rocheuses et le désert, qui surgit de la steppe brillant sous un soleil de plomb. Dans cet îlot de luxuriance, où l'on cultive et produit les meilleurs dattes du monde appelées « Deglet Nour » (Nour veut dire lumière en arabe), s'est déroulé une expérience unique dans son genre dans la Tunisie postrévolutionnaire. Depuis la chute du régime autoritaire de Ben Ali en 2011, Jemna donne une lueur d'espoir coupant avec le pessimisme ambiant qui s'est abattu sur les tunisiens.

L'histoire de cette palmeraie remonte à la période beylicale. Le 19^{ème} siècle fut, pour les paysans jemniens, celui du début des usurpations de terre et d'eau par les autorités beylicales (les régents de Tunis), qui ont réalisé le potentiel marchand de ces dattes d'une très grande qualité. Avec la colonisation française, l'oasis change de main. Un colon nommé Maus de Rolley s'empara des terres fertiles de l'oasis par expropriation en 1912, une pratique courante à l'ère coloniale. Cette expropriation provoqua une vive opposition des autochtones, dont certains furent arrêtés et emprisonnés.

L'indépendance de la Tunisie en 1956 fut une occasion pour les habitants de Jemna

de récupérer ce qui leur revenait de droit. Les jemniens tentèrent de conclure un marché avec l'Etat tunisien afin de racheter l'oasis. Les habitants parvinrent en 1963 même à rassembler la colossale somme de quarante mille dinars (ce qui correspond à la moitié de la somme totale) pour racheter la palmeraie. Les autorités tunisiennes utilisèrent cette somme pour des projets économiques au profit de la région, sans pour autant rendre l'oasis à ses véritables propriétaires. Par conséquent, les jemniens n'ont pas pu reprendre leurs terres. En fait, l'usurpation, une fois de plus, n'a fait que changer de main. L'expérience des coopératives qui débuta en 1964 mis un terme à ce rachat et l'oasis fut transformé en une terre domaniale, appartenant exclusivement à l'Etat tunisien. La fin ou l'échec de l'expérience des coopératives en 1969 marqua le début d'une nouvelle ère dans l'exploitation de cet oasis par les autorités tunisiennes.

En 1974, la STIL (société tunisienne de l'industrie laitière), une société étatique fut créée (appartenant notamment à Mzali Ben Osman Belkouja et autres ministres et hauts responsables) afin d'exploiter l'oasis de Jemna. Durant la période entre 1974 et 2002, l'exploitation des palmiers-dattiers de Jemna a fait le bonheur d'une coterie d'hommes d'affaires corrompus proches du pouvoir. La faillite de cette société en 2002 permit au régime de Ben Ali de louer illégalement 111 hectares de la palmeraie à un grand entrepreneur de travaux publics contre la dérisoire somme de 9734 dinars, alors que les bénéfices annuels de cette exploitation s'élevaient à environ un million de dinars. 74 hectares furent loués au frère d'un commandant du ministère de l'Intérieur qui fut d'ailleurs impliqué dans la répression des émeutes du bassin minier de Gafsa en 2008 et qui fut arrêté pendant la révolution.

Le 17 décembre 2010 éclate la révolution tunisienne. Le régime s'enfonça dans une répression policière féroce qui conduit à sa chute le 14 Janvier 2011. Deux jours avant la fuite de Ben Ali du pays, les habitants de Jemna se dirigèrent vers la palmeraie et y prirent le contrôle, en mettant fin à des décennies d'usurpation, d'expropriation, de corruption et népotisme. Les « anciens locataires » de l'oasis tentèrent de faire appel à l'armée afin de récupérer leurs soi-disant « biens », mais devant l'obstination et la détermination de centaines de Jemniens qui ont dressé un sit-in dans l'oasis, l'armée dut reculer, évitant une confrontation directe avec des habitants remontés contre tous les représentants du pouvoir central.

Ainsi commença l'exploitation de l'oasis par les habitants qui se sont tout d'abord organisés pour gérer leur oasis. Pour ce faire, ils ont créé après la chute du régime un Comité pour la protection de la révolution, sans aucune hiérarchie, tous chefs et tous membres. Le comité a été transformé en une association dont les membres ont été élus librement et démocratiquement. Les réunions et les décisions se faisaient sur la place publique. Les membres de l'association ont choisi le mode d'autogestion, accessible à tous les habitants de Jemna. Ce mode de gestion a permis de gagner l'adhésion de la majorité des jemniens. Cette expérience a remporté un succès retentissant dont les médias se sont largement fait l'écho. Mais, autogestion et économie solidaire sont des termes qui font peur à l'ordre établi. Ce dernier va tenter par tous les moyens de juguler l'expérience de l'oasis de Jemna. Dans le prochain article, je vais vous relater les réussites de l'expérience de Jemna sur le plan économique, social et écologique ; ainsi que le feuilleton du bras de fer politico-juridique entre les défenseurs de l'association de l'oasis de Jemna et les autorités tunisiennes.



Idées noires sous gilets jaunes

Dans la diversité du mouvement des gilets jaunes, le courant le plus proche des idées libertaires prend de plus en plus d'ampleur. C'est celui qui a réalisé à Saint-Nazaire, du 5 au 7 avril, la deuxième « Assemblée des assemblées », développant de manière considérable la première de ces rencontres, qui avait eu lieu à Commercy les 26 et 27 janvier. Les déclarations finales de ce week-end d'avril ne laissent aucun doute sur la radicalité de ce courant, qui n'en maintient pas moins fermement les revendications les plus consensuelles et fondamentales du mouvement tout entier, à savoir la justice fiscale, l'augmentation des bas revenus, la préservation des services publics, une transition écologique socialement juste et une démocratisation de la sphère politique. S'appuyant sur cette base minimale commune, l'Assemblée des assemblées de Saint-Nazaire envoie des appels nettement plus ambitieux, qui sont à présent soumis aux assemblées locales pour être rediscutés et validés ou amendés.

- L'appel « pour les assemblées citoyennes » invite la population tout entière à se réapproprier le pouvoir politique en créant « dans chaque commune de France où cela est possible une ou plusieurs assemblées citoyennes et populaires », qui pourront se fédérer en réseau pour échanger leurs expériences. Cela peut passer ou non par la présentation d'une liste aux élections municipales.
- L'appel « pour une convergence écologique » remarque que « c'est la même logique d'exploitation infinie du capitalisme qui détruit les êtres humains et la vie sur Terre », que les biens communs nécessaires à la vie ne peuvent être des marchandises, que les ressources doivent être partagées et la production contrôlée, bref que c'est au système économique dans son ensemble qu'il faut s'attaquer.
- L'appel « pour l'annulation des peines » exige l'annulation de toutes les condamnations et poursuites prononcées à l'occasion de cette lutte, ainsi que la défense des libertés et droits fondamentaux, et le

retrait de la loi « anticasseurs ».

- L'appel « à l'action et à la mobilisation pour la période des élections européennes » rappelle que ces élections sont une mascarade puisque le parlement européen n'a aucun pouvoir et que la Commission qui décide de tout est nommée directement par les chefs d'État sans aucun contrôle d'aucune sorte. Il propose donc des actions d'information et de dérision par rapport à cette tromperie, ainsi qu'une convergence des peuples européens à Bruxelles pour « construire l'Europe des peuples » et jeter les bases « d'une entente fraternelle entre les peuples d'Europe et d'ailleurs ».

Un mouvement de plus en plus lucide et radical

Si l'on doutait du caractère anticapitaliste, anti-étatiste ou internationaliste du mouvement, voilà de quoi rassurer, du moins pour ce qui concerne ce courant, qui rassemblait à Saint-Nazaire environ 250 délégations. Quant à savoir précisément quelle part du mouvement total est en accord avec cette tendance, c'est à peu près impossible à chiffrer, mais des participants bien renseignés estiment que plus de la moitié des gilets jaunes y sont favorables.

Il n'est sans doute pas nécessaire de rappeler à quel point, dans les assemblées de gilets jaunes, l'organisation des débats et le contrôle des mandatés est conforme au fonctionnement libertaire ; cette évolution des pratiques est maintenant bien installée dans la plupart des mouvements sociaux.

Ce qui est plus étonnant et plus encourageant pour l'avenir, c'est la rapidité avec laquelle s'est répandue l'analyse des véritables causes des injustices sociales et des dégâts environnementaux. Alors que la plupart des associations de gauche s'en remettent encore à l'État pour sauver les populations et les biens communs contre la prédation des entreprises et des banques, ce mouvement-ci s'attaque en premier lieu à l'État, en lui reprochant

précisément de favoriser les riches et de semer légalement la précarité, et de plus en plus nombreux sont ceux qui comprennent que des politiciens professionnels ne pourront jamais faire autre chose, tant ils sont coupés des réalités du peuple, indifférents à elles, pourris par leurs collusions avec les possédants et possédants eux-mêmes. De là à mettre en question le principe même de la démocratie représentative, il n'y a qu'un pas, que certains ont déjà franchi et que beaucoup d'autres pourraient bientôt franchir si nous continuons à mettre en évidence le lien incontournable entre l'économie capitaliste et cette classe politique séparée de la société. La demande d'instaurer un « référendum d'initiative citoyenne », toute maladroite et insuffisante qu'elle soit, est un symptôme de mise en question de la représentation, puisque c'est bien parce qu'ils ne se sentent pas « représentés » que des citoyens ordinaires veulent pouvoir présenter eux-mêmes un projet de loi ou la suppression d'une loi, la révocation d'un élu ou une modification de la Constitution. La désillusion vis-à-vis de l'État se manifeste aussi par le refus massif du « grand débat », et elle est constamment alimentée par le déchaînement de violence contre les manifestants, qui a révélé à beaucoup de gens la vraie signification du « monopole de la violence légitime ». D'autres signes du désir de démocratie directe sont partagés par l'ensemble du mouvement, comme la mise à l'écart des « leaders autoproclamés » qui ne règnent plus que sur les moyens virtuels, et la très grande méfiance envers toute récupération par des partis politiques, syndicats ou factions électoralistes qui naîtraient de l'intérieur du mouvement.

La convergence par le municipalisme libertaire

Cette méfiance, tout à fait lucide et justifiée, donne peut-être à certains d'entre nous trop de scrupules pour intervenir dans le mouvement afin de le pousser dans le sens libertaire, alors que celui-ci

semble pourtant être l'aboutissement logique de sa prise de conscience et de ses revendications. Or ces scrupules, au vu du processus engagé à Commercy puis à Saint-Nazaire, n'ont plus de raison d'être. Car les initiateurs de ces assemblées n'ont pas eu besoin de participants anarchistes pour trouver une orientation libertaire : ils l'ont rencontrée dans l'œuvre de Murray Bookchin et sa proposition de municipalisme libertaire (2). Quelles sont les grandes lignes de cette proposition ?

Dès les années 1960, Bookchin (parmi d'autres) dénonçait les ravages potentiellement irréversibles d'un mode de production qui ne peut se maintenir sans une augmentation constante du profit à destination des actionnaires, et d'un mode de consommation fondé sur la création illimitée de besoins artificiels. Il montrait la collusion des États et des grandes multinationales en matière d'énergies qui, au lieu de favoriser les techniques renouvelables non polluantes, investissaient massivement dans le nucléaire, sans égard pour ses dangers pourtant bien connus, ainsi que dans de nouveaux modes d'extraction d'hydrocarbures. Il dénonçait déjà la culpabilisation des classes moyennes au motif qu'elles achetaient des maisons en périphérie urbaine et se déplaçaient en voiture, alors que tout l'aménagement du territoire et des transports avait été délibérément orienté vers ce type de marchandises. Face au cynisme des décideurs et à l'inconscience d'une grande partie des populations, Bookchin fonda l'écologie sociale, dont le municipalisme libertaire est le volet politique.

L'écologie sociale consiste à reconstituer des « cités » à l'échelle humaine en recréant dans chaque quartier de mégapole et dans chaque désert suburbain l'ensemble des services et des activités nécessaires à la bonne vie. Pour éviter les choix aberrants dictés par la folie du profit et de la domination, toutes les décisions concernant la production du nécessaire, sa répartition, l'énergie, les aménagements du territoire, etc., doivent être prises par les assemblées des habitants, en fonction de leurs besoins et de leurs ressources propres. La délibération en assemblée permet à chacun d'entendre des points de vue différents du sien et de passer ainsi d'un jugement unilatéral à un jugement élargi. Par ailleurs, l'absence de



*Murray Bookchin en 1990 :
Déjà aux côtés
des gilets jaunes*

grandes différences de propriété et de toute hiérarchie enlève toute possibilité de pression ou d'imposition d'une décision par des personnes avides de pouvoir. Quant à l'argument de la complexité des questions et de l'incompétence des gens ordinaires, il peut être balayé facilement — cela fait 2500 ans qu'il a été balayé par Aristote dans sa *Politique* : pour juger de la meilleure option même dans une matière technique, il n'y a pas besoin d'être un expert, il suffit de savoir comprendre des informations et des arguments, et de savoir évaluer les conséquences des différents choix. Certes cela demande un certain entraînement, mais un entraînement qu'on acquiert sur le tas, en allant chercher l'information où elle se trouve et en apprenant au fil des expériences. Sans compter que, dès que l'instruction scolaire ne serait plus sous la coupe des gouvernements oligarchiques, les enfants acquerraient ces capacités d'évaluation au sein même des cours et des assemblées internes à l'école.

Du court terme au long terme

En écho à cette proposition de Bookchin, la partie la plus avancée du mouvement des gilets jaunes appelle à former des assemblées locales durables, réunissant tous les habitants d'un village ou d'un quartier, pour délibérer sur toutes les questions de l'aménagement de la vie en commun. Ces assemblées pourraient soit constituer un contre-pouvoir assez puissant pour faire pression sur les décisions des autorités officielles, soit prendre le pouvoir municipal lui-même pour le faire fonctionner de façon assembléiste. (On peut se rendre compte de l'étendue des pouvoirs communaux et de leur possible gestion en commun en consultant le site de la commune de Saillans dans la Drôme, où une démocratie participative fonctionne depuis quelques années, quoique sans référence à la tradition libertaire et d'une manière encore partielle.)

Les différentes étapes de la reprise du pouvoir local, puis sa possible fédération en réseau régional, ont également été

pensées et partiellement expérimentées par les écologistes sociaux autour de Bookchin, et c'est pourquoi ses œuvres constituent une mine de renseignements tant théoriques que pratiques. Par exemple, sur l'avancée graduelle depuis les revendications les plus basiques jusqu'à l'objectif complet, Bookchin est très clair tout en laissant ouvert le processus : « Dans un programme, les buts immédiats servent à attirer les gens pour qu'ils en viennent plus tard à soutenir les buts éloignés. Des gens pourraient bien voter pour un candidat municipaliste libertaire parce qu'ils sont d'accord avec les buts immédiats du programme ; et, au début, il est possible qu'ils soient d'accord ou non avec les buts éloignés. (...) Un mouvement municipaliste libertaire devra, bien sûr, se battre pour réparer des injustices précises, et cela doit faire partie de son programme, en même temps qu'il lutte pour des buts plus vastes de liberté et de démocratie directe. Mais si nous ne faisons que combattre les injustices, sans offrir un idéal de liberté, nous ne nous attaquerons pas à la racine des injustices que nous voulons corriger. (...) Les municipalistes libertaires commencent par

réclamer la justice sur des questions particulières de la vie quotidienne, des revendications qui lancent un défi à divers intérêts capitalistes comme l'immobilier, la construction, le commerce de détail, etc. Le mouvement grandit et grandit, en même temps qu'il réclame à l'État fédéré ou à l'État-nation, par les assemblées populaires, de plus en plus de pouvoir. C'est un processus dynamique qui suppose un accroissement constant des institutions potentiellement démocratiques. (...) Il lui faudra affronter le capitalisme et l'État à chaque pas en avant et les repousser aussi loin que possible jusqu'à ce que la confrontation atteigne des proportions révolutionnaires. À compter de ce moment, les circonstances elles-mêmes décideront quelles approches, quelles mesures ou (pour employer un mot que je n'aime pas) quelles tactiques le mouvement devra adopter. » (1)
Conclusion : une alliance à saisir
Ces quelques exemples, que l'on pourrait multiplier, montrent que les appels de Saint-Nazaire « pour des assemblées citoyennes » et « pour une convergence écologique » sont en accord étroit avec la proposition du municipalisme libertaire.

Depuis le temps que cette proposition existait, portée seulement par une petite minorité de militants, il lui manquait justement ce qui est en train de se passer : d'être adoptée spontanément et de sa propre initiative par une population nombreuse dans toute sa diversité, qui a déjà commencé à la mettre en pratique pour les besoins de la lutte et est sur le point de passer à son prolongement dans des institutions plus pérennes d'organisation de la vie commune. C'est le moment pour les anarchistes de ne pas se raidir sur des positions intransigeantes rejetant ce qui ne serait pas « tout, tout de suite » et d'accompagner sans forcer le processus vers de plus en plus d'autonomie par rapport au système dominant. C'est le moment pour les gilets jaunes de ne pas avoir peur du changement, de ne pas se réfugier dans le giron des institutions existantes, faussement rassurantes, de ne pas retourner vers l'illusion que qui ce soit d'autre qu'eux-mêmes peut les sortir du marasme. C'est une rencontre à ne pas manquer, si nous le voulons.

Annick Stevens

Un jour, nous n'aurons plus ni dieu, ni maître

Un jour, nous n'aurons plus ni dieu, ni maître,
Ni État, ni nation, ni patrie, ni patron,
Ni frontière, ni barrière, ni barreau, ni pognon,
Ni possédant, ni exploitateur, ni dirigeant, ni religion.

Mais nous aurons du temps dans la collectivité,
Une fois le nécessaire achevé.
Nous prendrons le temps de profiter,
De cette vie qu'auparavant on nous volait.

Un jour, nous n'aurons plus ni dieu, ni maître,
Car nous mettrons fin à l'oppression.
Fini le salariat et sa domination,
Fini l'autoritarisme et sa coercition.

Dorénavant, nous serons tous égaux,
Et l'on pourra enfin partager,

Les richesses terrestres et même l'eau,
Qu'auparavant on nous spoliait.

Un jour, nous n'aurons plus ni dieu, ni maître,
Car le pouvoir n'aura plus lieu d'être.
Quiconque le reprendra sera stoppé,
Net, dans son élan, nous saurons l'arrêter.

La liberté la plus totale nous aurons gagnée.
Conquête dans les luttes parfois acharnées,
Où les larmes et le sang furent souvent versés.
Et jamais plus nous ne laisserons personne nous l'enlever.

Un jour, nous n'aurons plus ni dieu, ni maître,
Puisque guerres et conflits auront disparu
De la surface de la terre ; on n'en verra plus.

Ainsi, nous ne connaissons plus jamais de vaincu.
Fraternité et sororité fleuriront à la lumière,
D'un monde meilleur auquel nous serons fiers,
D'appartenir tous ensemble car cette fois libertaire.
Tous vainqueurs et unis à jamais sur la terre.

Un jour, nous n'aurons plus ni dieu, ni maître !
Et puis notre patrie sera le monde,
Et puis notre loi sera la liberté,
Car ce jour-là, nous serons tous émancipés...
... Et tous les murs seront tombés

Frédéric Pussé,
Groupe de Metz de la Fédération Anarchiste
Avril 2019

Nous, les enfants de Diogène

Devenir anarchiste : un parcours.

Serions-nous tous fous originellement ? Comment penser une histoire qui ne s'illustre que par la haine ? Quand l'humanité cessera-t-elle de creuser sa tombe, enfouissant avec elle ce qui tente de ralentir son ouvrage destructeur ? Ici et partout, on viole, on torture, on

Qui sommes-nous ? Quelques molécules éparées venues de la terre et de l'espace qui recommencent leur voyage après un court passage dans notre organisme. Qui dit cela ? Elisée Reclus, dans son *Histoire d'un homme*. Il dit aussi ceci que l'histoire de l'humanité tout entière n'est qu'une ride presque imperceptible sur la mer sans bords des temps.

négocie femmes, armes, drogues et croix gammées ou non.

Du haut de leurs tours, les autres boursicotent.

Vive la révolution sociale, vive l'anarchie, je vous ferai tous sauter ! criait Clément Duval lors de son procès.

Une armée de fiers crétins a envahi la terre. Ils agissent avec notre voluptueux consentement. Les rues voient déambuler une foule autiste de déphasés aphasiques ne se parlant qu'à eux-mêmes. Quand je me

croise dans la rue, j'ai envie de me sauver en courant tellement je me fais peur.

Nous héritons d'un monde qui, par son déchainement productiviste, a inévitablement procédé à l'éviction de ce que nous chérissons et décidé de nous punir si nous ne débroyons pas nous-mêmes ses poubelles. Ah oui ? Honte à ceux qui refuseraient d'être de parfaits citoyens écologiques, proclament les slogans du nouvel hypermarché bio mondial. Ah bon ? Sans nous. Tu en as marre de la bouillie qu'on te sert au zoo et tu voudrais qu'on te foute la paix. Qui ça, « on » ? Ou, ça commence par soi.

« Tout ce qu'il peut y avoir d'irrégulier, de hasardeux, d'imprévisible dans un processus, c'est ça qui m'intéresse. Par ce biais, nous échappons à l'idée de fatalité. Nous restons debout, vigilants, acteurs de nos vies. Toi aussi, n'est-ce pas ? » Il se lève, fait trois pas, se retourne : « Mais surtout, n'oublie jamais : être en vie est l'unique principe explicatif final de tout. C'est simple et définitif. Survie-toi. »

Mourir n'est rien, c'est vivre qui est compliqué.

Entre coup de cœur et coup de gueule, *Nous, les enfants de Diogène* veut tendre une embuscade, au moins filer un coup de pied dans la fourmilière, en balayant le moindre prétexte à attendre que passe l'orage. Point d'orage, mais un désastre annoncé, désormais mesurable même par les plus distraits, même par les fripons et les fanatiques qui entrebientent la plaie. Si l'écriture ne défonce pas l'ordre établi, elle peut le déstabiliser.

Il va falloir rudoyer notre petit arsenal de narcoses anesthésiés si l'on ne veut pas se retrouver le cul par terre à rugir de douleur, il va falloir nous outiller.

Le choix du genre romanesque s'est imposé. Il fallait de la chair, du sang, des émotions pour que s'exprime le

rage dans tous ses états. Il fallait inventer des personnages, irréductibles singuliers sans grade, ni discours ni

prérogative à faire briller. Il fallait les embarquer dans une histoire en veillant à leur laisser la bride sur le cou. Pas question de perturber leurs trajectoires, juste saisir au vol ce qu'ils repéraient. Aucun d'eux n'est médiocre. Aucun n'est tranquille, ni sûr de lui. In-

Puisqu'on nous a confisqué notre part de soleil, on n'a qu'à se déplacer ou, mieux, bousculer les immondices qui entravent notre marche. Bouger hors de nous-mêmes, faire des hypothèses, dépasser le présent et son apparente inertie. Comment s'y prendre pour ne pas en rester là ? Créer un angle mort et, dans son ombre, préparer l'embuscade.

Dans quel bordel sommes-nous plongés, tous ? Dans un grand resto où les gros bouffent les petits, un baignoire, une morgue ?

personne.

Écrire est une façon d'œuvrer au chantier en cours. Quand la rage le dispute à l'effroi, alors que tout nous a attaqué, écrire peut magnifier, en la clarifiant, notre volonté de vivre. Une seule certitude fait grincer le stylo sur la feuille : les rois sont nus, d'une définitive laideur, et les institutions politiques et leurs représentants ne peuvent en aucun cas établir un monde libre, égal et fraternel.

Pour que le monde soit à nous, il ne doit être à personne.

Nous sommes embarqués sur le même bateau terrestre, bêtes, plantes et hommes confondus. Reste à bâtir une histoire qui tienne d'aplomb pour que demain ne soit pas le lendemain du désastreux hier. J'imagine qu'un livre permet d'atteindre des amis qu'on ne connaît pas encore. A tous ceux qui pensent que ça vaut le coup de se bouger hors du marécage et de ses miasmes, le livre propose une échappée.

ooo

L'anarchisme n'est ni un dogme, ni un programme, ni un système, ni un objectif futur. C'est une manière de penser, d'agir et d'interagir. Individuellement et collectivement, car il n'y a pas de rupture, de contradiction entre ces deux termes.

Qui suis-je ? Une machine infernale, autonome en énergie renouvelable et sans valeur marchande. Je est subjectivité pure (les classiques), Je est un autre (Rimbaud), Je est contingent (Sartre), le Moi est irréductible singularité (Stirner), le Moi se situe entre le ça et le surmoi (Freud).
 Donc ?

Admettons que je sois un personnage de fiction. C'est comme un jeu d'enfant, il s'agit de trouver l'image cachée dans le dessin. Sans signe particulier et de conception française, le hasard m'a fait naître à Paris. Sillonner dès l'enfance le quartier latin dans une période historique vivifiante, rencontrer à chaque coin de rue le monde en mouvement, ce fut ma chance et mon héritage. Une chance à saisir, un héritage à cultiver. Mais on a des pieds, pas des racines. Les pieds, c'est fait pour marcher. J'essais de ne pas m'arrêter à l'angle de la rue. C'est à peine suffisant, une vie pour ça.

Que disait Baudrillard en 1977 sur la question du pouvoir :

Voilà peut-être, en effet, le secret : savoir que le pouvoir n'existe pas ! Cela confère une immoralité et une efficacité extraordinaires.

On l'avait dit pour les Papes qui savaient que Dieu n'existait pas au contraire de toute la postérité chrétienne. On l'a dit aussi pour les banquiers qui savent eux que l'argent n'existe pas, que l'argent ne se possède pas.

Ni l'institut ni Ben Hur, mais les comptables et les banquiers nous ont appris une certaine arithmétique, normal c'est leur métier
 - Je te file cent balles.
 - Tu bosses grave en échange.
 - Je me fais minimum mille balles avec.
 - Tu rachètes ma came, celle que t'as fabriquée, au prix fort.
 Un truc biblique.

Qu'est-ce qu'on peut bien faire à Paris ? J'ai glané divers petits savoirs fertiles dispensés par la Sorbonne. La philo pour comprendre comment ça marche, la muscologie pour comprendre comment ça chante. Des outils de jardin qui aident à débroussailler le terrain, à aiguiser les sens. Jusqu'à ce qu'on réalise que le doute est la seule règle du jeu qui vaille et qu'il va falloir inventer de nouveaux repères puisque ceux qu'on nous sert sont truqués.

Inventer de nouveaux repères ? Pour amorcer le chantier, j'ai tenté de mettre à plat dans un livre ce qui fonde et alimente le trucage.

De la vie, on ne sort pas vivant, alors je fonce.

A Giordano Bruno, je laisse le dernier mot : Tout ébranler pour connaître l'inébranlable.

Michèle Victor

Le texte central est la présentation que Michèle Victor a faite de son livre **Nous, les enfants de Diagène** paru en septembre 2017 aux Éditions L'Harmattan. Les textes des vignettes (© Éditions L'Harmattan, 2017) sont des extraits du livre qui est une fiction politique.

A propos d'Anarlivres et de bien d'autres choses

Vous trouverez en fin d'article les liens des sites soulignés.

Au cours de l'année 2000, l'essoufflement puis la disparition du groupe Sacco-Vanzetti après une trentaine d'années d'activité militante au sein de la Fédération anarchiste m'a conduit à envisager une aventure individuelle : l'édification d'une bibliographie en ligne des ouvrages en français sur l'anarchisme. A l'époque, rien n'existait de ce genre à part quelques ouvrages comme la *Bibliographie de l'anarchie* (1897) de Max Nettlau, les études de Hem Day (années 1960), les annexes du *Mouvement anarchiste en France* (1975) de Jean Maitron, les deux catalogues de l'Institut français d'histoire sociale (1982 et 1993), les bulletins du Centre de documentation anarchiste (FA, 1988-1993)... Il y avait aussi plusieurs sites Internet comme ceux des **CIRA** de Lausanne et de Marseille, de l'**Institut international d'histoire sociale (IIHS)** ou celui du **Catalogue collectif de France (CCFR)**, qui décrivaient les ouvrages conservés. Ce furent de précieuses sources de documentation, mais aucun ne se donnait comme axes la spécificité du thème et l'exhaustivité. Je me suis vite rendu compte que ce serait une tâche sans fin – fort heureusement – et que seul l'informatique me permettrait une rapidité de mise à jour.

Un outil au service de tous

C'était un pari un peu fou : songez que Proudhon – l'un des pères ou grands-pères de l'anarchisme ! – fait paraître *Qu'est-ce que la propriété ?* en 1840 ! Combien d'ouvrages ont été édités depuis, et les rééditions complètes ou partielles, sous forme de brochure... ? Je me suis mis à la tâche, profitant d'une période de chômage et après une formation Web,

compilant tous ces inventaires, comparant et vérifiant les infos, pour présenter une première mouture bien imparfaite d'**Anarlivres** (www.anarlivres.org) en février 2001. Au même moment naissait le site Catalogue général des éditions et collections anarchistes francophones (**Cgécaf**) qui avait le même but avec des moyens et des conceptions différentes.

Je souhaitais fournir un moyen de vérification et de recherche aux militants, universitaires ou simples curieux, en leur indiquant également où ils pouvaient trouver ces ouvrages. Avec le développement des outils numériques, il est devenu possible et intéressant de pouvoir visionner (sur **Calaméo**, entre autres) ou de télécharger ces documents (directement ou grâce à des liens extérieurs). Aujourd'hui, Anarlivres recense près de 10 000 références et permet le visionnage ou le libre téléchargement de quelques 900 titres. Mais nous reviendrons plus tard sur ce qui concerne la mémoire du mouvement. Ce qui m'intéressait aussi, c'était d'informer sur les rencontres, réunions-



débats, colloques, expositions faisant vivre la « culture libertaire », sans exclure aucune organisation ou groupe, pour présenter ainsi l'extraordinaire variété de notre mouvement. Actuellement, j'essaye aussi d'effectuer, tant bien que mal, une revue des revues, qui reste bien trop incomplète à mon goût.

Et pourquoi comme ça ?

On ne travaille jamais vraiment seul, on profite toujours de l'apport des autres (informations, conseils, rectifications... et même engueulades !). Sur le site, je

rends hommage à quelques-uns d'entre eux, dont certains nous ont quittés. Il faut garder en mémoire la phrase de Goethe : « *Au fond, nous sommes tous des êtres collectifs. Tous nous devons recevoir et apprendre autant de ceux qui étaient avant nous que de nos contemporains.* »

On m'interroge parfois sur la dominante bleue du site : pourquoi cette couleur ? Parce que, dans les années 2000, la plupart des sites libertaires étaient en noir et rouge, ou en noir. Marre de la « conformité », et le bleu c'est calme, reposant... Heureusement, depuis, les choses ont bien changé. Pourquoi des biographies si courtes ? Pour présenter succinctement les auteur·e·s car ce n'est pas, pour moi, le principal et il existe actuellement bien d'autres sites pour se documenter (L'Ephéméride anarchiste – l'« ancêtre » –, Le Maitron des anarchistes, Wikipédia, le Dictionnaire des militants anarchistes...). Pourquoi ne pas s'occuper de la presse anarchiste ? Parce qu'il existait un ouvrage de référence, la thèse de René Bianco *Un siècle de presse anarchiste d'expression française (1880-1983)* soutenue en 1987 et maintenant en ligne (Bianco : cent ans de presse anarchiste). Et d'autres le font très bien, comme La Presse anarchiste ou Fragments d'histoire de la gauche radicale. J'ai juste accueilli, suite à une demande, le catalogue des périodiques anarchistes de l'Institut français d'histoire sociale.

Scan or not scan ?

Pour revenir à la mémoire du mouvement, il est essentiel pour moi de conserver trace des écrits de nos prédécesseurs et, plus particulièrement, des brochures qui sont rarement déposées au dépôt légal et donc, pour la période de 1945 à nos jours, peu conservées par la Bibliothèque Nationale de France (BNF). J'assume pleinement la contradiction, pour un anarchiste, de regretter ce fait ! Songez que des brochures éditées dans les années 1980-1990 sont déjà introuvables. Les numériser et les mettre en ligne permet aussi de lutter contre la frénésie mercantile de certains libraires. Des spécialistes, regroupés au sein du Collectif des centres de documentation en histoire ouvrière et sociale (Codhos), se sont

donnés pour but de répertorier les brochures anarchistes parues de 1840 à 1914, en vue de les numériser. Tant mieux ! Mais pourquoi attendre que d'autres le fassent pour nous, même s'ils ont plus de moyens ? Pour paraphraser une citation célèbre, disons qu'un groupe humain qui oublie son passé n'a guère d'avenir et il est condamné à refaire les mêmes erreurs... Heureusement, plusieurs sites se sont également attelés à la tâche : Cartoliste (pour les cartes postales), Placard (pour les affiches), Archives anarchistes (pour les documents), etc.

Certes la numérisation pose, pour les centres d'archives, de nombreux problèmes qui sont bien analysés dans un article du Bulletin CIRA n° 72 (« Bonnes pratiques de numérisation ») : « Le risque est grand de dépenser beaucoup d'énergie pour un résultat pas toujours satisfaisant, de rescanner des collections déjà numérisées par d'autres, de ne pas être capables de rendre accessibles ou de pérenniser les fichiers, etc. » Les difficultés techniques sont en effet importantes : que numériser (nécessité d'un inventaire détaillé), comment trouver une information lorsque la numérisation est effectuée et de quelle façon l'effectuer (quelle[s] technique[s] faut-il adopter, quelle sauvegarde, comment les fichiers vont-ils vieillir, les techniques employées ne seront-elles pas obsolètes à l'avenir, faut-il compresser ou non, quelles sont les pertes d'information par rapport à l'original...) ? Et encore : quelles sont les priorités, faut-il numériser des lots entiers, doit-on recourir à des prestataires extérieurs (élaboration d'un cahier des charges), pour éviter les efforts inutiles n'est-il pas nécessaire de travailler en réseau et d'annoncer ses projets, quelle mise à disposition (en ligne et sur place), quels sont les droits juridiques à connaître ?... Vaste sujet !

Le numérique n'est cependant pas le Graal, passe encore pour lire un court écrit ou une brochure, mais cela devient vite fatigant et il est difficile d'étudier un long texte qui demande un peu de concentration, de pouvoir revenir à des pages lues antérieurement... le papier conserve encore de nombreux atouts et on peut constater avec satisfaction la

multiplication depuis deux décennies des librairies, des bibliothèques, des maisons d'éditions libertaires et des publications. Pour finir, j'encouragerai les lecteurs à me faire parvenir infos et corrections pour alimenter Anarlivres () .

Pascal Bedos (Anarlivres)

Sites et liens :

CIRA de Marseille [<https://www.cira-marseille.info/>]
 CIRA de Lausanne [<http://www.cira.ch/>]
 IHS d'Amsterdam [<http://www.iisg.nl/>]
 CCFR [<http://www.ccf.fr/bnf.fr/>]
 Cgécaf [<http://cgecaf.com/>]
 Anarlivres sur Calaméo [<https://fr.calameo.com/accounts/1407630>]
 L'Ephéméride anarchiste [<http://www.ephemanar.net/>]
 Le Maitron des anarchistes [<http://maitron-en-ligne.univ-paris1.fr/spip.php?mot28>]
 Portail de l'anarchisme (Wikipédia) [<https://fr.wikipedia.org/wiki/Portail:Anarchisme>]
 Dictionnaire des militants anarchistes [<http://militants-anarchistes.info/>]
 Bianco : cent ans de presse anarchiste [<http://bianco.ficedl.info/>]
 La Presse anarchiste [<http://www.la-presse-anarchiste.net/>]
 Fragments d'histoire de la gauche radicale [<http://archivesautonomies.org/>]
 Catalogue des périodiques anarchistes de l'Institut français d'histoire sociale [<http://anarlivres.free.fr/periodiques/index.html>]
 Codhos [<http://www.codhos.org/>]
 Cartoliste [<http://cartoliste.ficedl.info/>]
 Placard [<http://placard.ficedl.info/spip.php?rubrique1>]
 Archives anarchistes [<https://anarchiv.wordpress.com/>]
 Bulletin CIRA n° 72 [<http://www.cira.ch/bulletins/cira-bull-072.pdf>]

Les chemins du communisme libertaire en Espagne

De Myrtille, giménologue (1)

Myrtille Gonzalbo a récemment publié deux livres sur l'anarchisme espagnol :

• *Les chemins du communisme libertaire en Espagne 1868-1937. Et l'anarchisme devient espagnol 1868-1910*, Éditions Divergences, 2017,

et • *Les chemins du communisme libertaire en Espagne, 1868-1937 L'anarcho-syndicalisme travaillé par ses prétentions anticapitalistes, 1910-juillet 1936*, Éditions Divergences, 2018.

Un troisième opus est en préparation.

Je ne prétends pas faire ici une recension dans les règles des deux livres de Myrtille Gonzalbo mais plutôt proposer un vagabondage à travers ces ouvrages, accompagné de digressions sur certains points qui ont attiré mon attention, quitte à négliger certains autres, ce qui incitera, je l'espère, le lecteur frustré à acheter et lire ces deux livres passionnants.

Myrtille souligne dans le premier volume de son travail qu'au tournant du XX^e siècle l'Espagne demeurait un pays essentiellement agricole, que la structure de la propriété du sol était celle d'une société quasi féodale. La forte démographie n'était pas absorbée par les régions industrielles du Nord. En outre, la grande majorité des ouvriers était employée dans de petites firmes. C'est que le capitalisme espagnol en était encore au stade de la « subsumption formelle du travail sous le capital » (vol. 2, p. 260).

En joignant à son livre une annexe III écrite par « Vincent, giménologue », Myrtille sacrifie à la mode néo-hégéomarxiste qui consiste à remplacer un mot simple par un mot compliqué. Quand je lisais Marx dans ma jeunesse, on parlait tout simplement de « la soumission formelle du travail au capital » ce qui était mieux compris par le lecteur ordinaire, dont je faisais partie (2). Le titre de cette annexe est : « L'anticapitalisme tronqué des anarcho-syndicalistes et des anarchistes espagnols ». Tout cela, ajouté au sous-titre général du volume II : « *L'anarcho-syndicalisme travaillé par ses prétentions anticapitalistes* » et au jargon néo-hégélien, apporte une connotation curieuse-

ment situationniste-conseilliste à l'ouvrage.

Si Myrtille nous fournit des informations intéressantes sur le contexte économique et social de l'émergence de l'anarchisme espagnol, son travail m'a particulièrement intéressé pour deux raisons, sur lesquelles je vais m'attarder :

1 - Elle décrit de manière très documentée la fracture qui s'est créée au sein du mouvement libertaire entre deux courants qui se sont souvent violemment opposés après la disparition de l'AIT, opposition qui a sans doute été bien plus violente en Espagne qu'ailleurs.

2 - Elle s'efforce de nous fournir l'argumentaire doctrinal sur lequel ces deux courants s'appuyaient, et montre de quelle manière les options théoriques qui s'affrontaient se répercutaient dans la pratique.

Ces deux points me semblent constituer l'ossature générale aussi bien du premier que du second volume. En d'autres termes, elle ne nous présente pas du mouvement libertaire espagnol un tableau idyllique mais un ensemble bouillonnant et vivant d'idées et de contradictions. Cet aspect-là de son travail me paraît particulièrement intéressant et ne serait-ce que pour cela, il mérite d'être lu.

Le mouvement libertaire (au sens très large du terme) est aujourd'hui confronté à deux tendances « révisionnistes » qui, selon moi, pourraient faire des dégâts si un sérieux travail de réappropriation de

l'histoire n'était effectué. L'un de ces courants affirme que syndicalisme révolutionnaire et anarcho-syndicalisme ne sont que des « stratégies », voire des « variantes » de l'anarchisme, occultant ainsi des pans entiers de l'histoire du mouvement ouvrier. L'autre courant, prenant l'exact contre-pied du précédent, récuse tout lien entre anarchisme et syndicalisme révolutionnaire et accuse l'anarcho-syndicalisme, par son refus d'adhérer à la politique de « Front unique » mise en place par l'Internationale communiste, d'être responsable de l'échec de la révolution mondiale. Si ces deux dérives se fondent sur des éléments factuels parfaitement fantaisistes, elles développent à partir de ces fantasmes un argumentaire d'une grande logique interne dès lors qu'on ne remet pas en cause leur fondement erroné ; un argumentaire d'autant plus attrayant qu'il présente un tableau simple, « carré » et rassurant dans lequel les faits et les événements sont dépourvus de toute nuance.

Or *Les Chemins...*, pour ce qui concerne l'Espagne, est sans le moindre doute une contribution essentielle à cette réappropriation, dans la mesure où elle nous livre un véritable travail d'historienne. Aux affirmations subjectives, aux interprétations oiseuses des faits, elle oppose des analyses fondées sur des documents d'époque. Elle a recours à une méthode rigoureusement historique. Ça n'exclut pas la possibilité de désaccords occasionnels avec ce qu'elle dit, mais ces désaccords peuvent faire l'objet d'un débat sur la base de faits avérés, pas sur la base d'affirmations indémonstrables, et par conséquent impossibles à contredire parce qu'elles reposent sur la foi. Il y a toujours une marge d'interprétation lorsqu'on traite de faits historiques : c'est lorsque l'ensemble du discours devient de l'interprétation que cela devient une

dérive idéologique. Ainsi, lorsqu'on nous dit que le syndicalisme révolutionnaire est une « stratégie » de l'anarchisme, on est dans le domaine de la foi (3). Lorsqu'on nous affirme que l'Internationale syndicale rouge n'était pas une annexe de l'Internationale communiste, qu'elle fut « l'expérience la plus aboutie d'une organisation ouvrière internationale, à la fois de masse et révolutionnaire », on est dans le registre de la foi (4). Dans l'un et l'autre cas, une démarche scientifique, historique, appuyée sur des documents d'époque, montre que la réalité est beaucoup plus complexe.

En Espagne comme dans le reste de la planète, le mouvement anarchiste était parcouru de débats parfois très violents entre deux courants :

- Les collectivistes, héritiers de Bakounine qui croyaient en la nécessité de créer des organisations de type syndical, regroupant des travailleurs sur le terrain de la lutte des classes, précurseurs du syndicalisme révolutionnaire ou de l'anarcho-syndicalisme. Ils étaient partisans du principe « à chacun selon son travail » ;
- Les « anarchistes-communistes », se réclamant de l'héritage de Kropotkine, qui voulaient former des groupes constitués géographiquement, sur la localité, qui considéraient la lutte pour l'amélioration des conditions d'existence des travailleurs comme une concession au capitalisme (*Les Chemins...* Vol. 1, Chapitre 2, « Du collectivisme au communisme anarchiste »). Ils étaient partisans quant à eux du principe « à chacun selon ses besoins ». Cette division du mouvement n'était pas récente ni spécifique à l'Espagne, elle se retrouve dans les débats qui eurent lieu vers la fin de l'AIT dite « anti-autoritaire » et dans la genèse même du mouvement libertaire.

Loin de nous présenter un tableau pacifique, *Les Chemins...* décrit minutieusement la confrontation qui opposa ces deux courants, grâce à une alternance entre l'événementiel – la description de la vie du peuple, les luttes sociales – et l'exposé des débats théoriques, ce qui fait qu'on ne perd jamais le lien entre la pratique et la théorie. Et c'est ce qui fait l'intérêt du livre. Le reproche que je ferai à Myrtille est d'atténuer l'ampleur du conflit opposant les deux courants. Ceux d'entre nous qui ont lu le livre de César



M. Lorenzo connaissent évidemment l'existence de l'antagonisme entre les héritiers de Bakounine et ceux de Kropotkine, mais ce que nous expose Lorenzo est bien plus violent que ce que nous décrit Myrtille. En effet, la lutte entre anarcho-communistes et collectivistes finit par entraîner la dissolution de la Fédération des travailleurs de la Région espagnole en 1888 :

« La lutte entre anarcho-communistes et collectivistes ne tarda pas à entraîner la disparition de la Fédération des travailleurs de la région espagnole. Les communistes libertaires menacèrent de mort les membres de la Commission fédérale (les vétérans Farga Pellicer, Francisco Tomas, José Lluñas Pujals, etc.), s'introduisirent en Catalogne, désintégrérent les syndicats et obtinrent finalement la dissolution effective de la Fédération au congrès de Valence d'octobre 1888. Quelques années plus tard, certaines "sections" tenaient encore bon, mais l'heure du "groupisme", du messianisme révolutionnaire, des insurrections, des attentats et du négativisme était venue (5). »

Il semble donc que nous ayons deux visions assez différentes des relations entre collectivistes (syndicalistes, on dirait aujourd'hui) et anarcho-communistes en Espagne.

Les Chemins... nous rapporte le contenu des débats qui opposèrent les deux courants, notamment sur la question du tra-

vailleur censé recevoir « selon ses œuvres », ou « selon ses besoins ». Sans doute l'autrice aurait-elle pu aborder de manière critique cette problématique telle qu'elle s'était posée dès le début, car dès le début ces deux visions étaient fausses et ne constituaient pas de fondement suffisant pour justifier la division du mouvement libertaire entre un courant collectiviste (syndicaliste) et un courant anarchiste-communiste (affinitaire). La division du mouvement (qui aurait pu être évitée), provient selon moi d'une mauvaise compréhension par les militants italiens, puis par Kropotkine qui les a suivis, de la notion de rétribution du travail.

Dans son *Catéchisme révolutionnaire* (1864), Bakounine avait affirmé le statut supérieur du travail comme « l'unique titre de possession légitime pour chacun, l'unique base des droits politiques et sociaux de chacun, honoré, respecté comme la source principale de la dignité et de la liberté de l'homme ». Le travail, est-il également dit, est « seul producteur des richesses, tout homme qui dans la société vit sans travail est un exploiteur du travail d'autrui, un voleur ». Il est clair que les collectivistes de l'AIT étaient soucieux de lier la jouissance des biens produits en commun à un travail commun, c'est-à-dire d'écarter tous ceux – exploités ou asociaux – qui, délibérément, ne travaillaient pas. Le principe « à chacun selon son travail » n'était donc pas destiné à écarter de la consommation les malades, les enfants, les vieux, etc. ; il était destiné à écarter les parasites sociaux. « À chacun selon ses œuvres » sera interprété par les anarchistes communistes comme une prime donnée à ceux qui travaillent plus et deviennent ainsi des privilégiés :

« Nous ne pouvons pas admettre avec les collectivistes, qu'une rémunération proportionnelle aux heures de travail fournies par chacun à la production des richesses puisse être un idéal, ou même un pas en avant vers cet idéal (6). »

C'était une vision extrêmement réductrice des positions des collectivistes, à la limite de la mauvaise foi, ou qui dénotait une totale ignorance de la réalité du monde ouvrier à une époque où on travaillait 14 heures par jour sept jours sur sept pour un salaire de misère... Cela laissait peu de place aux possibilités

d'« enrichissement » des ouvriers fanatiques de travail et désireux de « travailler plus pour gagner plus », pour reprendre la formule d'un ancien Président français. Le principe « à chacun selon son travail » n'était qu'une formule générale qui se fondait sur l'idée que le capitaliste s'appropriait une partie de la valeur produite par le travail collectif de l'ouvrier, qui devait donc se voir attribuer la juste part de la valeur qu'il produisait. Mais il s'agissait moins d'une question individuelle que collective, c'est-à-dire la restitution de cette valeur à la société tout entière.

Dans les cours pour marxistes débutants, on explique (explication que Myrtille semble reprendre) que le temps de travail de l'ouvrier est décomposé en deux : le « travail nécessaire » qui produit la valeur nécessaire à la reproduction de sa force de travail, et le surtravail qui produit la valeur appropriée par le capitaliste. Ce point de vue de Marx pourrait s'appliquer à une société dominée par l'artisanat. Mais pour Proudhon les choses ne se passent pas du tout ainsi. Il avait montré de manière très claire que ce que le patron s'appropriait, c'était la valeur produite par le travail combiné et collectif des ouvriers, qui était supérieure à la valeur produite par chaque ouvrier individuellement. C'est ce que Proudhon appelait l'« erreur de compte ». En ce sens, la théorie de l'exploitation de Proudhon rend compte de ce phénomène de manière bien plus pertinente que Marx.

Même à l'époque de Bakounine, la notion de rendre à chacun « le produit intégral de son labeur », n'a aucun sens et représente une régression théorique surprenante par rapport à la pensée de Proudhon. Imaginer qu'on puisse attribuer, de manière stricte, à « chacun selon son travail » n'avait pas de sens parce que c'était un calcul impossible à faire, et tous les développements de Kropotkine et des anarchistes communistes sur les inconvénients que produirait l'administration nécessaire à l'élaboration de ce calcul sont hors de propos. Proudhon qui, rappelons-le, était un comptable, savait que la valeur produite par le travail collectif et combiné de la classe ouvrière ne pouvait pas lui être « intégralement » restituée puisqu'il fallait défalquer l'amortissement du matériel, les investissements – un point que Marx avait lui aussi souligné, puisqu'il parle de « défal-

cations » et de « décompte du travail effectué pour les fonds communautaires » (7).

La « mise en commun totale et immédiate des produits du travail entre tous les hommes » (*Les Chemins...*, I, p. 14), chère aux anarchistes communistes, ne dit rien de plus que ce que disaient les collectivistes, à condition de garder à l'esprit que s'ils entendaient écarter des bienfaits du travail en commun les parasites sociaux, ils n'excluaient pas les personnes en incapacité de travailler. L'idée de donner « à chacun selon ses besoins » n'a pas de sens, aujourd'hui encore moins qu'en 1870 ou en 1900 : les besoins de chaque individu ne sont pas que des besoins individuels, et de loin : la création de routes, de voies ferrées, la production et l'acheminement de l'électricité, du gaz, de l'eau, sans parler de la santé, de l'éducation, etc., ne peuvent s'évaluer qu'en termes de besoins collectifs. L'idée kropotkienne de « prise au tas » a produit des effets pervers dans le mouvement anarchiste parce que la formule en elle-même est très malheureuse, mais aussi parce qu'elle a été mal comprise : en effet Kropotkine parle de « prise au tas » de ce qui est en abondance, mais il ajoute : rationnement de ce qui n'est pas en abondance. La première partie de la phrase est souvent citée, rarement la seconde. Or le rationnement de ce qui n'est pas en abondance nécessite la mise en place d'un organisme chargé du rationnement, et on retrouve le risque de « retomber dans les rapports sociaux capitalistes » (*Les Chemins...*, I, p. 15), risque que les anarchistes-communistes dénonçaient chez les collectivistes !

En réalité, la fracture au sein du mouvement libertaire était produite par d'autres causes :

Une morale fondée sur le travail visant à écarter des bienfaits du travail commun les parasites, les exploités (mais aucunement les malades, les enfants le vieillards, les infirmes, etc.)

Une morale fondée sur la consommation développée par des auteurs qui ne cherchaient moins à émanciper la classe ouvrière que l'humanité tout entière.

Dans les deux hypothèses se pose la question de la détermination de la valeur du travail, un problème que personne n'a jamais été capable de résoudre mais que

Myrtille pose comme condition du succès de la révolution. Il me paraît donc un peu injuste de reprocher aux anarcho-syndicalistes espagnols de ne pas avoir résolu un problème qui ne pourra en aucun cas trouver de solution au début du processus révolutionnaire mais à l'issue d'une longue évolution parcourue de tâtonnements, d'essais et d'échecs. C'est là sans doute le principal défaut que je trouve au travail de Myrtille, cette tendance à l'immédiateté qui caractérise les courants les plus extrémistes du mouvement libertaire, confinant parfois au situationnisme. S'il est essentiel d'exposer le fond des débats qui opposaient les différents courants du mouvement libertaire espagnol, comme Myrtille le fait, il me semble qu'on ne peut pas se cantonner à les exposer dans les termes où ils se posaient alors : le recul est nécessaire pour montrer que la situation aujourd'hui est infiniment plus complexe qu'elle ne l'était en 1920 ou 1930, à une époque où on ne parlait pas de protection sociale, d'assurance maladie et de services publics.

Le deuxième volume des *Chemins du communisme libertaire en Espagne*, consacré à la période qui va de la constitution de la CNT aux débuts du Front populaire, nous raconte comment les débats internes au mouvement libertaire et les différends se confrontèrent à la réalité dès lors que fut constituée une organisation syndicale de masse. Elle montre en particulier comment les affrontements se déroulèrent à l'intérieur de la CNT.

Il se crée également une sorte de division du travail entre le courant syndicaliste révolutionnaire pour lequel le syndicat représente la base organisationnelle du communisme libertaire, et le « communisme anarchiste » qui se retrouve dans le « communalisme ruraliste ». Pour ces militants, le syndicat est un avatar de la société industrielle qu'ils rejettent : « *Nous proposons au monde ouvrier le retour à un point de départ perdu : la "commune libre"* », disent-ils (vol. II, p. 156). Ce serait cependant une erreur de ne percevoir ce genre de propos que comme une aspiration à un âge d'or perdu car les documents d'époque que *Les Chemins...* nous révèle montrent qu'il y avait chez ces militants un degré de réflexion élevé d'une étonnante modernité aujourd'hui. Extrêmement actuel est ce propos tenu

le 18 juillet 1931 dans le journal *Tierra y Libertad* : « La nouvelle économie d'un monde d'égaux et d'hommes libres à laquelle nous aspirons doit décongestionner les monstrueuses agglomérations urbaines [...] créées par la puissance capitaliste. » (vol II, p. 156.)

J'ai trouvé particulièrement intéressants les développements sur les rapports entre anarchisme et paysannerie (vol. II, chapitre 5) et le « rejet de la civilisation industrielle au nom d'une société où il fera bon vivre », qui prend un sens extrêmement actuel aujourd'hui. « Nous avons dit et répété qu'il n'y aura pas de révolution possible sans la participation active des paysans et que la réorganisation de la société est plus facile et plus féconde à la campagne que dans les villes » (La Protesta, 7 décembre 1927). Ce qui me rappelle ce que nous disait Gaston Leval : « La révolution, c'est livrer 30 000 litres de lait tous les matins à Madrid ». Une chose que les communistes russes ont été incapables de faire.

Sortie de la clandestinité, avec l'avènement de la Seconde République, la CNT redevient la principale force ouvrière de l'Espagne avec 800 000 adhérents. Dès lors recommence le conflit, sous la forme cette fois de la lutte entre « possibilistes » et anarchistes de la Fédération anarchiste ibérique, qui s'était créée en 1927 avec pour fonction « d'empêcher toute déviation idéologique de la CNT afin qu'elle ne subisse pas la même trajectoire que la CGT française (8). La FAI était composée de groupes anarchistes qui, « dans leur plus grande part, agissaient déjà au sein des syndicats depuis longtemps ». (Ibid.) Myrtille ajoute que « ce principe d'interpénétration entre les deux organisations — la *trabazón* — venait d'Argentine où les anarchistes l'avaient pratiqué avec succès contre les minorités bolcheviques au sein de la FORA ». (Les Chemins..., vol. II, p. 99).

Le volume II des *Chemins du communisme libertaire en Espagne* se termine sur le congrès de Saragosse qui se tint peu avant le putsch, que tout le monde savait imminent. Selon Myrtille, « le IV^e congrès de la CNT adopta donc une motion à forte tonalité communaliste, et bien moins "syndicaliste" que le programme de Puente. (...) On sait que certains délégués mécontents ont rappelé qu'ils n'étaient pas dans un "congrès anarchiste", que le "syndicat devait être la base de l'organisation future", qu'on avait beaucoup parlé des

communes et peu des syndicats » (Les Chemins..., vol. II, p. 192). Le vote d'une motion d'inspiration kropotkinienne (« Le concept confédéral de communisme libertaire ») dans une confédération syndicale créa quelque confusion : « Un hiatus important apparut donc entre une partie de l'appareil CNT-FAI — désagréablement surprise par le contenu de la motion adoptée — et la majorité de sa base représentée par les délégués qui l'ont votée ». (Les Chemins..., vol. II, p. 195.)

Il y a dans le deuxième volume des « Chemins du communisme libertaire » énormément de choses dont il aurait été nécessaire de parler. Je pense en particulier au chapitre IV, sur « La communauté ouvrière des quartiers », un sujet cher à Chris Ealham, auteur de *La Lucha por Barcelona* (2005). Les Chemins... aborde également un sujet qui me semble peu traité, le rôle des femmes dans la lutte, leur participation aux grèves générale, l'exigence des hommes d'avoir le contrôle sur les syndicats féminins.

On perçoit dans *Les chemins du communisme libertaire en Espagne* un léger parti pris en faveur du courant anarchiste-communiste, en particulier à travers les reproches que fait Myrtille au courant syndicaliste de ne pas avoir immédiatement « supprimé le salariat » et d'avoir des intentions industrialistes qui aliènent les travailleurs à la production capitaliste : là se trouve peut-être le sens du sous-titre du volume II : « L'anarchosyndicalisme travaillé par ses prétentions anticapitalistes ». Je ne partage pas son approche, et cette question mériterait à elle seule un long examen, que je ne ferai pas ici. Je dirai simplement que supprimer du jour au lendemain un rapport social qui a mis des centaines d'années à s'instaurer me paraît difficile et qu'une transition me paraît nécessaire (faut-il rappeler que ni Proudhon ni Bakounine n'écartaient la nécessité d'une transition? (9). Par ailleurs, le travail est certes une malédiction dans le régime capitaliste, mais il ne le sera peut-être pas lorsque les forces productives auront suffisamment augmenté pour réduire le travail à quelques heures par jour et lorsque la population sera en mesure de définir collectivement à la fois les objectifs de production et les moyens d'atteindre ces objectifs.

Mais c'est un autre débat.

Il reste que la lecture des deux premiers volumes des *Chemins du communisme libertaire en Espagne* est extrêmement enrichissante ; on attend avec impatience la sortie du troisième volume.

René Berthier

NOTES

1. Les Giménologues sont un petit collectif d'amis devenus historiens amateurs et qui se dédient depuis 2004-2005 à la publication des Souvenirs de la guerre d'Espagne d'Antoine Gimenez, alias de Bruno Salvadori, un milicien volontaire du Groupe International de la colonne Durruti, mort à Marseille en 1982.
2. Par exemple : « ...la soumission formelle du travail au capital s'observe le mieux dans les conditions où le capital existe déjà dans certaines fonctions subordonnées, sans dominer et déterminer encore toute la forme sociale... » (Un chapitre inédit du *Capital*, G. Les deux phases historiques du développement économique de la production capitaliste.)
3. Michael Schmidt et Lucien van der Walt, *Black Flame*, AK Press. Pour un examen critique (en anglais) des positions de Schmidt et van der Walt, voir : <http://monde-nouveau.net/?lang=en>
4. Il s'agit d'un site se réclamant d'une « Internationale communiste marxiste léniniste » mais la citation est extraite de *L'histoire de l'Internationale syndicale rouge* rédigée par les « Comités syndicalistes révolutionnaires », un groupe qui a repris le nom d'une organisation créée en 1921.
5. César M. Lorenzo, *Les Anarchistes espagnols et le pouvoir, 1868-1969*, Le Seuil, 1969, pp. 34-35. Voir aussi la version récente : *Le mouvement anarchiste en Espagne*, Éditions libertaires, 2006.
6. Kropotkine *La Conquête du pain*.
7. Marx, *Critique du Programme de Gotha* (Cité par Myrtille p. 152).
8. Antonio Bar, 1981, p. 782, cité par Myrtille, vol. II, p. 98.
9. Cf. René Berthier, « Esquisse d'une réflexion sur la "période de transition" », Voir également : Christian Cornelissen, *El comunismo libertario y el regimen de transición*, <http://monde-nouveau.net/spip.php?article543>

Fernand Pelloutier et l'entrée des anarchistes dans les syndicats

L'examen de l'histoire non mythique du mouvement ouvrier français révèle un type de rapport entre anarchisme et syndicalisme révolutionnaire qui ne correspond pas tout à fait à l'image que certains auteurs s'en font (1). On constate en effet plusieurs exemples d'appels pressants des syndicalistes aux anarchistes, pour qu'ils rejoignent la lutte syndicale, ce qui, au risque de me répéter, ne concorde pas avec la thèse d'un syndicalisme révolutionnaire qui serait une « stratégie » de l'anarchisme, mais conviendrait plutôt pour désigner l'anarchisme comme tactique du syndicalisme... Il y a l'appel de Fernand Pelloutier paru dans *Les Temps nouveaux* en 1895 (2) ; une « Lettre aux anarchistes » du même datant de 1899 (3). Il y a un texte publié en 1907, peu avant le congrès anarchiste international d'Amsterdam, dans lequel Amédée Dunois appelle les anarchistes à rejoindre le mouvement syndical (4). Mais il y en a d'autres, comme celui évoqué dans un rapport de police datant du 6 novembre 1892. Ce rapport, qui évoque la « tactique nouvelle des anarchistes en France », circulait dans les milieux anarchistes et invitait les militants à s'investir dans le mouvement syndical et à établir une sorte de division du travail entre groupes spécifiques et syndicats (5). Le fait que ce document anticipe sur l'article de 1895 de Pelloutier, et qu'il date de novembre 1892, neuf mois après la fondation de la Fédération des Bourses du travail dont Pelloutier allait prendre la tête, ne peut être le fait du hasard : l'hypothèse que c'est Pelloutier lui-même qui ait rédigé cet appel n'est pas extravagante. On en conclut aisément qu'entre 1892 et 1907 de nombreux anarchistes n'étaient

pas investis dans le mouvement syndical, que c'est du mouvement syndical que provenaient les appels aux anarchistes à rejoindre la lutte. Cependant, à partir de 1908, d'autres rapports de police montreront que le mouvement syndical avait en quelque sorte « fait le plein » de libertaires...

Fernand Pelloutier écrivit le 20 octobre 1895 pour *Les Temps Nouveaux*, un article intitulé « L'Anarchisme et les syndicats ouvriers » (6) dans lequel il abordait les points essentiels que le syndicalisme révolutionnaire est alors en train d'élaborer. Il avait été élu quelques mois plus tôt (9-12 juin 1895) secrétaire de la Fédération nationale des bourses du travail, après avoir exercé le mandat de secrétaire adjoint pendant un an.

L'article est révélateur de la distance prise par une partie du mouvement anarchiste de l'époque – celle à laquelle il s'adresse en tout cas – envers la classe ouvrière. En effet, Pelloutier regrette que les anarchistes « se tiennent à l'écart des syndicats et, le cas échéant, les combattent parce que pendant un temps cette institution a été le véritable terrain de culture des aspirants députés ». C'est une allusion évidente aux dix ans qui ont suivi l'écrasement de la Commune pendant lesquels les bourgeois radicaux, se présentant comme les tuteurs de la classe ouvrière et espérant le soutien des travailleurs lors des élections, montrèrent beaucoup de sollicitude pour les structures ouvrières qui se reconstruisaient lentement.

Pelloutier explique dans son article des *Temps Nouveaux* que l'entrée des anarchistes dans les syndicats fut favorisée

par deux faits :

1.- À partir de novembre 1892 furent appliquées des lois sur la réduction du temps de travail, supposées protéger les femmes et les enfants, mais qui eurent des effets désastreux : réduction des salaires dans certaines entreprises, extension du travail à domicile, accroissement de l'intensité du travail. Pour éviter ces effets néfastes, il fallait de nouvelles lois pour régler le prix du travail. Mais ces lois à leur tour provoquèrent une augmentation du coût de la vie. Tout cela encourageait l'idée selon laquelle les prolétaires ne devaient pas faire appel à l'État mais régler leurs affaires par eux-mêmes. On a là une des constantes du syndicalisme révolutionnaire. James Guillaume décrit dans son *Internationale, documents et souvenirs* une situation absolument identique en Suisse, où une loi en faveur de la classe ouvrière avait produit des effets indirects désastreux.

2.- Le deuxième fait qui contribua à encourager les anarchistes à rentrer dans les syndicats, dit Pelloutier, fut que « les syndicats finirent par comprendre (et mieux valait tard que jamais) » que leur propre division « avait une cause plus élevée que la division des politiciens et que l'une et l'autre résultaient... de la politique. C'est alors qu'enhardis déjà par l'inefficacité manifeste des lois « sociales », par les trahisons de certains élus socialistes (...), par les déplorables résultats de l'immixtion des députés ou des conseillers municipaux dans les grèves (...), par l'hostilité à la grève générale de journaux et d'hommes dont toute la politique consiste à faire ou à se faire l'échelle pour conquérir les 25 francs et l'écharpe, les syndicats décidèrent que dorénavant les agitations politiques leur resteraient étrangères, que toute discussion, autre

qu'économique, serait impitoyablement proscrite de leur programme d'études et qu'ils se consacraient tout entiers à la résistance contre le capital. »

L'entrée des libertaires dans les syndicats, dit Pelloutier, « eut un résultat considérable » : « Elle apprit d'abord à la masse la signification réelle de l'anarchisme, doctrine qui, pour s'implanter, peut fort bien, répétons-le, se passer de la dynamite individuelle ; et, par un enchaînement naturel d'idées, elle révéla aux syndiqués ce qu'est et ce que peut devenir cette organisation corporative dont ils n'avaient eu jusqu'alors qu'une étroite conception. »

Le texte de Pelloutier, écrit à la période même de la formation du syndicalisme révolutionnaire, en expose de manière très claire la stratégie générale. La prochaine révolution, dit-il, ne réalisera pas instantanément le « communisme anarchiste pur », parce qu'elle éclatera avant que « soit achevée l'éducation anarchiste » : les hommes ne seront pas encore assez mûrs « pour pouvoir s'ordonner absolument eux-mêmes » : il faudra sans doute encore beaucoup de temps. Par conséquent, le « communisme parfait » ne sera sans doute pas « la forme sociale de demain » ; mais il faut avancer, « approcher le plus possible de la perfection » pour avoir, « le jour venu de la conflagration, atteint le maximum d'affranchissement ».

« Mais l'état transitoire à subir doit-il être nécessairement, fatalement la geôle collectiviste ? Ne peut-il consister en une organisation libertaire limitée exclusivement aux besoins de la production et de la consommation, toutes institutions politiques ayant disparu ? Tel est le problème qui, depuis de longues années, préoccupe et à juste titre beaucoup d'esprits. »

Or le syndicat, « une association, d'accès ou d'abandon libre, sans président, ayant pour tout fonctionnaire un secrétaire et un trésorier révocables dans l'instant », est constitué d'hommes qui étudient et débattent des intérêts professionnels semblables. « Que sont-ils, ces hommes ? Des producteurs, ceux-là mêmes qui créent toute la richesse publique. »

Le syndicat est un « laboratoire des luttes économiques, détaché des compétitions électorales, favorable à la grève générale avec toutes ses conséquences, s'adminis-



trant anarchiquement, le syndicat est donc bien l'organisation à la fois révolutionnaire et libertaire qui pourra seule contrebalancer et arriver à réduire la néfaste influence des politiciens collectivistes » (c'est-à-dire socialistes électoralistes. Le mot « collectiviste » a pris un sens différent de celui qu'il avait du temps de l'Internationale).

« Supposons maintenant que, le jour où éclatera la Révolution, la presque totalité des producteurs soit groupée dans les syndicats : n'y aura-t-il pas là, prête à succéder à l'organisation actuelle, une organisation quasi libertaire, supprimant de fait tout pouvoir politique, et dont chaque partie, maîtresse des instruments de production, réglerait toutes ses affaires : elle-même, souverainement et par le libre consentement de ses membres ? Et ne serait-ce pas "l'association libre des producteurs libres" ? »

Pelloutier anticipe sur les objections qui pourraient surgir : « Les administrations fédérales peuvent devenir des pouvoirs ; d'habiles gens peuvent arriver à gouverner les syndicats comme les socialistes parlementaires gouvernent les groupes politiques » ; mais ces objections, dit-il, ne sont valables qu'en partie : les conseils fédéraux ne sont, dans l'esprit même des syndicats, que des institutions transitoires et, d'ailleurs, les groupes dont elles émanent les surveillent d'un œil trop jaloux pour qu'elles arrivent jamais à conquérir une autorité directrice. « D'autre part, la révocabilité permanente des fonctionnaires réduit leur fonction et leur personne à bien peu de chose » (Les choses ont bien changé depuis l'époque de Pelloutier...). Enfin, le syndicalisme «

n'est encore qu'à l'état embryonnaire », il est comme un enfant qui fait ses premiers pas et qui « chancelle sur la route de l'indépendance » : Et c'est précisément à conduire le syndicalisme à l'indépendance que « les socialistes libertaires doivent consacrer leurs efforts ».

Ce document de Fernand Pelloutier appelle plusieurs remarques.

- Il fut écrit un mois après la fondation de la CGT (23 septembre 1895). Mais à cette époque-là, la CGT n'est qu'une petite organisation aux effectifs réduits, peu structurée, extrêmement fragile. En outre, les militants et les dirigeants de la Fédération des bourses sont très réticents envers cette organisation. Pendant plusieurs années, ils vont montrer une opposition ouverte envers la nouvelle organisation. Ce n'est qu'en 1902, lorsque les deux fédérations vont fusionner pour former une Confédération, qu'on peut considérer que la CGT est réellement constituée.

- A la date de 1895, on sait que de nombreux anarchistes sont déjà actifs dans le mouvement syndical. Mais pas à la CGT, qui vient à peine de se constituer. Les anarchistes sont dans les bourses du travail, dont la structuration convient très bien à leur type d'activité : les bourses du travail sont perçues comme une forme globale d'organisation, qui intègre les activités de solidarité, les caisses de maladie, de chômage, de décès, les bibliothèques, les cours du soir, etc. C'est littéralement la « propagande par le fait » dans le sens où l'entendait initialement l'AIT, avant que le terme ne soit dévoyé. C'est en quelque sorte le syndicalisme intégral, une véritable contre-société.

On peut se demander quels sont les anarchistes auxquels Pelloutier demande de rejoindre le mouvement syndical ?

Le mouvement syndical, avec ou sans les anarchistes qui s'y trouvaient, avait développé de lui-même des thèmes libertaires dont l'héritage, conscient ou non, remontait à l'Association internationale des travailleurs anti-autoritaire. C'est ainsi que Pelloutier nous dit dans son article, comme pour convaincre les anarchistes qui ne sont pas encore à la CGT, que le Comité fédéral des Bourses du travail de Narbonne avait publié un procès-verbal officiel déclarant que la Bourse du travail avait pour mission « d'instruire le prolétariat sur l'inutilité d'une Révolution qui

se contenterait de substituer un État à un autre, fût-ce un État socialiste. » Ce comité, dit un autre procès-verbal à paraître dans le *Bulletin de la Bourse de Perpignan*, « doit s'efforcer de préparer une organisation qui, en cas d'une transformation sociale, puisse assurer le fonctionnement économique par le libre groupement et rendre superflue toute institution politique. Son but étant la suppression de l'autorité sous toutes ses formes, il a pour tâche d'habituer les travailleurs à s'affranchir des tutelles ». De telles prises de position étaient loin d'être isolées. De manière presque pathétique, Pelloutier se croit obligé d'exposer ces prises de position des bourses du travail pour convaincre les anarchistes qu'ils ont leur place dans le mouvement syndical :

« Ainsi, d'une part, les "syndiqués" sont aujourd'hui en état d'entendre, d'étudier et de recevoir les doctrines libertaires ; d'autre part, les anarchistes n'ont pas à craindre, en prenant part au mouvement corporatif, d'être obligés d'abdiquer leur indépendance (7). »

Cette dernière remarque est proprement stupéfiante. Pelloutier est en train de dire aux anarchistes :

• D'une part : *venez dans les syndicats, on vous y attend, une place bien chaude vous est réservée, les syndiqués sont disposés à vous écouter, vous n'aurez pas grand effort à faire.*

• Et d'autre part, il leur dit : *vous pouvez venir dans les syndicats sans vous salir les mains, vous ne remettrez pas en cause vos grands principes, votre être intime ne sera pas affecté.*

Les rapports des bourses du travail cités par Pelloutier montrent que les thèmes libertaires avaient imprégné le mouvement ouvrier français, mais manifestement sans que les anarchistes y soient forcément pour grand-chose, puisque Pelloutier est contraint de les inviter à investir le mouvement syndical ! Il y aurait donc eu un anarchisme découvert spontanément par les travailleurs, à travers des filières peut-être issues de la mémoire de la Première internationale, et un anarchisme théorique, intellectuel, propre aux groupes spécifiques détachés de la classe ouvrière.

Pelloutier nous révèle qu'il y avait dans le mouvement anarchiste spécifique de l'époque des militants qui n'avaient tout simplement pas envisagé que l'existence d'une organisation de classe du prolétariat ait pu avoir un quelconque intérêt du point de vue d'une éventuelle stratégie libertaire. Or, cette organisation de classe présentait des caractéristiques nettement libertaires dans son mode d'organisation et dans son projet. Il fallut donc qu'un homme comme Pelloutier leur explique que les adhérents du mouvement syndical étaient prêts à les entendre (*c'est-à-*

dire que l'essentiel du travail avait déjà été fait) et qu'en rejoignant cette organisation, les anarchistes se sentiraient chez eux et qu'ils n'auraient pas à « abdiquer leur indépendance » ...

René Berthier

NOTES

1. Cet article est extrait d'un document plus vaste destiné à un commentaire critique des thèses de Schmidt et van der Walt dans leur livre *Black Flame* (AK Press).
2. Fernand Pelloutier, « L'Anarchisme et les syndicats ouvriers », *Les Temps nouveaux*, 2-8 novembre 1895. Voir : <http://monde-nouveau.net/spip.php?article17>
3. Fernand Pelloutier, « Lettre aux anarchistes », 3-8 décembre 1899. Voir : <http://kropot.free.fr/Pelloutier-Lettre.htm>
4. A. Dunois, *Un congresso anarchico*, in « Il Pensiero », 16 février 1907. Cité par Maurizio Antonioli, *Bakounine entre syndicalisme révolutionnaire et anarchisme*, éditions Noir et Rouge, 2014.
5. Cf. Jean Maitron, *Le mouvement anarchiste en France*, tome I, pp. 268-269.
6. <http://monde-nouveau.net/spip.php?article17>
7. Pelloutier, « L'anarchisme et les syndicats ouvriers ».

Petite histoire de la Première Internationale

C'est un fait, marxistes et anarchistes ont de lourds contentieux. Les uns comme les autres ne se privent pas de se les renvoyer à la figure.

Of course, on peut continuer comme cela ad vitam eternam. Ou on peut commencer à revisiter l'histoire, à faire la part des choses et, peut-être à découvrir que... Mais quoi ?

Ce livre est plus qu'intéressant. Il est détonnant.

À travers cette « petite » histoire de l'AIT, on découvre, en effet, que lors de la fondation de la première Internationale, les marxistes comme les anarchistes étaient plus qu'ultra minoritaires. L'idée défendue par tous, était que le mouvement ouvrier devait être **uni**. Ce qui fut fait. Et il y avait de tout dans cette unité. Des réformistes, des révolutionnaires, des croyants, des non croyants... mais tous prolétaires. Et ils avaient un métré d'avance sur la bourgeoisie. Ils voulaient

l'unité du mouvement ouvrier au niveau international.

Ensuite, on connaît l'histoire. L'Internationale s'est fracturée entre partisans et adversaires de la constitution du mouvement ouvrier en mouvement politique visant à accéder au pouvoir via les élections ou l'insurrection. Les deux se sont pris un râteau.

Cerise sur le gâteau, ce livre nous conte les rapports entre Karl Marx et Michel Bakounine. Des rapports complexes, tout

de respect, de débats de fond, de connivences, de concurrence, de mauvaise foi et de chocs d'égos. La vie politique, en quelque sorte.

L'éditeur, Théolib, se réclame du protestantisme. C'est son droit. Il nous rappelle juste que certains protestants, et pas des moindres, ont été les artisans de cette unité du mouvement ouvrier qu'était l'AIT. Comme quoi !

Soyons précis, je ne suis pas un béni-oui-oui et encore moins un adepte du marxisme libertaire (un cheval marxiste et une alouette libertaire). Je constate juste deux choses. La première, que marxistes et anarchistes sont cousins germains, la preuve l'AIT. La seconde, que les deux cousins germains ont échoué. C'est un fait. Et, pourquoi ?

Ce livre nous offre en creux quelques réponses. C'est un livre de débats, de modesties et d'intelligence politique. Entre cousins germains.

L'AIT a su mettre en avant l'internationalisme et l'unité du mouvement ouvrier. Il serait bien de revenir aux sources. À nos sources.

Jean-Marc Raynaud

Petite histoire de la Première Internationale (AIT) À la rencontre de Karl Marx et de Michel Bakounine Editions Théolib 123 pages. 15 €.

En vente à la *librairie Publico*, 145 rue Amelot ; 75011 Paris, chèque à l'ordre de *Publico*, rajoutez 10 % pour le port.



Unité ou ravalement de façade

Une fois de plus une douce rengaine est en vogue au sein du mouvement libertaire. Cette fois elle est entonnée par les camarades d'Alternative libertaire (AL) et de la Coordination des groupes anarchistes (CGA). Il s'agit de créer une nouvelle dynamique basée sur le rapprochement puis la fusion probable de ces deux organisations. Projet alléchant qui tendrait à démontrer que $1+1=3$. Ça c'est la théorie. Pour ce qui est de la pratique, près d'un demi siècle de militantisme dans le Mouvement libertaire m'a permis de constater que bien souvent $1+1=$ moins que 1. C'est qu'il y a une grande différence entre unité d'action de militants des différentes organisations libertaires sur le terrain des luttes, et stratégies envisagées par des responsables mandatés de ces mêmes organisations, même si chez nous il n'y a pas

à proprement parler « d'états-majors ». J'ai pu ainsi souvent voir que certaines refondations/restructurations accouchaient assez vite de démissions voire de nouvelles scissions. Je ne vais pas en dresser ici une liste qui risquerait d'être assez longue, tant l'histoire du Mouvement libertaire français a été « agitée » (avant la Seconde Guerre mondiale, puis après, lors de sa recomposition).

La Fédération anarchiste (FA) dans sa forme actuelle est née en 1954 à la suite d'une crise sur laquelle je ne reviendrai pas ici (une autre fois peut-être si vous êtes sages). C'est donc actuellement la plus ancienne organisation libertaire dans ce pays. Plus ancienne ne veut pas dire composée essentiellement de vieux (ou anciens pour parler le politiquement correct), mais il m'est agréable de consta-

ter que depuis que j'y ai adhéré au début des années 70, nombre de camarades que j'y ai rencontrés y sont demeurés et ne se sont pas recyclés en conseillers de chefs de partis ou secrétaires d'État d'un quelconque gouvernement. Ça change un peu de tous ces « révolutionnaires » issus de Mai 68 qui nous traitaient de petit-bourgeois et qui sont passés avec armes et bagages, par exemple au PS quand celui-ci avait le vent en poupe.

Premier contact avec le « Mouvement »

Bien que membre de la FA, mon premier contact avec le Mouvement libertaire a eu lieu en 1971 avec l'Organisation révolutionnaire anarchiste (ORA) à l'occasion de différentes manifestations ; outre qu'ils semblaient être

une organisation de jeunes enthousiastes, leur nom me convenait bien : Organisation (je suis et ai toujours été pour l'organisation), Révolutionnaire (c'est ainsi que je me définis), Anarchiste (il vaut mieux préciser quel genre de révolutionnaire on est). Mais si le nom me plaisait, la stratégie un peu moins : dans les cortèges de manifestants déjà systématiquement au cul des trotskistes ; de plus j'avais du mal avec certains de leurs concepts comme « la dictature anti-étatique du prolétariat ». Près d'un demi-siècle après je n'ai toujours pas compris de quoi il retournait. J'ai pu constater aussi que pour certains le mot « anarchiste » leur écorchait un peu le gosier ; ils lui préféraient (déjà) celui de « communiste libertaire » (celui même « d'anarcho-syndicaliste » ne semblait leur convenir que s'il s'agissait d'évoquer 36 en Espagne. C'est quand même eux que j'ai suivi quelques temps (sans adhérer) et au cours d'un de leurs débats animés par Ramón Finster et Daniel Guérin, j'ai eu l'occasion d'entendre dire beaucoup de mal des « vieux » (déjà) de la FA ; ça m'a donné envie d'aller voir de quoi il retournait dans cette FA que je ne connaissais pas encore. J'y suis allé et ... j'y suis resté.

Malgré tout, de plus ou moins loin, j'ai toujours gardé un œil sur l'ORA où j'ai eu des ami.e.s pour qui (comme pour moi) Synthèse et Plateforme nous semblaient des concepts plus que dépassés par rapport à notre militantisme commun au sein des syndicats (notamment à la CFDT « autogestionnaire » des années 70 où d'ailleurs on retrouvait de nombreux autres camarades libertaires de l'ASRAS (Alliance syndicaliste révolutionnaire et anarcho-syndicaliste).

Mutations/évolutions

Au fil de toutes ces années la FA avait ajouté à sa librairie, un hebdomadaire et une radio, ce qui pour une organisation de prétendus « vieux » était déjà pas mal. Dans le même temps on a pu voir l'ORA devenir l'OCL 1, puis l'OCL 2, puis l'UTCL et enfin AL (nous y voilà). À chacune de ces scissions/mutations/recom-

positions, AL et ses ancêtres ont annoncé qu'il s'agissait d'un rassemblement réellement révolutionnaire qui allait booster la galaxie libertaire et qu'on allait voir ce qu'on allait voir. On a vu... qu'il n'y avait pas tant à voir que ça. Chaque fois (et je crains que ce soit encore le cas ce coup-ci) on a plutôt assisté à une opération « ratissage / écrémage » :

1) On ratisse large en se présentant comme rassembleur.

2) On écrème en éjectant ou faisant partir tous ceux qui ne sont pas vraiment dans la ligne officielle.

Concernant les camarades de la CGA (il m'est arrivé d'en fréquenter certains), je ne doute pas de leur sincérité et de leur conviction révolutionnaire. Eux aussi sont issus de la FA et donc supposés être à l'origine, synthésistes plutôt que plateformistes (comme quoi ces deux conceptions sont vraiment d'un autre temps). Concernant donc ces camarades de la CGA, peut-être auraient-ils été plus avisés de ne pas scissionner entre eux pour voir se créer une énième organisation anarchiste (précisément nommée Organisation anarchiste), avant de penser à fusionner avec AL. Enfin, chacun ses problèmes et à chacun de les résoudre.

Et maintenant ?

Je ne vais pas passer en revue toutes les organisations anti-étatiques de notre mouvance, que ce soit les différentes CNT (pour ce qui est du syndicalisme révolutionnaire) ou les nombreux groupes autonomes (pour ce qui est de l'insurrection qui n'en finit pas d'arriver). Je constate simplement que l'unité pour un mou-

vement libertaire, comme l'évoquait il y a une vingtaine d'années une brochure publiée par les Éditions *du Monde libertaire*, n'est pas tout à fait à l'ordre du jour. Par contre ce qui l'est ou devrait l'être ici et maintenant, c'est une unité des libertaires dans les luttes sociales et sociétales, où nous sommes amenés à nous côtoyer et nous rejoindre. Le combat anti capitaliste et anti étatique nécessite toutes nos forces dans la rue et les entreprises, c'est bien là que nous devrions tous nous rassembler au-delà de nos divergences. Il va donc de soi que nous ne considérons pas les camarades d'AL et de la CGA comme des adversaires, encore moins des ennemis, mais des militants libertaires avec qui, si nous avons des divergences organisationnelles, nous n'en avons pas quant au type de société égalitaire que nous souhaitons.

Ramón Pino

Groupe anarchiste Salvador-Seguí



Eugène Varlin,

un ouvrier-relieur de l'AIT à la Commune de Paris

« Tant qu'un homme pourra mourir de faim à la porte d'un palais où tout regorge, il n'y aura rien de stable dans les institutions humaines. » Eugène Varlin, ouvrier-relieur, est une figure phare du mouvement ouvrier du XIX^e siècle en France. Issu d'une famille modeste, il suit des cours du soir pour mieux comprendre et agir sur un monde dont il mesure les injustices. Il rencontre ceux qui vont devenir les fondateurs de l'Association internationale des travailleurs (AIT), Tolain, Fribourg notamment. Ce trio qu'il constitue avec eux signera les premiers appels à l'union des travailleurs pour défendre leurs droits inscrivant la formule « l'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes » dans l'histoire du monde ouvrier.

Le droit au travail des femmes

Michèle Audin, enseignante, passionnée par la Commune de Paris, auteure de plusieurs ouvrages sur ce thème rassemble dans cet ouvrage, *Eugène Varlin ouvrier relieur 1839-1871*, tous les écrits retrouvés à ce jour (articles, proclamations, lettres) d'Eugène Varlin. Elle allie donc biogra-

phie et recueil de textes. Le lecteur retrouvera la vie quotidienne des ouvriers boulangers, des mineurs, des ovalistes, la solidarité par les caisses de secours en cas de grève dure. Varlin, ouvrier lui-même, sait qu'une grève est difficile à mener et que les privations justifient le soutien concret des coopératives comme la Marmite. Un des premiers, il défend le droit au travail des femmes : « *La femme doit travailler et doit être rétribuée pour son travail. [...] ceux qui veulent lui refuser le droit au travail veulent la mettre pour toujours sous la dépendance de l'homme.* »

La succession des textes constitue un journal des luttes sociales, de la mise en place de l'AIT en France, malgré les arrestations, les procès, les emprisonnements.

L'indispensable solidarité

Bien qu'emprisonné sous l'Empire, il étoffe sa réflexion intellectuelle et politique le conduisant vers le communisme non autoritaire, la méfiance à l'égard des élections, de la bourgeoisie dominatrice. « *Pour que nous puissions envisager sans*

crainte l'avenir gros d'orages, il faut que tous les travailleurs se sentent solidaires. » C'est le sens permanent de son action militante. Au fil des pages, le lecteur est surpris par la modernité des propos et des réflexions.

Les textes abondent et c'est heureux que Michèle Audin redonne ainsi la parole à un responsable un peu trop oublié, contribuant à nourrir la réflexion sur l'actualité de la Commune de Paris dans les luttes sociales. Bien sûr, lors de ces 72 jours, Varlin est au premier plan, il écrit peu, il agit, il est sur les barricades et évidemment une des dernières, rue de la Fontaine au Roi. Arrêté, il est fusillé par les versaillais à Montmartre après avoir subi des actes barbares à son égard.

A l'invitation du groupe Commune de Paris, Michèle Audin dédicacera son livre : vendredi 14 juin à 19 H, librairie Publico, 145 rue Amelot, Paris Xi^e.

*Eugène Varlin ouvrier relieur
1839-1871* Michèle Audin Ed
Libertalia, 2019

Les femmes

dans la Commune de Paris

Eloi Valat, peintre et dessinateur, nous a déjà offert de belles planches sur la Commune de Paris (Journal de la Commune, La Semaine sanglante) et sur Jules Vallès. Chargés d'émotions et de vérité graphique, ses ouvrages sont toujours des partages forts sur cette période phare de l'histoire du mouvement ouvrier.

Sa nouvelle publication a pour thème la place des femmes dans la Commune de Paris. Nous sommes nombreux à connaître Louise Michel, Nathalie Le Mel mais toutes les autres... Paule, Eulalie, Séraphine, les femmes du petit peuple, les lavandières, les giletières, les blanchisseuses qui deviendront des am-

balancières, des pointeuses d'artillerie, des combattantes de cet idéal de république démocratique et sociale. Organisées dans les clubs, les comités d'arrondissement, l'Union des femmes, elles réclament la fin de l'exploitation, l'égalité salariale, le droit à l'enseignement. Cet ouvrage rend hommage aux



Louises, citoyennes de la Commune qui ont voulu « considérer les douleurs générales de l'humanité comme rentrant dans la cause commune des déshérités » pour reprendre les propos de Louise Michel.

Les textes reprennent des témoignages de militantes comme Victorine Brocher, des déclarations, des appels à la mobilisation. Une approche qui permet de montrer que les femmes n'ont pas été dans l'attente mais qu'elles ont conduit une réflexion, une action spécifique s'intégrant dans le progrès social de la Commune.

Les dessins au trait net et sombre, avec ces à-plats de couleurs franches sont

d'une très grande modernité et donnent sens aux moments symboles d'une révolution en marche. Les mains particulièrement traduisent le travail qui déforme, la fébrilité des acteurs, l'intensité du combat d'un peuple qui veut vivre dans la dignité et le respect.

A l'invitation du groupe Commune de Paris, Eloi Valat dédicacera son livre :

Jeu 16 mai à 19 H, librairie Publico, 145 rue Amelot, Paris Xiè.

Louises, les femmes de la Commune
Eloi Valat. Ed. Bleu autour, 2019

Identités, la bombe à retardement

Petit livre de 77 pages nous entraînant dans la notion d'identité particulière absconse actuellement.

L'auteur, en préambule, nous avertit sur l'erreur d'assimiler le processus identitaire à des questions religieuses, vestimentaires, régionales ou autre : « *C'est le cœur du fondamentalisme identitaire qui est de nature religieuse, (en autre), qu'elles soient les formes qu'il prend.* »

En effet, pour l'auteur, il serait illusoire de circonscrire cette notion d'identité à des items conceptuellement inadaptés.

Il décrypte cette adhésion erronée par l'absolu nécessité pour ses thuriféraires de combler un vide existentiel abyssal, de consolider une personnalité, indécise, fragile, en détresse, par des étayages rigides lui permettant provisoirement d'exister.

Il en est de même pour ces projections égotiques, à laquelle nous assistons dans nos sociétés, dans ces gemellités identificatoires au processus économique national et international. Ce ne sont que pures illusions.

Pour l'auteur, notre construction identitaire ne se limite pas à quelques artefacts.

Elle relève de l'être, d'un long cheminement psychique très complexe.

N'en déplaisent aux institutions étatiques.

Notre individualité se façonne, non pas à l'aune de la « carte d'identité », mais d'une vie riche.

Il rappelle que ce document administratif, issue d'un long processus de « modernité » occidentale, avec sa cohorte bureaucratique, remontant au 18^{ième} siècle, est fils et frère d'un mouvement historique propre à l'Occident, qui, à son aboutissement, instaura, en France, en 1940, sous le régime de Vichy, cette forme de fichage des individus mais aussi le recensement national et les statistiques afférents.

Depuis, la population homogénéisée, diluée dans une institutionnalisation illusoire, dépourvue de ses individualités, n'existe que sous la forme d'un tout compact, stratifié, rigidifié, en particulier depuis les années 1960, date de sa création, sous celle d'individu social, facilement gérable par les pouvoirs politiques en place.

Cette dilution dans des concepts identi-

ficatoires figés, laïques ou pas, ne laisse aucune latitude à nos particularismes, d'où l'émergence de la tentation de la différenciation, particulièrement par les armes et le crime, et son corollaire, à savoir sa visibilité extrême qui répond à un paradoxe immanent de nos sociétés dites modernes : « *Chacun fait ce qu'il veut mais...* ». Langage on ne peut plus clivant qui ne peut qu'impacter les individus démunis personnellement et socialement et, à terme, fragilisé notre toute relative sécurité occidentale.

Or, l'auteur déconstruit ce schème de pensée en définissant les identités comme volatiles et incertaines. Il nous incite à rester vigilant.e.s. face aux 3 erreurs coutumières de l'interprétation de l'identité, à savoir son historicité ancrée dans nos « racines », sa confusion entre des particularités administratives et le sens profond de la vie, et de sa fixité erronée.

Il nous livre une approche du concept de l'identité bien plus proche de notre vécu : « *L'identité est ce qui ferme le sens et crée les conditions de l'action. Le processus identi-*

taire est une modalité particulière de la subjectivité à l'œuvre, consistant à fabriquer à chaque instant une totalité significative. »

En clair, l'individu se construit, à partir de son milieu d'origine, et se déconstruit tout au long de sa vie au contact des situations, des rencontres inédites qui jalonnent son existence, l'obligeant à un remodelage de son identité propre, toujours flottante et ouverte à tous les possibles correspondant à son cheminement. Ce texte, cruellement actuel malgré ces 4 ans d'existence, se veut donc un avertissement quant aux « ismes » qui s'expriment

dans nos sociétés moribondes, mortifères, capitalistes, qui dépouillent l'individu de son intériorité, la marchandise et le transforme en objet privé de toute substance, incitant certain.e.s, à se la réapproprier, ou se la créer par la violence.

Odile Individuelle Seine et Marne

Nouvelle édition – *Identités, la bombe à retardement*, Jean Claude Kaufmann, Editions Textuel, 215.



De l'esclavage et du colonialisme par Justhom

Le livre de Justhom publié aux *Editions Libertaires* n'est pas un panorama historique exhaustif, universitaire de ces fléaux mondiaux que sont l'esclavage et le colonialisme, fléaux aussi anciens que l'homme au même titre que l'exploitation de la femme ou de l'enfant. Le livre de Justhom est un cri de rage, contre l'injustice, le racisme, la bêtise humaine et si l'on y trouve de nombreux et édifiants extraits de textes et de discours, des listes de massacres, de révoltes, d'empires coloniaux, on y sent poindre toujours une juste colère, un sincère effarement devant l'inventivité perverse de ceux pour qui le profit permet tout et d'abord d'asservir son prochain, surtout si sa peau est d'une autre couleur, son dieu ou ses dieux différents, ses coutumes bizarres, et son histoire ignorée.

Justhom le dit : « *En guise de civilisation, le colonialisme a apporté la mort, la déportation, la maltraitance, le trafic négrier, l'extermination des populations, le pillage des ressources naturelles.* »

Le lecteur sera consterné des discours soi-disant progressistes de la deuxième

partie du dix-neuvième siècle. Les terres à coloniser y sont des jungles étrangères et barbares. Jules Ferry, avec le nom duquel on nous a tant bassinés, écrit noir sur blanc : « *Les colonies sont pour les pays riches un placement de capitaux des plus avantageux* » (1). Et puis, argument fatal qui court de Victor Hugo – « *L'Afrique n'a pas d'Histoire* » (2) - à Léon Blum, que résume Ferry : « *Il faut dire ouvertement qu'en effet les races supérieures ont un droit vis-à-vis des races inférieures parce qu'il y a un devoir pour elles. Elles ont le devoir de civiliser les races inférieures* » (3).

Ainsi au nom de la mission civilisatrice de l'occident, tout sera dorénavant permis. L'esclavage soi-disant aboli, le pillage, le vol et le viol ont encore de beaux jours. Pour un Camus ou un Aimé Césaire – « *On me parle de civilisation, je parle de prolétariat et de mystification* » (4) - combien de patrons racistes, de religieux exploités, de militaires avides de massacres, de Code Noir ou de Code de l'indigénat qui séparaient par des mesures de discrimination les « citoyens français » des « sujets français » (les colonisés).

Mais surtout Justhom insiste sur le caractère contemporain de ces fléaux. Ni l'esclavage ni le colonialisme n'ont disparu de notre planète. Au contraire, ils fleurissent, et pas seulement au Qatar où se jouera la Coupe du monde de football 2022, mais jusque dans nos villes françaises et modernes. 250 millions de personnes réduites à l'esclavage ou au travail forcé, aujourd'hui dans le monde. Et en allant plus loin, Proudhon l'écrivait déjà, le prolétaire n'est-il pas une déformation moderne de l'esclave ?

On regrettera parfois des raccourcis car qui trop embrasse mal étreint, dit-on. Si une place de choix est bien sûr réservée aux œuvres civilisatrices de la France avec les effets que l'on sait ou que l'on apprendra, on aurait aimé en savoir plus sur qui étaient les colons, souvent des miséreux fuyant leur pays pour d'illusoire richesses. Par ailleurs, peut-on rendre compte du conflit israélo-palestinien en quelques pages ? J'en doute. De la même façon on ne trouvera pas d'informations sur la grande colonisation Mahométane qui conduira à la répression des peuples

Kabyles, Berbères, Touaregs et à leur islamisation forcée. Rien non plus sur toutes les luttes tribales, des gaulois aux celtes en passant par les peuples africains pour qui la guerre n'était rien d'autres que la conquête des territoires, le pillage des ressources et l'esclavage des peuples conquis.

Le livre de Justhom se concentre principalement sur l'œuvre colonisatrice des pays occidentaux, mais ce n'est que justice tant l'occident chrétien a voulu imposer des valeurs « universelles » à l'ensemble des peuples de la terre.

Quoiqu'il en soit, on ne sort pas indemne d'une telle lecture mais un peu assommé par l'ampleur de la tâche à accomplir pour éliminer un jour les deux fléaux que sont le colonialisme et l'esclavage.

Merci à Justhom de nous avoir, une fois encore, dessillé les yeux.

Thierry Guilabert

De l'esclavage et du colonialisme par Justhom 252 pages - 15 euros - Editions Libertaires.

(1) Jules Ferry (1885) : Les fondements de la politique coloniale (28 juillet 1885) Discours à l'Assemblée nationale (NDLR)

(2) *L'Afrique, avenir de l'Europe*, discours de Victor Hugo le 18 mai 1879 au cours d'un banquet célébrant l'abolition de l'esclavage. (NLDR)

(3) Id. (1)

(4) *Discours sur le colonialisme* - Aimé Césaire - publié le 7 juin 1950 (NLDR)



« En mai, lis ce qu'il te plait ! » Ce mois-ci le ML a lu, le ML a aimé



Kate Austin, la militante anarchiste retrouvée

Quelle bouffée d'air pur que ce *Kate Austin, paysanne anarchiste et féministe*, un petit bouquin d'une centaine de pages, qui vient de paraître aux éditions du Monde libertaire. Bien ficelé, bien dosé et bien assaisonné, il a toutes les qualités pour réjouir nos papilles endolories par ces tristes journées débordantes de ma-

cronie excédante. Dans l'introduction, l'auteur, Aurélien Roulland, anarchiste autodidacte, nous prévient qu'il n'a pas opté pour une biographie romancée, ce qu'il aurait pu aisément faire à partir de celle écrite par Howard S. Miller. Pas question pour lui, « *De parler à la place de cette femme simple et généreuse* », qui fut de tous les combats dans les États-Unis de la fin du XIXe siècle. Il l'a découverte en recherchant des traces de militantes anarchistes et féministes méconnues ou oubliées. L'ouvrage démarre sur un portrait des États-Unis de l'époque, en proie au capitalisme galopant qui en contrepoint voit apparaître les grands courants émancipateurs (droit des femmes, des Noirs, des Indiens et des libres-penseurs) et dont en général, on ne retient que ceux d'Emma Goldman et Voltairine De Cleyre. Kate Austin est donc à redécouvrir. Issue de la petite paysannerie, elle

est née en 1864, dans l'Illinois. Sa mère meurt alors qu'elle n'est âgée que de onze ans. Elle doit donc prendre en charge ses huit frères et sœurs. Si elle va très peu à l'école, elle n'en tombe pas moins très jeune, amoureuse des livres et ne reste pas du tout en retrait des grands événements de son époque. Son engagement commence avec « l'affaire d'Haymarket » (1) et ne s'achèvera qu'avec sa mort précoce. Elle et son mari, Sam, malgré les travaux de la ferme s'engagent dans la lutte pour l'idéal anarchiste. Devenue une propagandiste redoutée, Kate écrit dans la presse libertaire et dans toute celle qui lui ouvre ses colonnes. Malheureusement, très jeune, elle est atteinte de la tuberculose et meurt en 1902, à l'âge de 38 ans, laissant derrière elle neuf enfants... Après cette mise en bouche, Aurélien Roulland propose au lecteur de découvrir une sélection de ses

textes, souvent consacrés à la question des sexes sur ce genre de ton « *La liberté en toutes choses, liberté de vivre et liberté d'aimer, tel doit être le mot d'ordre des anarchistes. La question sexuelle et la liberté absolue de l'amour ne peut plus être passée sous silence [...] tandis que l'Église et l'État n'y voient que la destruction de la famille et donc une menace directe contre l'existence de l'État. En conséquence, les anarchistes doivent savoir où porter leurs attaques* » ... Au sujet de l'indépendance des enfants « *Je n'arrive pas à comprendre comment un libertaire qui combat pour la liberté dans les rangs anarchistes peut logiquement avancer le postulat que l'enfant appartienne à la mère ou au père en tant que propriété personnelle pour en faire ce que bon leur semble. Finissons-en avec l'idée pernicieuse que toute personne a le droit exclusif de posséder un autre être humain.* » Parmi ses autres préoccupations, la peine de mort, la révolte ouvrière et la grève générale. Elle est vite respectée par tous les militants anarchistes américains de son époque. C'est d'ailleurs sur leurs hommages unanimes que se termine le petit volume. Tel, celui de Voltairine de Cleyre « *Pourquoi fallait-elle qu'elle meure, elle, si pleine d'énergie et d'objectifs alors que bien trop restent en vie et ne sont pas, n'ont jamais été et ne seront jamais rien d'autre que de vains, léthargiques, inutiles grains de poussière organisés !* », ou celui d'Emma Goldman qui la décrit ainsi dans *Living My Life* : « *Elle aimait la vie, et son âme s'enflammait pour l'opprimé, le souffrant, et le pauvre. Comme elle a été magnifique tout du long de la tragédie de Buffalo ! Seulement un mois auparavant, elle avait écrit, au seuil de sa mort, un lumineux hommage à Czolgosz (2)* ». Aurélien Roulland nous présente avec passion cette femme exceptionnelle qui revit l'espace d'une centaine de pages, grâce aux *Editions du Monde libertaire*...

Kate Austin, paysanne anarchiste et féministe. Aurélien Roulland éd. du Monde libertaire, 10 €, disponible à la Librairie Publico, 145 rue Amelot 75011 Paris

(1) Répression d'une révolte ouvrière en faveur de la journée de huit heures qui aboutit à la pendaison de quatre anarchistes, le suicide d'un autre en prison et la condamnation de trois autres à la perpétuité, qui finiront par être graciés suite à l'intense campagne de soutien interna-

tional.

(2) Militant anarchiste ayant assassiné le président William McKinley en 1901. Emma Goldman et Kate Austin furent inquiétées pour l'avoir soutenu avant son exécution.



La Mort des bois

Caroline Granier est venue présenter son livre *A Armes égales*, traitant des femmes dans le roman policier, à la librairie Publico en Janvier dernier. Lors de son exposé, elle nous a présenté, entre autres, les diverses catégories d'héroïnes de polar auxquelles elle s'est intéressée, notamment aux anti-héroïnes. Dont Élise, celle de *La Mort des Bois*, de Brigitte Aubert, devenue tétraplégique à la suite d'un attentat en Irlande du Nord. Elle se retrouve paralysée, aveugle et muette, recluse dans son fauteuil roulant, tandis que son compagnon a été fauché par une bombe de l'IRA. Elle n'a pratiquement plus aucun moyen de communiquer avec le monde extérieur. Cependant, la petite Virginie, âgée de 7 ans, s'entiche d'elle justement « *parce qu'elle ne peut pas parler* » et la fait sa confidente, parce qu'elle est persuadée que cette dernière l'entend. Aussi, Élise comprend petit à petit que ce qu'elle prend tout d'abord pour un délire monstrueux de fillette se révèle de plus en plus crédible. Cependant, comment intervenir et aider les enquêteurs à découvrir l'identité du serial-killer avec le seul moyen de communication dont elle dispose, c'est-à-dire actionner son index en guise d'acquiescement ? L'action devient au fil des pages de plus en plus captivante, mais le véritable tour de force de ce polar est de nous la faire vivre de l'intérieur, c'est-à-dire au centre même du monde d'isolement dans lequel se trouve Élise, compensé par son sang-froid et surtout par son sens de l'humour décapant. Mais, quand on a plus que l'humour, peut-on encore sauver le monde ?...

La mort des bois, Brigitte Aubert éd. Points, 7,20 €, disponible à la librairie Publico 145 rue Amelot 75011 Paris



Le mirage El Ouafi

Le Monde libertaire a également reçu et beaucoup aimé *Le mirage El Ouafi*, de Fabrice Colin. Un livre en forme de parcours philosophique à la recherche de Boughéra El Oafi, dont on sait peu de choses aujourd'hui, sinon qu'il fût le premier Français à obtenir une médaille d'or athlétique aux Jeux Olympique de 1928 d'Amsterdam à l'épreuve de Marathon. Mais, étant un « Français algérien », son étoile médiatique cesse vite de briller et d'intéresser les journalistes, surtout après son exclusion des JO pour professionnalisme à son retour des États-Unis. Retour donc à la case usine, à l'anonymat et puis... Plus rien au sujet de ce personnage énigmatique. Fabrice Colin, le narrateur, chargé de ses maigres bagages et souvenirs de son séjour en Algérie durant son enfance, part à sa recherche. La seule aide qu'il reçoit vient d'un vieil ami de ses parents ayant connu la famille du coureur et quelques lettres laissées par des amis d'El Ouafi. L'auteur décide donc, refusant de réécrire la vie de son héros à sa place, de s'en remettre à sa seule fantaisie pour remplir les trous de la vie non-écrite de cet homme en perpétuel décalage, qui ne trouva jamais vraiment sa place en France et mourut dans d'étranges conditions. El Ouafi, sorte de « Run Forest » trop vite essoufflé, que Fabrice fait revivre pour nous dans une vision poétique et envoûtante qui donne envie de le suivre jusqu'au bout de la piste...

Le mirage El Ouafi, Fabrice Colin, éd. Anamosa, 18€, disponible à la Librairie Publico, 145 rue Amelot 75011 Paris

Patrick Schindler, groupe Botul de la Fédération anarchiste

L'ANTHOLOGIE, Poésies libertaires

L'ANTHOLOGIE, *Poésies libertaires*. Voix insurgées au tournant du siècle (1881-1914). Établie et présentée par Jacques Coly. Éditions RésUrgence, 2018.

Il y a urgence ! Urgence à lire, à faire connaître dans la marée envahissante des « non livres », best-sellers médiatiques de la médiocrité ambiante, mais pourvoyeurs aussi de lecteurs moutonniers à la botte de tout discours, confortable ou non, quand ce n'est pas de tous pouvoirs, pourvu qu'ils ne touchent pas à la doxa fondamentale, politique, religieuse ou sociale ; il y a urgence à lire et à relire *L'Anthologie de la poésie libertaire* de Jacques Coly, spécialiste du monde de l'anarchie et poète lui-même d'une vingtaine de recueils.

Il y a urgence parce qu'il s'agit de poésie (Verhaeren et tant d'autres, inattendus ici) et comme disent les Anglo-Saxons « parce qu'elle n'est plus sur la photo », surtout quand son inspiration ne marche pas dans les clous de nos Lagarde et Michard contemporains, et qu'on ne compte plus les « ismes » dont elle se réclame et neuve et créatrice et révolutionnaire... Alors qu'il suffit de regarder du côté de la générosité, de l'émotion, de la colère véritable et des risques pris « jusqu'à la guillotine », l'exil, le rejet social et la prison ! Les textes sont ici d'une vérité criante, bouleversante, libres de gloire littéraire et faut-il le dire d'une actualité toujours brûlante !

Il était temps de rendre justice à ces hommes et à ces femmes, ces héros souvent obscurs, toujours laïques, humainement exemplaires sans qui il n'y aurait pas eu le moindre contrepoids à la dictature des systèmes « démocratiques » au-

toritaires. Il est bon aussi de rappeler cette anarchie individualiste et de montrer la face noire des dérives violentes : la violence ne résout rien ! Mais ce n'est pas pour autant qu'elle n'est pas nécessaire, diront certains... Le débat reste ouvert plus que jamais et on voudrait bien voir paraître une anthologie de la poésie libertaire de 1914 à nos jours !

Ce qui demeure, face aux divers mouvements sociaux dont l'indifférence à la culture et la priorité donnée aux intérêts égoïstes dominent (du jamais vu jusque-là !). C'est la vision d'une humanité heureuse, juste, « épanouissante » grâce à un projet général, c'est cet élan (toujours déçu, jamais désespéré) vers un progrès non pas technologique mais fraternel.

Il y a urgence à retrouver cette chaleur dans le livre de Jacques Coly qui n'hésite pas en quatrième de couverture à citer Kropotkine dans

son adresse *Aux jeunes gens* (1880) « vous ne pourrez plus rester neutre : vous viendrez vous ranger du côté des opprimés, parce que vous savez que le beau, le sublime, la vie enfin, sont du côté de ceux qui luttent pour la lumière, pour l'humanité, pour la justice ! »

Werner Lambersy, poète, obtenteur du Prix Théophile-Gautier.
Ouvrage en vente à la Librairie Publico.



Inventons, résistons, chantons.

3^{ème} CD des Chorâleuses



De Brigitte Fontaine à Boris Vian, en passant par les *Belladonas* et les *Fem-mouzes*, le répertoire des Chorâleuses est aussi varié que la couleur de leurs cheveux ! Ces toulousaines chantent l'histoire des femmes. Voilà comment elles étaient présentées lors d'un concert qui s'est déroulé en Ile-de-France en 2014.

Aujourd'hui, avec les Chorâleuses, et ce troisième CD, nous partageons les rires, les larmes, la colère, l'indignation, l'humour, la révolte, mais aussi le bonheur de les entendre chanter ensemble. Cette chorale féministe existe depuis près de 20 ans entre rigolades, escapades et aubades : ces femmes, différentes par leurs amours, leurs parcours, leurs âges, chantent leur engagement dans le Mouvement de Libération des Femmes. En

2000, balbutiements et 1^{er} CD. En 2011, étonnement et 2^{ème} CD. En 2018, elles sont encore là, 3^{ème} CD. Féministes toujours, impertinentes souvent, révoltées, solidaires.

Le CD est dans la playlist de l'émission Femmes libres sur Radio libertaire !

« *Nous réaffirmons aujourd'hui plus que jamais que les luttes des femmes, d'ici et d'ailleurs sont NOS luttes. Nous participons à de nombreux forums et manifestations, et sommes présentes en chansons le 8 mars journée internationale de luttes des femmes et le 25 novembre journée contre les violences faites aux femmes. Lutter et résister en chansons... c'est possible... et... nécessaire !!! Nous croyons toujours qu'on peut changer le monde ...* »

Elles inventent, elles chantent et surtout elles résistent !

Titre : Clandestina

Elles arrivent dans la poussière
D'un voyage clandestin
Elles trouvent la misère
Le rejet, l'esprit chauvin
Ces femmes que vous méprisez
Ont le droit de vivre ici
Cassons les vieux critères
Enfreignons les interdits

Refrain

*Partageons la vie, la terre
La richesse pas la misère
Imposons le genre humain*

Elles vivent dans la galère
Dans l'angoisse pour leurs enfants
On les dit étrangères
Et c'est nos sœurs pourtant
Pour sortir de la misère
De l'oppression, du tapin
Mais bon sang que faut-il faire
Pour avoir un lendemain

Pleurer sa langue et sa mère
Ses repères et ses ami-es
Être obligée de se taire
N'avoir ni droits ni abri
Nous sommes le sel de la terre
Nous sommes l'espoir de la vie
Nos luttes n'ont pas de frontières
Nos cœurs n'ont pas de pays

Paroles : Maria Del Amparo García,
2008 –

Arrangement musical : Sylvie Abillard

Hélène Hernandez
Groupe Pierre Besnard

Les dernières nouveautés de la librairie Publico



Les damnés de la Commune
Tome 2 : Ceux qui n'ont rien de Robert Merle
Éditions Dehors,
144 pages - 21,95 euros



De l'échange et de constitution de Jeanne
Les Éditions Libertaires,
254 pages - 15 euros



Feyer-Hell ou **Le monde**
Écrits rassemblés et annotés par Michel Audin
Éditions Libertaires, 204 pages - 15 euros



Femmes au travail
Françoise Vergès | Les Éditions
Économiques de la Librairie
de la Rue de Valenciennes,
100 pages - 10 euros



L'anarchie expliquée à mon père
Francis Dupuis-Déri et
Thomas Déry
Les Éditions
232 pages - 10 euros



L'anarchie ou le chaos
de Philippe Godard
Éditions Le Calicot,
224 pages - 10 euros



L'anarchisme ou **Une histoire des idées et mouvements**
libertaires de George Woodcock
Les Éditions
344 pages - 22 euros



La théorie, un dimanche
Ouvrage collectif
Les éd. du roman-ménage,
232 pages - 17 euros



Le Monde en pièces
Pour une critique de la gestion
Tome 2 : Infirmité
Préface par le Groupe
Oublié
Éditions La Tenture,
144 pages - 14 euros



L'entraide, l'autre loi de la jungle (POCIE)
de Pablo Seco et
Gastón Chapelle
Ed. Les Éditions Libertaires,
204 pages - 8,90 euros



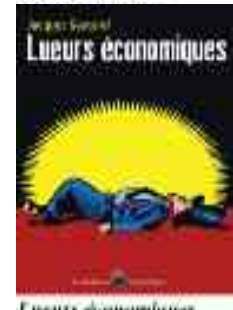
1415-1763 ou **Le premier âge du capitalisme**
La première ligne de production (1415-1763)
Tome 2 : La naissance du capitalisme
partir de la révolution de 1763
Éditions La Tenture,
304 pages - 20 euros



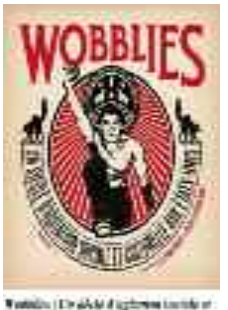
Le travail est un crime
d'Herman J. Schuurman
Éditions Anthropos,
52 pages - 3 euros



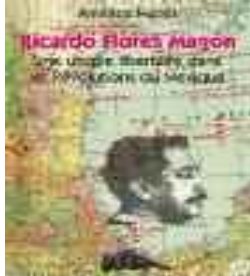
Le Vieux | **Biographie d'un**
vieux
d'Arvidsson, Göttsche et Michel
Kokkoniemi
Éditions Anthropos,
138 pages - 12 euros



Lueurs économiques
de Jacques Soutarel,
Les Ed. de la Pigne,
144 pages - 8 euros



Wobblies | **Le rôle d'agitateur**
et
cultures aux États-Unis
Ouvrage collectif
Éditions La Tenture,
100 pages - 10 euros



Ricardo Flores Magón | **Un**
simple libertaire dans
les révolutions du Mexique
d'Américo Nunez
Éditions Ab Irato,
274 pages avec 67 illustrations
22 euros



Je ne suis pas
magoniste, je suis
anarchiste. Un
anarchiste n'a
pas d'idole.
Ricardo Flores Magón

Passez vos commandes
par correspondance, avec paiement par chèque (total du prix des livres + 15% pour le port) le tout à envoyer à l'adresse suivante :
Librairie Publico 145 Rue Amelot 75011 Paris.
Ou passez à la librairie !
du Mardi au Vendredi : 14h-19h30
Le Samedi : 10h-19h30.
Et en permanence sur le site : www.librairie-publico.com

